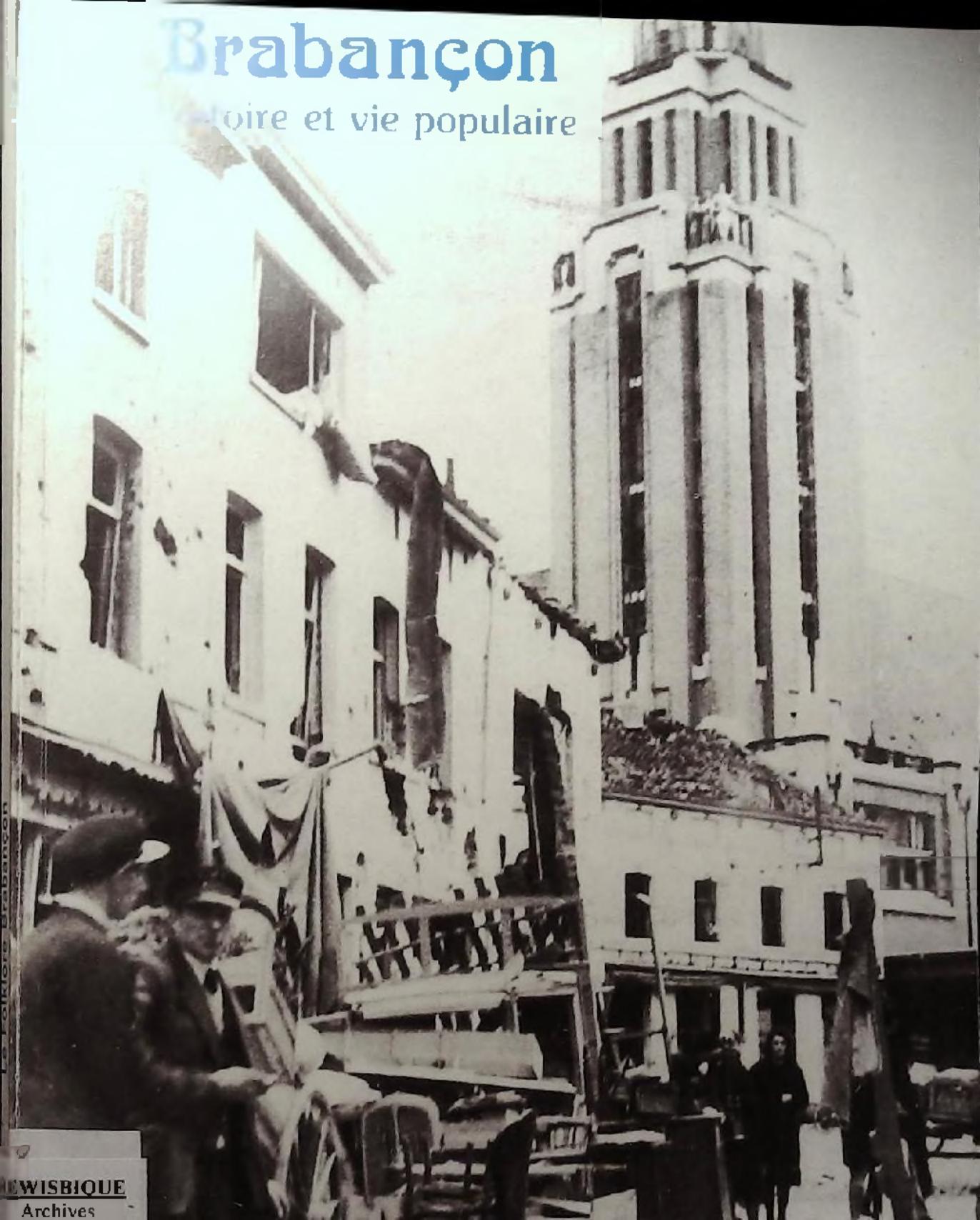


Brabançon

histoire et vie populaire



Le Patrimoine Brabançon

LE FOLKLORE BRABANÇON

Histoire et vie populaire

Juin 1993 - N° 277

*Organe du Service de Recherches Historiques et
Folkloriques de la Province de Brabant.*

Président: Didier ROBER, député permanent.

*Vice-Présidents: Willy VANHELWEGEN et Pierre
BOUCHER, députés permanents.*

Directeur: Gilbert MENNE

Rédacteur: Myriam LECHÊNE

*Conseiller
artistique: Marc SCHOUPPE*

Prix du numéro: 150 F.

Collection 1993 (4 numéros): 400 F.

Siège: rue du Marché aux Herbes, 61, 1000 Bruxelles

Tél.: 02/504 04 30

Bureaux ouverts de 8 h 30 à 17 h 00. Les bureaux sont fermés les samedis, dimanches et jours fériés.

C.P.T.E. du Service de Recherches Historiques et Folkloriques
081-0115273-66

Les articles sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs. Toute la correspondance doit être adressée au Directeur.

Il existe une édition néerlandaise du «Folklore Brabançon» qui paraît également tous les trois mois et qui contient des articles originaux. Mêmes conditions d'abonnement.

SOMMAIRE

- Survivre... «La deuxième guerre mondiale vécue par les Forestois», par Albert VAN LIL p. 3
- Le récit de Maurice Agenet. «Odyssée de trois Forestois en mai 1940», par Maurice AGENET p. 24
- Le récit de Joseph Devondel. «Forestois en guerre», par Joseph DEVONDEL p. 29
- Le récit de Fortuné Jacques Van Hulle «Souvenirs de jeunesse 1940-1945», par F.J. VAN HULLE p. 49
- Le récit d'Albert van Lil, par Albert VAN LIL p. 77

Le numéro 277 du «Brabantse Folklore» comprend un article de Gilbert THEYS «De families Vande Ven en Van Tilborch, zeventiende-eeuwse bewoners van het Van 't Sestichhuis in Leuven»; «Kronieken» van Leo VAN BUYTEN, Stefaan TOP en Robert BELEMANS; «Mededelingen» en «Leestafelnieuwtjes».

SURVIVRE ...

«La Deuxième Guerre mondiale vécue par les Forestois»

par Albert VAN LIL

Accompagné des récits de Messieurs: M. AGENET, J. DEVONDEL et F. VAN HULLE.

Avec la collaboration des membres du «Cercle d'Histoire et de Folklore de Forest».

Pour la présente édition, le «Cercle d'Histoire et de Folklore de Forest lez Bruxelles» a réuni les rapports de Forest en tant que Communauté et les souvenirs personnels de quatre Forestois.

Il a voulu éviter l'énoncé de tous les noms des «Victimes» qu'il se réserve de publier en une édition distincte à l'usage des seuls membres du Cercle: «Survivre II».

SURVIVRE I

FOREST PENDANT LA GUERRE 1940-1945

Depuis longtemps, surtout depuis le réarmement de l'Allemagne au cours des années trente, le gouvernement belge s'occupe et se préoccupe du ravitaillement et de la protection de la population.

Le mardi 22 août 1939, les Allemands et les Russes concluent un traité d'amitié. Bien entendu, personne chez nous ne se trompe sur cette amitié». Le 1er septembre, les Allemands attaquent la Pologne, et quelques jours plus tard, les Russes font de même.

En Belgique, la mobilisation générale est décrétée et l'on crée un service de protection civile. Le Ministre des Affaires Economiques et des Classes moyennes saisit l'occasion pour réaliser le prévu. Des cartes et des timbres de ravitaillement sont imprimés et expédiés à toutes les administrations communales qui seront chargées de l'exécution.

Un des objectifs de la Protection civile est d'instruire la population au sujet des dangers qui la menacent et des moyens de se protéger. Plusieurs constructeurs mettent au point et offrent des réalisations variées. Ainsi, une société bruxelloise, Fichet, distribue un prospectus dans lequel nous lisons :

« Protégez-vous dès le temps de paix contre le bombardement aérien. L'aviation jouera dans les guerres futures un rôle infiniment plus considérable que par le passé : bombes incendiaires, bombes explosives et gaz toxiques menaceront la population civile et les usines avant les premières heures de la mobilisation. Quant les gaz seront là, il sera trop tard pour délibérer. Préparez donc dès maintenant un abri anti-gaz. Soignez principalement les fermetures, elles devront fonctionner à la dernière minute, sans aucun aléa. Fichet a déjà créé différents types de fermetures nécessaires pour les abris anti-gaz collectifs. Pour les abris familiaux et pour les entrées d'abris collectifs où les effets du souffle ne sont pas à craindre, Fichet présente la porte étanche au gaz, au prix de 1 200 Fr loco usines. Modèle expertisé par le Service de Protection contre le gaz. Fabrication et vente autorisées par M. le Ministre de la Défense Nationale, le 9 juillet 1938 »

Fin 1939, Forest compte environ 45.000 habitants. Suite aux élections du 16 octobre 1938, le Collège se compose de :

Omer DENIS	- Bourgmestre
Adrien BERTELSON	- Echevin
Jeanne BRIGODE-OUWERCX	- Echevin
Joseph LEEMANS	- Echevin
Léon WIELEMANS	- Echevin

Le Bourgmestre décède le 23 février 1940 et l'Echevin Léon WIELEMANS, un des grands patrons de la brasserie Wielemans-Cauppens, est nommé comme successeur par arrêté royal du 5 avril 1940. Raoul CRAVAU devient Echevin.

A la foire commerciale de Bruxelles, au printemps de 1940, l'Allemagne présente un modèle transparent du moteur d'avion Sturzkampfflugzeug ou STUKA et, l'Angleterre, celui de l'avion détenteur du record du monde de vitesse, ayant réalisé près de 500 km/heure en plongée. Mais, nous aurons bientôt l'occasion de sentir l'efficacité du STUKA. En effet, le 10 mai 1940, de grand matin c'est l'invasion. Bien des Belges se rappellent celle d'août 1914 et les massacres des civils dans tous les pays et c'est immédiatement que commence le cortège des réfugiés vers l'Ouest et la France, considérés comme les lieux sûrs.

COMMUNE DE FOREST

Conseils à la Population pour sa Protection contre les bombardements aériens.

Le Bourgmestre II croit nécessaire de rappeler aux habitants qu'il y a **urgence** de prendre **chez soi** les mesures précédemment recommandées pour se protéger le plus efficacement possible contre les attaques aériennes.

Ces précautions constituent **un devoir** pour les chefs de famille.

La loi, d'ailleurs, punit sévèrement les négligences à cet égard.

Il est rappelé à ce sujet que, sous la date du 4 novembre 1939, M. le Lieutenant-Général Denis, Ministre de la Défense Nationale communique les renseignements recueillis au sujet des bombardements aériens récents en traçant l'enseignement suivant :

« Le cave-abri (surtout) ou la tranchée-jardin est le meilleur moyen de protection, — sans discussion possible, — contre le peril aérien. La fuite vers l'extérieur, sous le vent de la panique, est un véritable suicide.

La sagesse commande le calme et le refuge **CHEZ SOI**, dans les sous-sols ou la tranchée »

Forest le 10 mars 1940

Le Bourgmestre II

I. WIELEMANS.

Conseil à la population pour sa protection contre les bombardements aériens (Forest 10-3-1940)

A Forest, le Conseil Communal est convoqué aussitôt mais ne peut siéger faute de membres suffisants. Le Collège, incomplet, est placé devant une foule de problèmes, dont celui des moyens n'est pas le moindre. Un arrêt royal du 1er février 1938 prévoit que l'exercice du droit de requérir est ouvert pendant toute la durée de la guerre. « Art. 5. L'exercice du droit de requérir appartient aux ... Bourgmestres. » Dès le 10 mai, on décide de former, comme suit, une commission communale. Des réquisitions : MM. PARFAIT, officier de police, Gaspard ADELIN et Alfred LEFÈVRE techniciens garagistes et HEYLEMANS, chef de bureau à l'administration communale, comme suppléant. Le camion de M. PEREMANS est réquisitionné par l'administration communale et lui sera restitué le 27 décembre suivant.

Le 15 mai, on décide de commander du bois pour élargir les abris. La Dépense est estimée à 80.000 fr. Diverses mesures sont adoptées en matière de rémunération du personnel.

Le 16 mai, le Bourgmestre fait afficher, dans la commune, l'avis suivant :

« Par ordre de M. le Ministre de la Défense Nationale, tous les hommes valides de 15 à 35 ans, appartenant à la réserve de recrutements,

sauf la police et les pompiers, doivent rallier immédiatement Ypres puis Roulers. Cet ordre de ralliement s'applique également aux gardes civils âgés de 16 à 35 ans. Il appartient aux hommes, ayant dépassé l'âge de 35 ans mais pouvant encore être tenus par des obligations militaires, de se conformer aux prescriptions indiquées dans leur livret militaire.»

Les autorités militaires croient visiblement au renouvellement du scénario de 1914-1918.

Dans tout le pays, c'est le désarroi total. Les gares sont bombardées, les routes mitraillées, le téléphone et la poste ne fonctionnent plus et la radio donne les nouvelles les plus contradictoires.

Dans l'hebdomadaire VLAN du 09 septembre 1992, un collaborateur qui signe Jef KAZAK, relate, comme suit, son épopée de l'époque:

«Le 16 mai 1940, moi et mon cousin on a reçu l'ordre de partir vers le sud, à pied, en auto ou à cheval. On avait à peine dix-huit ans, on a reçu de l'argent de toute la famille et on est parti vers Ninove en vélo. Après, comme le temps était magnifique, on a roulé huit jours, jusque près de la mer Méditerranée. Là, on a été arrêté et conduit dans le village de Bouillargues, surtout que les civils ne pouvaient plus circuler sur les rues.

Dans ce village, on a logé sur la paille d'un gros fermier et appelé le lendemain dans le CRAB des officiers belges. Ceux-là nous ont fait travailler pour la patrie: peler les patates, gratter les carottes, sulfater les vignes, balayer les bureaux, remplir des paperasses, nettoyer la vaisselle, raser les prairies, répondre à l'appel de dix heures trois fois par semaine pour marquer qu'on est bien présents et écouter le discours du lieutenant qui explique que nous avons l'honneur de faire partie du Centre de Recrutement de l'Armée Belge (en plus court, CRAB, dont les guerniers flamands ont fait des «krabbers». Les Bruxellois n'ont pas tardé à adopter le mot, même les unilingues francophones). Il fallait faire la file devant la cuisine où, vers midi, on remplissait les gamelles, avec des patates, des navets, du lard ou du boudin et, tous les soirs, une louche de riz à l'eau. Heureusement, quelques généreuses dames du patelin distribuaient souvent des pots de confitures, du lait condensé, du pain blanc, du chocolat et même des jeux de cartes (très coûteux en France).

Après deux mois, on a pris la poudre d'escampette vers Nîmes, où un train archibondé a accepté nos deux personnes et nos deux vélos vers Vichy. De là, nous avons rejoint Moulins (en zone occupée) où diverses formalités nous ont permis d'attendre Bruxelles, avec quelques autres krabbers.»

Le 17 mai, le Collège constate l'absence des Echevins Adrien BERTELSON et Joseph LEEMANS et répartit leurs fonctions entre les autres Echevins. BERTELSON est secrétaire du Ministre Paul Henri SPAAK et est parti avec lui en France. Il passera en Angleterre où il s'engagera dans la brigade Piron et restera sous les armes jusqu'après la guerre. LEEMANS, âgé de près de 60 ans, paraît s'être réfugié ailleurs avec de nombreux Forestois, en ce compris des fonctionnaires, ouvriers, enseignants et même policiers communaux.

Le 27 mai, le Collège décide, pour assurer le service de distribution des timbres de ravitaillement, de recruter quatorze agents à titre temporaire et de fixer leur rémunération journalière à 35 ou 45 francs (soit 900 à 1.200 Fr. par mois, l'équivalent des appointements d'un employé ordinaire).

Leur tâche ne doit pas être sous-estimée: tenir à jour un fichier de 45.000 Forestois, avec les naissances et les décès, les entrées et les sorties et préparer chaque mois 45.000 jeux de timbres avec les particularités de chacun: timbres spéciaux pour les enfants, rations majorées pour les malades, avec vérification des certificats médicaux, timbres pour certaines catégories telles que le tabac pour les hommes adultes, etc..., tenir une comptabilité rigoureuse de tous les timbres, tout en ménageant des possibilités pour les réfractaires, les résistants, les Juifs et autres, officiellement disparus et n'ayant donc plus droit aux timbres mais, qui, néanmoins, doivent vivre et survivre.

La plupart des produits rationnés seront d'ailleurs remplacés rapidement par des Ersatz: le blé par l'orge, le café par la chicorée, les feuilles de tabac par les feuilles de maïs, le cuir et les tissus par le carton et le papier, etc... (1).

L'ouragan, déchaîné le 10 mai, s'achève le 28 par la reddition de l'armée belge. Les combats armés cessent mais la guerre n'est pas finie.

Le Conseil Communal, convoqué à trois reprises depuis le début des hostilités, n'a pu se réunir faute d'un quorum. Il se réunit enfin le 30, encore qu'incomplet. Les Conseillers André BOUILLET et Théo SALES sont prisonniers. Le Bourgmestre rend hommage aux Forestois morts pour la patrie connus à ce moment.

(1). Les employés communaux, comme est le cas de toutes les administrations, se font du tabac dans des bacs à fumer ou se posent sur leurs bureaux. Au printemps, les jeunes femmes ont alors prêté au terme et devaient les jeux aller de 1.20 à 1.50 m. On raconte qu'une dame forestoise, en visitant chez son fermier, a obtenu un champ de maïs que le fermier lui prisaient en tant que «son jardin à tabac». La dame voyant les épis, demanda tout simplement: «Quand les ogres vont-ils mûrs, Monsieur?»

Le sort de certains n'est pas encore connu mais, finalement, ils seront trente-huit à avoir sacrifié leur vie pendant cette campagne de dix-huit jours. Pendant la suite des hostilités et jusqu'à la fin de la guerre, quinze autres encore tomberont.



La résistance suspendit le drapeau national au pylône du téléphone place St Denis, la nuit du 20 au 21 juillet 1943 (cette photo fut reproduite et vendue au profit de la Résistance).
(Photo: Gilbert Papers)

Des Forestois civils qui se sont réfugiés ailleurs, dont certains ont répondu à l'appel du Ministre de la Défense Nationale (hommes valides âgés de 16 à 35 ans), quatorze sont victimes de bombardements ennemis, sur les routes de Flandres et de France. Mais le sort de plusieurs ne sera connu avec certitude que longtemps plus tard.

Beaucoup de jeunes, qui ont réussi à passer avant l'arrivée des Allemands, sont encore en France. En outre, beaucoup de réfugiés retournent vers leur commune et passent par Forest, complètement démunis. Une œuvre privée «Le Centre d'accueil et de secours aux réfugiés en détresse» s'occupe d'eux mais n'a guère de moyens. Le 28 juillet, une collecte, sur la voie publique, est autorisée. Mais beaucoup d'adultes, sollicités pour collecter, préfèrent se décharger sur des enfants, dont plusieurs ignorent le mot «détresse» de sorte que l'on est parfois sollicité en faveur des «familles ayant des tresses».

Le 2 juillet, nouvel emprunt de 470.000 fr. Le 13 août, la Commune accorde à l'œuvre une subvention de 20.000 Fr. Le 14 septembre, un crédit spécial de 10.000 Fr. pour le Service des réfugiés, évacués et rapatriés, est prévu.

L'invasion et l'occupation par l'ennemi entraînent, pour l'administration, des frais énormes, auxquels le budget ordinaire ne permet pas de faire face. Forest, souvent ensemble avec d'autres communes de l'agglomération, devra, à plusieurs reprises, avoir recours à des emprunts que l'on remboursera quand il y aura moyen.

Dès le 30 septembre, le Conseil vote un emprunt de 480.000 Fr. auprès de la Société Générale de Belgique, destiné au paiement d'allocations de secours.

Il faut prévoir les réquisitions allemandes. Ces dépenses doivent en principe être liquidées par la Ville de Bruxelles, mais réparties proportionnellement. Des emprunts sont encore contractés à court terme, notamment le 3 août: 1.836.743 Fr. auprès de l'Association Nationale d'Assistance pour secours à la population nécessiteuse. D'autres emprunts devront encore être contractés par la suite.

Les militaires, rentrés au foyer, doivent en principe se déclarer à l'administration communale. En juillet, une centaine d'hommes sont réquisitionnés pour décharger, dans les locaux de la brasserie Wielemans Ceuppens, des caravanes entières de camions qui y amènent surtout des couvertures et des produits pharmaceutiques, butin de guerre provenant de France, destinés à la constitution d'un Sanitätspark. Deux jours

plus tard, tous les réquisitionnés sont renvoyés. Un contrôle a révélé que près d'un quart des marchandises amenées a disparu.

Cet incident a sans doute profité à certains Forestois, mais le résultat pour la Commune est l'obligation de payer 396.576,40 Fr. pour les frais de réquisition et autres, comme il appert du procès-verbal de la séance du Conseil du 14 septembre 1940.

Le 14 septembre, également, diverses autres dépenses résultant de l'état de guerre sont prévues: défense passive: 250.000 Fr. (abris); police supplétive: 580.000 Fr.; prévision pour réquisitions allemandes: 800.000 fr.; service des réfugiés et rapatriés: 10.000 Fr.

Un Conseiller Communal rexiste, l'avocat Marcel SALKIN, a donné sa démission dès le mois de mai, mais sa lettre n'est lue au Conseil que le 14 septembre.

L'Echevin LEEMANS a donné sa démission et devient simple conseiller. Il sera remplacé par Henri DULIEU.

La loi interdit aux fonctionnaires sans obligations militaires d'abandonner leur poste pour quelque raison que ce soit et prévoit des peines disciplinaires applicables après avoir entendu les intéressés. Les 13 et 14 août, des suspensions, avec privation de traitement pendant des périodes allant de un à quatre mois, sont prononcées à charge d'une dizaine de membres du personnel communal: employés, enseignants, ouvriers, policiers, dont les excuses sont trouvées insuffisantes. Le 1^{er} septembre 1940, le Collège admet les justifications de ces agents et décide de ne pas proposer de sanctions à leur égard!

Mais la toute grosse préoccupation est le ravitaillement.

Par l'intermédiaire de la Ligue Nationale du Coin de Terre et du Foyer, qui, entre les deux guerres s'est un peu assouplie, un appel est lancé par le Conseil Communal dès le 2 juillet pour la mise en culture de tous les terrains disponibles de la commune, cet appel est bien suivi par les Forestois.

Dans ses souvenirs, le chef jardinier de Forest, Raymond Buset, relate:

«En juillet 1940, à ma rentrée d'exil de Montpellier, j'ai trouvé le parc entièrement percé et progressivement occupé par quelques 400 colons des avenues Wielemans, du Parc et Besme».

Dès le 21 juin, le Collège décide d'autoriser la Ligue du Coin de Terre à disposer, pour la culture maraîchère, de plusieurs terrains communaux. Pierre VAN MENDEL, un instituteur pensionné de l'école communale du Dries, s'en occupe activement et s'en occupera pendant toute la guerre.

Le 19 octobre est constitué, au niveau de l'agglomération bruxelloise, un Comité d'assistance et de secours.

«Le Comité a pour but la distribution de secours en nature aux personnes en état de besoin pendant l'hiver 1940-1941. Il organisera immédiatement des soupes populaires et, le cas échéant, des cantines scolaires ainsi que des repas économiques. Il distribuera en outre des secours en combustibles, vêtements et chaussures. Les ressources sont constituées par un subside des communes, s'élevant à cinq francs par habitants par mois».

Pour Forest, cela fait 460.000 Fr. en 1940. Les distributions sont prévues à partir du 8 novembre. Depuis septembre, la situation est mauvaise quant à l'approvisionnement en pommes de terre.

La Commune commande au Comité 1.250 tonnes de boulets, au prix de 225 Fr. la tonne, rendue en gare de Forest. Le charbon sera stocké rue Saint-Denis 14, avenue Van Volxem 487 et au Château d'eau rue Marconi.

Comme pratiquement aucun Forestois ne s'y connaît en jardinage, la Commune embauche deux ouvriers qui guideront et conseilleront les colons. Jean-Baptiste VAN BENEDEN, fils de maraîcher et maraîcher lui-même et Georges HEENS, jardinier diplômé. Grâce à leur collaboration, les cultures des jardiniers improvisés contribueront à l'alimentation de bien des Forestois. Plus tard, ils passeront au service communal des plantations. Le budget, présenté le 26 septembre, prévoit une dépense de 430.000 Fr. pour salaires, indemnités et divers.

Certaines cultures sont, en raison de leur isolement, exposées à des vols et des rapines. Les colons s'arrangent pour surveiller les îlots tour à tour. Ils sont armés d'un bâton, les contrevenants identifiés seront punis de peines de police.

En novembre, des ventes de soupe populaire sont organisées en des endroits bien déterminés. Le prix du 1/2 litre varie entre 25 et 75 centimes, selon les ressources des bénéficiaires. Les dirigeants d'entreprises paient un franc pour les membres de leur personnel. La Commune commande les légumes nécessaires, soit 1.400 kilos de céleris à 1,75 Fr.;

1 400 kilos de poireaux à 2,25 Fr. ; 500 kilos d'oignons à 1,75 Fr. ; 500 kg de carottes à 1,90 Fr. et encore 1.000 kilos d'oignons à 1,70 fr. Elle commande, en outre, une éplucheuse au prix de 6 200 Fr. sur lequel un acompte de 25% est versé.

Les services communaux de distribution sont confiés au Secours d'Hiver-Winterhulp, un organisme à l'instar de la Winterhilfe allemande, mais géré uniquement par et pour ces Belges. Un employé communal temporaire fera la liaison.

Les effets militaires abandonnés sont distribués aux nécessiteux.

Le 5 juillet 1940, on décide d'établir une palouse d'honneur pour les soldats morts pour la patrie et ceux décédés par suite de leurs blessures. Le 14 septembre on décide d'agrandir le cimetière du côté de l'avenue Fontaine Van der Straeten. A cette fin, il faudra détruire certaines cultures, mais une somme de 1.434 Fr. est prévue pour indemniser les colons évincés.

En raison du manque de combustible nécessaire au chauffage des locaux scolaires, certaines écoles doivent être fermées au début de novembre.

L'hôpital Molière est occupé par les Allemands et leur est réservé. Cependant, le 21 octobre 1940, le directeur Albert DELMOTTE et l'employé Emile BEATSE viennent déclarer le décès, le 18 octobre à l'hôpital, de Léon Edouard Jean Joseph HUENS, né à Saint-Gilles, le 22 août 1896, époux d'Andrée DERINE. Le 6 mai 1952, Le Ministère de la Reconstruction informera la Commune que HUENS est « Mort pour la Belgique, comme prisonnier politique » (2).

Une dépêche du 14 novembre 1940 du Secrétaire Général du Ministère de l'Instruction Publique prescrit que pour les élèves flamands, l'enseignement doit se donner en néerlandais, leur langue maternelle et usuelle. A Forest, un recensement effectué par les directions des écoles communales indique que, sur un total de 1.356 élèves dans les quatre premières années, il y a 297 Flamands ce qui, comme il est expliqué lors de la séance du Conseil du 4 janvier 1941, exigera la création de huit classes flamandes nouvelles, tout en permettant de fermer quelques classes françaises. Dans l'enseignement libre, de telles classes existent déjà. Bien des parents flamands, ayant commencé l'éducation de leurs enfants en français (cas fréquent lorsque les parents ont des dialectes

(2) HUENS L. En son procès-verbal, en mai 40, indiqua aux gendarmes un Allemand! Après l'occupation, celui-ci en vint aux Allemands. Il fut espionné, martyrisé et transporté à l'hôpital Molière où il déclara le décès de son épouse.

différents) les placent maintenant dans des classes flamandes. On ne sait jamais.

L'approvisionnement des différentes denrées alimentaires ne se fait apparemment pas au gré de chacun, et lors de la séance du Conseil



A droite sur la photo Monsieur Pierre Mensel - Président de la Ligue du Coin de Terre de Forest
(Photo Gilbert Mapeau)

du 4 janvier 1941, de vives discussions ont lieu à ce sujet.

Le 22 février, la Défense Aérienne Passive, en quelque sorte le successeur de la Protection civile, est autorisée à adapter certains édifices, à démolir et à reconstruire sous sa responsabilité. Elle reçoit un budget total de 325 000 Fr. et est chargée de la construction d'une dizaine d'abris souterrains. Une ordonnance de police de la même date interdit toutes réjouissances, port de masque, etc... à l'occasion du carnaval, le 25 février (3).

L'occupant n'aime pas les gens qui ont des opinions et osent les exprimer.

Les Conseils Communaux sont des endroits tout désignés et même prévus pour ce faire. Lors de la séance du 19 avril, émanant de Gérard ROMSEE, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, portant notification de la décision de l'administration militaire d'occupation de mettre fin à l'activité des Conseils Communaux pour la durée de la guerre. Le Collège décide, en conséquence, de signifier aux membres du Conseil que la réunion de l'assemblée fixée au 22 avril n'aura pas lieu. Il est décidé que le bourgmestre recevra les membres du Conseil Communal en son cabinet à l'effet de leur donner connaissance des documents relatifs à l'injonction.

Le 26 mai 1941, ROMSEE prend un arrêté prévoyant la démission de tous les Echevins et leur remplacement par d'autres, à désigner par lui, ce sur pied de la loi du 10 mai 1940, chose complètement illégale.

Le 27 juin 1941, la Commission d'Assistance Publique de Forest conclut avec la clinique des Deux Alice et avec celle des Mutualités Socialistes, une convention valable pour un an, en vertu de laquelle ces établissements accueilleront les patients leur envoyés par la C.A.P. de Forest.

Peu de temps avant la guerre, la Commune a acheté à Aisemberg un grand terrain en vue d'y transférer le cimetière de Forest, devenu trop petit. Mais l'aménagement n'est pas encore effectué et, le 10 octobre 1941, le Collège décide de mettre à la disposition de la section locale du «Coin de Terre» les terrains du nouveau cimetière, étant entendu qu'ils seront entièrement cultivés et que la récolte reviendra aux bénéficiaires du cercle des employés communaux, du Coin de Terre et du Secours d'Hiver et que les prix de vente ne pourront excéder les prix légaux.

(3) C'est pendant ce que firent des jeunes gens, une nuit d'un 20 au 21 juillet 1943, en faisant passer un drapeau national, en haut du pylône météorologique qui se trouve à la place Saint-Denis à l'époque. Ils furent plus tard ayant pris une photo (en noir et blanc) de leur exploit, tu le reproduisent et le mettent en vente au profit de l'A.S.

Une ordonnance du 20 octobre ordonne la livraison des métaux non ferreux : cuivre, étain, nickel, plomb et leurs alliages, à l'exclusion des métaux précieux, du zinc et de l'aluminium.

Les quantités à livrer sont déterminées par le montant des revenus imposables pour l'année 1939 ou l'année 1940. Une distinction est faite suivant la classe des contribuables :

- 1) ceux dont les revenus proviennent uniquement de terres et qui ne paient pas l'impôt complémentaire personnel : revenu cadastral de 1939 ;
- 2) les redevables de l'impôt complémentaire personnel : revenus nets de 1939 ;
- 3) les autres, ayant eu des revenus en 1939 et/ou 1940 : revenus bruts en 1939 ou 1940.

Chaque classe est subdivisée en groupes, échelonnés selon les montants des revenus auxquels correspondent des points d'imposition. Le nombre de ces points varie entre 100 (moins de 6.000 Fr. de revenus de terres ou moins de 6.667 Fr. de revenus bruts autres en 1939 ou 1940) et 7.500 (revenus nets annuels dépassant 500.000 Fr.).

Pour déterminer la quantité à livrer, les métaux sont évalués comme suit par kilo :

- cuivre rouge ou bronze équivaut à 100 points ;
- laiton ou cuivre jaune équivaut à 50 points ;
- étain équivaut à 200 points ;
- nickel équivaut à 200 points ;
- plomb équivaut à 50 points ;
- différents alliages de ces métaux : 50 points.

Les entreprises devront livrer des métaux pour une valeur de 100 points par employé ou ouvrier occupé à la date du 1er mai «par. 5:1) Celui qui aura livré des métaux recevra pour la quantité livrée un bon de crédit qu'il pourra employer pour le paiement de ses contributions qui viendront à échéance en 1942; 2) Ce bon de crédit aura une valeur de 3 Fr. belges par 100 points. Par. 6: Celui qui ne livrera pas ou qui ne livrera que partiellement les quantités de métaux déterminées devra, pour ces quantités manquantes, payer une indemnité compensatoire».

Le système est totalement différent de celui de 1914-1918 et paraît être plus efficace. Les métaux doivent être livrés à la maison commu-

nales et sont contrôlés et pesés par des plombiers de la commune, dont notamment VAN TUYKOM de l'avenue Monte-Carlo. Mais comme ni l'administration, ni les plombiers ne possèdent les balances nécessaires, le Collège échevinal décide de fixer à 3 Fr. l'indemnité journalière revenant au possesseur de balances réquisitionnées et à 5 Fr. forfaitairement la fourniture des poids. Le 19 décembre, on prévoit au budget, pour frais de personnel, 68.000 Fr. et pour frais de matériel, 12.000 Fr.

Dans le but d'éviter toute possibilité de contact entre les membres de la défense passive anti-aérienne et les aviateurs alliés survolant le territoire, une ordonnance allemande du 19 novembre prévoit que :

«Art. 4: l'organisation et la direction de la défense passive anti-aérienne seront assurés par des organismes militaires allemands. Les dirigeants de la protection passive anti-aérienne seront nommés par l'Ortskommandatur.

Art. 5: sont abrogées les prescriptions légales belges et françaises relatives à la défense passive anti-aérienne».

Le 30 juin 1942, Joseph VAN de MEULEBROEK est démis de ses fonctions de Bourgmestre de Bruxelles et proteste notamment au moyen d'affiches. VAN de MEULEBROEK, le commissaire de police en chef et l'imprimeur GUYOT sont arrêtés. Une amende de 5.000.000 Fr. est imposée à la ville. La quote-part de Forest sera recouvrée en matière de contributions directes (impositions de 1941). Toute personne physique de nationalité belge à raison de 2% de l'impôt complémentaire personnel et toute personne juridique belge à raison de 5% de la taxe professionnelle.

Le 24 juillet 1942, le Collège s'engage à rembourser, avant le 31 octobre, à la Ville de Bruxelles qui en a fait l'avance, la somme de 96.970,28 Fr. représentant la part de la commune dans la répartition entre les 19 communes de l'agglomération bruxelloise, d'une nouvelle amende de 2.000.000 Fr. infligée par l'autorité allemande. Cette somme est à majorer de 4% d'intérêts à partir du 31 juillet 1942.

LA FUSION DES COMMUNES DE L'AGGLOMERATION

La loi du 10 mai 1940, jour de l'invasion, dispose en son article 1er-5^o que «lorsque, par l'effet des opérations militaires, un magistrat ou un fonctionnaire ... est privé de toute communication avec l'autorité supérieure dont il dépend, ... il exerce, dans le cadre de son activité professionnelle et pour les cas d'urgence, toutes les attributions de cette autorité».

Très peu de jours après la parution de cette loi, l'armée belge est défaite, le roi est prisonnier, les ministres sont en fuite et le parlement n'existe plus. L'autorité suprême est exercée par les secrétaires généraux, fonctionnaires les plus élevés en rang dans toute l'administration belge. Mais ils sont tenus strictement en mains par l'occupant, bien décidé à imposer ses propres vues.

Le 3 février 1942, Gérard ROMSEE, Secrétaire Général au Ministère de l'Intérieur, a écrit aux gouverneurs de province pour demander leur collaboration afin d'inviter les membres des Collèges échevinaux à démissionner pour laisser la place libre.

Le 12 février, les 19 bourgmestres de l'agglomération ainsi que leurs Echevins protestent auprès du Gouverneur du Brabant contre les projets de fusion des communes, qu'ils affirment être illégaux.

Le 27 février, le Gouverneur envoie au Collège une circulaire confirmant la lettre du Secrétaire Général, avec la copie de cette lettre.

Le 6 mars, le Collège envoie au Gouverneur la réponse suivante :

«Monsieur le Gouverneur,

Nous avons l'honneur de vous faire part de ce que notre Collège Echevinal a pris connaissance de votre circulaire du 27 février 1942 et de la lettre annexée du 3 février 1942 qui vous a été adressée par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Santé Publique.

Notre Collège ne peut pas prendre votre demande en considération. Ses membres, à l'unanimité, considèrent qu'ils tiendraient à leur serment constitutionnel, en adoptant toute autre attitude. Pour établir ce jugement, ils font leurs les motifs, invoqués par Messieurs les Bourgmestres de l'Agglomération Bruxelloise, qu'ils ont adressés à Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, en date du 12 février 1942. A leurs yeux, cette circulaire établit l'inconstitutionnalité et l'illégalité, dans les circonstances actuelles, de tout arrêté devant avoir pour conséquence d'apporter des modifications aux limites territoriales des communes.

Veuillez agréer, etc...».

Puis, le 30 mars, est rendu un arrêt de cassation en une matière totalement étrangère à celle des fusions.

Le demandeur «coupable d'avoir à trente-six reprises différentes vendu à un détaillant du lait entier à un prix supérieur à celui fixé par l'arrêté du 21 août 1940» a été condamné par le commissaire d'arrondissement de Huy à une amende, confirmée en degré d'appel a été rejeté. La cour de cassation, saisie de l'affaire, se déclare compétente et a constaté que «la loi du 10 mai 1940 habilite les secrétaires généraux à prendre des mesures d'ordre strictement administratif» mais que «ils n'ont jamais, en revanche, le pouvoir de prendre des mesures d'un autre caractère et, notamment, des mesures à caractère politique, qui tendent à une transformation de nos institutions politiques».

Le 14 mai, intervient une ordonnance allemande relative à l'application de certains arrêtés des Secrétaires Généraux :

«le contrôle de la légalité des arrêtés généraux des Secrétaires Généraux qui sont ou seront pris en se référant expressément à la loi du 10 mai 1940 relative à la délégation de pouvoirs en temps de guerre, est interdit». C'est vraiment la dictature totale et la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

Lors de la séance du 11 septembre 1942, le Collège, à l'unanimité :

«appréhendant que — le Secrétaire Général, se fondant abusivement sur la loi du 10 mai 1940, ne passât à l'exécution du projet de constitution du Grand Bruxelles

considérant qu'aux termes de l'arrêté de la Cour de Cassation du 30 mars 1942, ladite loi ne confère pas aux Secrétaires Généraux des Ministères le pouvoir législatif».

Il n'y a d'ailleurs aucune nécessité d'une telle fusion, qui certainement n'apporterait pas d'avantages à la population.

«Du à l'exemple de leurs prédécesseurs de la guerre 1914-1918, en effet, les administrateurs communaux de l'agglomération se sont montrés, dès le début de l'occupation actuelle, à la hauteur de leur tâche :

Que, notamment, en ce qui concerne le ravitaillement, celui-ci, compte tenu des possibilités, est organisé en peu d'endroits du pays avec autant de soin, d'équité et de coopération effective que dans l'agglomération bruxelloise ...

Par ces motifs, le Collège des Bourgmestres et Echevins :

- élève une protestation solennelle contre tout arrêté qui, en l'absence du pouvoir législatif, ferait l'unification du Grand Bruxelles ...
- affirme qu'un arrêté illégal ne pouvant apporter aucune modification à l'existence, au territoire ni à l'organisation des dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise, chacun contribuera à subsister comme jadis».

Puis, en septembre 1942, également — écrit Jean d'OSTA dans ses Mémoires Candides — les Allemands décrètent une modification administrative que les «édiles de la ville de Bruxelles souhaitent depuis cent ans: la fusion de toutes les communes de l'agglomération bruxelloise en une seule grande ville, à l'instar de la plupart des capitales européennes». La fusion s'opère, tous les actifs et passifs des communes sont fusionnés également.

Le 26 septembre, le Collège «désireux de fixer pour la postérité la situation financière de la commune telle qu'elle se présente au moment de la liquidation qui lui est imposée au mépris de la charte constitutionnelle; Donne acte ... de la situation financière de la commune et la précise comme il va être dit: ...

Conclusions: trois conclusions principales se dégagent de cet exposé :

- 1°) La situation financière de la commune est des meilleures. La trésorerie dispose des moyens propres à assurer les échéances. Le budget sincèrement établi présente un déficit justifié par les événements, susceptible d'être réduit fortement à l'épreuve des réalités. La dette des emprunts est largement inférieure à la valeur du patrimoine immobilier.
- 2°) L'état de guerre a momentanément privé le contribuable forestois du privilège dont il jouissait avant la guerre. Pour les années qui ont précédé les événements actuels, la taxe de voine s'élevait, à Forest, au quart des impositions similaires établies ailleurs. Les additionnels aux impôts cédulaires ainsi que le taux de la taxe spéciale sur les traitements, salaires et pensions, se trouvaient parmi les moins élevés.
- 3°) L'arrêt du développement des services publics dû aux événements tragiques que nous vivons, frappe plus particulièrement les communes en plein essor telle que la nôtre».

Et ainsi, officiellement, la Commune cesse d'exister. Forest est mort ; vive le Grand Bruxelles.

Mais la guerre n'est pas finie.

Georges MAJERUS, le Secrétaire communal, devient «*adjoint à l'Officier de l'Etat-civil de la ville de Bruxelles, district de Forest*», dont il dirigera les services non centralisés. Le personnel, surtout ouvrier, est parfois déplacé.

Le cimetière de Forest est fermé et les enterrements se font au cimetière de Saint-Gilles à Uccle. L'outillage des jardiniers est mis en commun et estampé aux lettres V.D.B. (Ville de Bruxelles).

Entre la rue Jean PRECKHER et le Pont de Luttre, se trouve un poste de distribution de gaz à haute pression pour les autos. Au moment du bombardement, nombre de camions y faisaient la file pour se ravitailler, ce qui explique la présence, parmi les victimes, de nombreux chauffeurs et mécaniciens après les heures normales de travail. Fort heureusement, les réservoirs ne sont pas atteints.

Exactement deux semaines plus tard, le 25 mai à 9 heures, un deuxième bombardement vise apparemment les mêmes objectifs, ainsi que les châteaux Fontaine et Zaman. Vint-sept Belges en sont victimes (plusieurs corps ne sont pas retrouvés ou ne peuvent être identifiés, ils le seront par jugement, comme toujours dans les cas de disparition).

Malgré tout, l'exécution pratique des fusions ne se fait pas toujours sans heurts ni frottements et, est même parfois carrément sabotée. A tel point que l'occupant trouve nécessaire, le 26 janvier 1943, de publier une «*ordonnance relative aux modifications des communes : les arrêtés pris par le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Santé Publique, relatifs à la fusion des communes ou de parties de communes, devront être appliqués*».

Pratiquement, depuis le début du siècle, des Juifs se sont établis à Forest, surtout dans le nord, près de Saint-Gilles, la commune des marchés et de Bruxelles-Midi. Ils viennent en grande majorité de Russie et de Pologne et sont artisans, boutiquiers ou marchands forains, parfois ingénieurs et n'ont guère de contact avec les autochtones. Ceux qui réussissent, déménagent vers les quartiers chics, sur les hauteurs.

Lors de l'invasion allemande, certains fuient, parfois même en Angleterre ou prennent le maquis. Dès le début, les vexations commencent : port de l'étoile jaune, interdiction d'exercer une foule de professions (ensei-

gnant, avocat, médecin, etc...). Régulièrement, plusieurs disparaissent mais, la véritable chasse à l'homme, en vue des déportations massives vers les camps d'extermination, ne commence qu'en 1942. Les plus âgées des victimes sont un commerçant de la place Constantin Meunier, né en 1878 et son épouse, née vers 1880. Dans le groupe né avant 1898, on en trouve 33. Trente quatre autres sont nés entre 1898 et 1910. Vingt-quatre entre 1911 et 1920, tandis que les tout jeunes, dont certains bébés nés après 1939, totalisent encore 21 victimes. Certains, malheureusement très peu nombreux, ont trouvé un refuge chez la population.

Le 16 mai 1943, l'agent suppléant, Paul BAS est de service, place Wielemans Ceuppens, quand un cortège V.N.V. est de passage pour se rendre au terrain de l'Union Saint-Gilloise où doit se tenir une réunion. Sommé de saluer les drapeaux flamboyants, l'agent BAS refuse et est aussitôt roué de coups de matraque et de baïonnette. Il est blessé à la tête et à l'œil gauche. Il est traité à l'hôpital Saint-Pierre à Bruxelles et à l'Institut Fond'Roy à Uccle. D'après un rapport du 31 octobre 1943 du commissaire de police, il est toujours en traitement et n'a pas encore repris du service.

Le 2 juillet, l'Echevin Raoul CRAVAU décède à la clinique Sainte-Elisabeth à Uccle. Il était industriel, né à Saint-Gilles, le 25 avril 1878.

L'avance des Allemands en Russie est bloquée et les bombardements alliés de leurs villes et industries rendent nos occupants extrêmement nerveux. Chez nous, les résistants s'en prennent aux voies de communication et aux individus sans oublier les collaborateurs. Mais, ceux-ci se vengent et contre-attaquent. Le 28 février, vers onze heures du soir, le commissariat de la division centrale de police, avenue Wielemans Ceuppens, est assailli par une bande de 7 ou 8 individus V.N.V. armés. Après avoir désarmé les policiers de service, ils se rendent près de l'officier commissaire adjoint Paulus VAN der HAEGEN et l'amènent à la permanence. Ils font aligner les policiers les bras en l'air et les criblent de balles de mitraillette. L'officier VAN der HAEGEN et l'agent suppléant Joseph HENRY sont tués sur le coup. L'agent auxiliaire, Marcel VERSTRAETEN, amené d'urgence à l'hôpital Saint-Pierre, y meurt le lendemain des suites de ses blessures. L'agent Victor GRYSEELS est légèrement blessé mais est rendu indisponible au service pour de longs mois suite à la commotion nerveuse, ressentie par cet attentat. Plus tard, il sera appelé à témoigner pour cette «*affaire*» en Autriche!

Les Anglais et Américains (auxquels se sont joints des aviateurs évadés des pays occupés) continuent leurs bombardements et visent, à présent, visiblement, les voies de communication qui, malheureusement pour nous, se situent toutes dans des régions belges densément peuplées.

Des bombardements ne vont évidemment pas sans perte pour les alliés. Ainsi, le 23 mars 1943, l'officier-aviateur forestois, Emile PLAS de l'avenue Molière, engagé à la Royal Air Force, est abattu au-dessus de la Mer du Nord.

A Forest, un premier bombardement, le soir du jeudi 11 mai 1944, atteint surtout le nœud ferroviaire derrière la brasserie Wielemans Ceupens, tuant 39 personnes, démolissant entièrement 37 immeubles et endommageant gravement 124 autres.

Puis, c'est le débarquement des alliés en Normandie, le 6 juin 1944, et leur avance rapide.

Le 3 août 1944, le gouvernement belge de Londres décrète par arrêté-loi la nullité du Grand Bruxelles et ordonne le retransfert vers leur commune d'origine des services centralisés.

Mais il faut attendre la libération de Bruxelles pour que cette mesure puisse avoir un effet quelconque.

Les occupants quittent la capitale les samedi 3 et dimanche 4 septembre et, dès le lundi 5 septembre, le Conseil Communal se réunit.

Dans son allocution introductive, le Bourgmestre constate l'absence de certains membres.

«Nous ne voyons pas notre excellent collègue M. BERTELSON, Echevin des Finances, mais tout à l'heure, j'ai appris qu'après avoir rempli remarquablement ses devoirs au cours de ces dernières semaines, nous aurons probablement le plaisir de le voir à nouveau dans notre commune».

Le Conseiller André BOUILLET *«depuis plus de quatre ans, se trouve dans les camps de concentration en Allemagne. Après avoir fait son devoir dans notre armée, il a été fait prisonnier».*

Le Conseiller communiste, Théo SALES *«qui, comme vous le savez, a été victime des hordes barbares et qui, depuis de longs mois, est probablement enfermé dans les geôles d'Outre-Rhin. A ses collègues, je tiens, ici, à adresser le souvenir de notre attachement et de notre amitié».*

Le souvenir de Raoul CRAVAU est également évoqué.

Le 3 octobre, l'Echevin BERTELSON est présent mais, il a encore des obligations militaires.

Le 19 octobre, le Comité provisoire de liquidation du Grand Bruxelles commence l'exécution pratique des dispositions de l'A.R. du 3 août.

En même temps, commence l'épuration : quiconque a commis des indécotesses ou a manifesté des sentiments germanophiles ou anticommunistes est automatiquement mauvais et doit être exclu. A Forest, c'est le cas de quelques membres du Conseil ou du personnel. Parfois, on se borne à des mesures disciplinaires. Le Grand Juge est la Députation permanente du Brabant.

Le 21 décembre, une bombe volante tombe à Uccle. Impasse du Bouvreuil. A Forest, plusieurs maisons rue Meyerbeer et rue de la Mutualité sont endommagées. Une autre bombe tombe avenue Brugmann à Ixelles, le 11 février 1945, endommage des immeubles avenue Molière et avenue Albert.

L'offensive Von Runstedt a causé des destructions immenses et a pratiquement rasé la ville de Rochefort. Le 24 février 1945, la commune de Forest décide de l'adopter et de fournir à la ville et à ses habitants toute l'aide possible : dons, collectes, fêtes de charité, etc...

Le 29 mai, les conseillers BOUILLET et SALES sont rentrés de captivité et le 17 juillet, la section forestoise du Comité National de Secours cesse ses activités.

Le Grand Bruxelles est mort, la guerre est finie, vive **FOREST** !

Le récit de Maurice Agenet

Odyssée de trois Forestois en Mai 1940

Je suis né à Etterbeek le 31 août 1924. Nous avons demeuré à Forest, 15 chaussée de Neerstalle et sommes venus au 55 avenue Denayer en 1927. Plus tard nous sommes allés habiter au N° 57, où je suis resté jusqu'en 1959.

Après mes études primaires à l'école St Denis, rue du Mystère, je me suis engagé en 1938, à l'âge de 14 ans, comme apprenti sous contrat chez Mr Isidore Guillaume, imprimeur au 62 rue Pieter à Forest, inventeur d'un procédé breveté d'impression sur soie.

Ce métier m'attirait parce que je voulais plus tard devenir artiste lithographe comme mon grand-père français, qui travaillait sa pierre du matin au soir devant la fenêtre de sa cuisine-cave au N° 57, pour le plus grand plaisir de tous les gosses du quartier, qui venaient l'admirer mais lui ôtaient ainsi une bonne partie de sa lumière, ce qui l'obligeait souvent à les chasser.

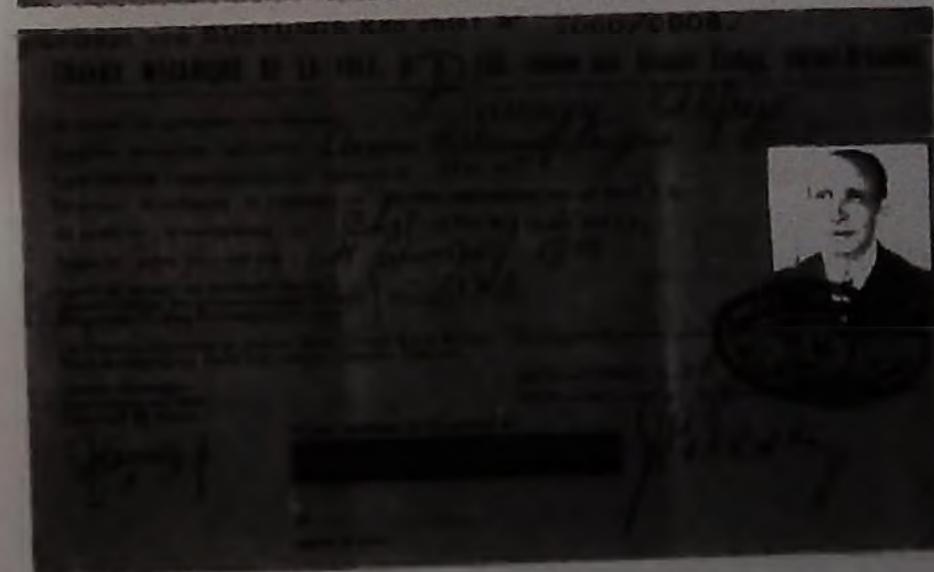
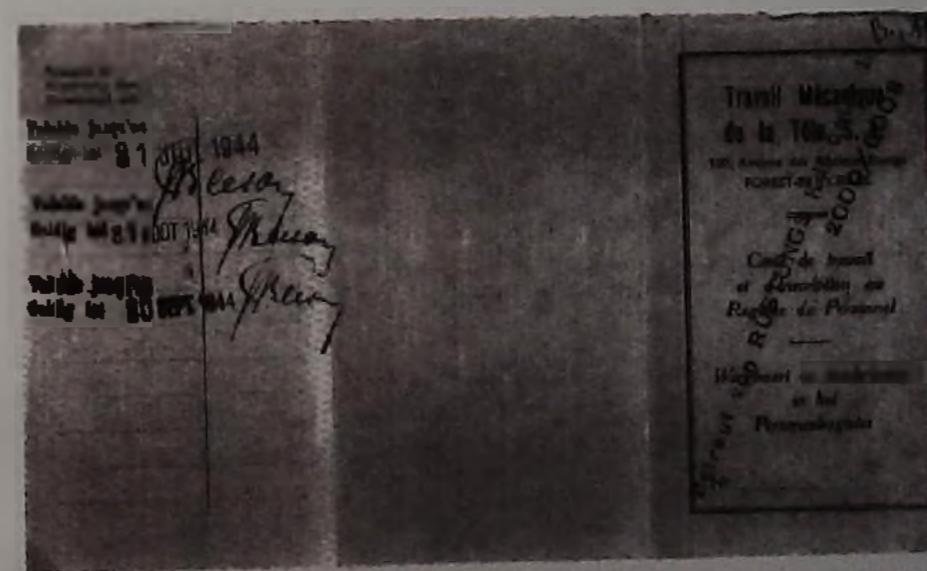
Le travail chez Guillaume est dur, six jours par semaine avec parfois des heures supplémentaires, et en outre des cours du soir trois fois par semaine à l'Institut des Arts et Métiers. Mes bulletins d'école sont signés chaque mois par mon patron. Mais cela me plait.

Puis, le 10 mai 1940, c'est la guerre, un matin. Je n'ai pas 16 ans. Mes deux cousins, Robert Delronche, 16 rue du Katanga, et Georges Demaret, 28 rue de Mérode, sont un peu plus âgés que moi et doivent s'engager à l'armée. On me conseille de les accompagner, ce que je fais. Nous voilà donc partis à l'aventure, comme la plupart des jeunes de notre âge.

Nous avons, paraît-il, ordre de rejoindre l'Angleterre. Première étape: gare de Tournai, où nous avons nos premières frayeurs: la gare est bombardée par les Allemands, et cela dure à peu près de dix à quinze minutes.

Nous devons prendre le train pour Lille, mais restons bloqués pendant deux heures avant le démarrage. En cours de route, également alertes, arrêts du train, se cacher dans les remblais et sauter dans le train qui part. Enfin arrivés près de la frontière, nous sommes bloqués par des files de gens se réfugiant je ne sais où.

Nous prenons nos valises et continuons à pied, vaille que vaille, vers Dunkerque. Après pas mal de péripéties nous arrivons en France où nous attend prétendûment le Haut Commandement Français. Bien entendu,



Carte de travail pour travailleurs en Belgique

(Photo: cercle d'Histoire de Forest)

il n'y a rien. Notre argent et les vivres, emportés pour deux jours, sont perdus.

Nous avançons quand même et logeons plus ou moins régulièrement dans des fermes. Au bout d'une dizaine de jours, nous arrivons à Folquin, près de Gravelines.

Un bombardement sérieux et nous voici vite vite dans la cave d'une épicerie. Beaucoup de monde, plusieurs blessés. Mes cousins invitent les gens à prier, ce que tout le monde fait, même les Flamands qui sont là aussi.

Après quelques heures, dehors il fait noir de fumée, quand la porte s'ouvre et, dans l'encadrement de celle-ci, un officier allemand, habillé d'un uniforme gris-vert, des bottes noires sales, et encore sous le coup des heures passées au combat, nous dit que la guerre est finie et que nous pouvons sortir.

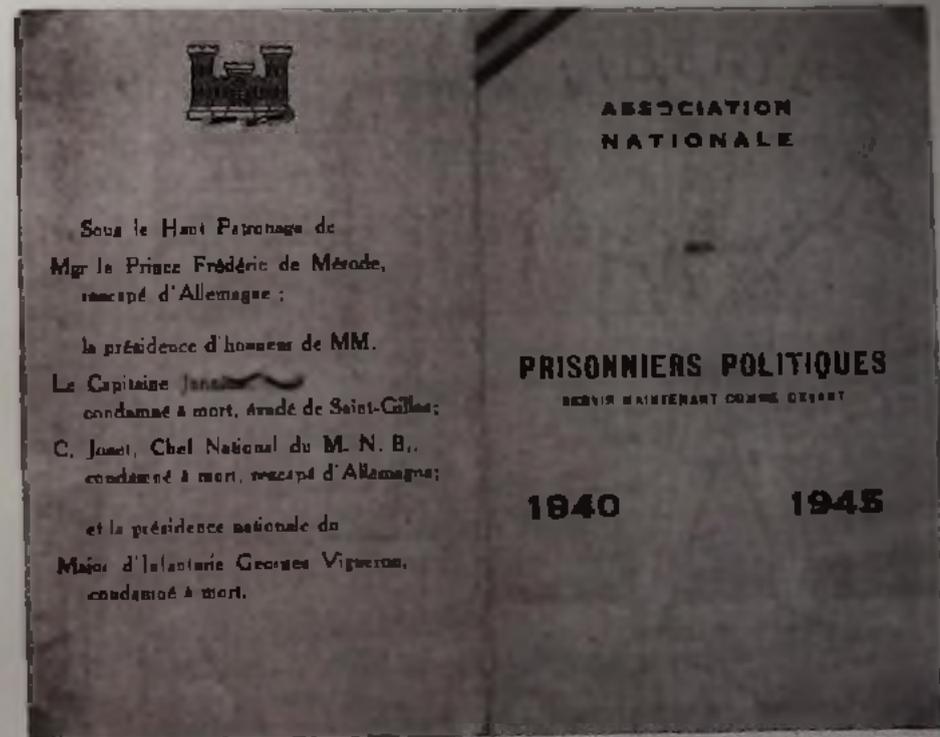
Et nous voici de nouveau sur les routes, en direction de Gravelines. Les pieds de mes cousins sont dans un état lamentable. Malgré qu'ils sont grands et forts à côté de moi, je suis le plus léger et le plus résistant, et même le plus débrouillard. Nous logeons dans une ferme. Soudain, nous sommes entourés de soldats anglais et français d'un côté, et allemands de l'autre, et nous au milieu. C'est un combat d'homme à homme.

Après quelques heures, le combat se termine, et notre ferme est envahie par des Allemands. Je dois dire et reconnaître qu'ils sont corrects. Après vérification de nos papiers, ils nous disent qu'en Belgique la guerre est terminée, et que nous devons retourner par nos propres moyens.

Mais nous aidons d'abord les personnes blessées dans la ferme. Et on nous autorise à y passer encore une nuit. Il faut dire que mes cousins et moi nous sommes sales et fourbus de fatigue, et surtout de peur.

A la mairie de Gravelines je vais demander des tickets pour des rations de vivres pour nous trois, mais le ravitaillement passe d'abord pour les Français qui, depuis la capitulation de la Belgique le 28 mai, ne nous regardent plus du même œil. Ce qui se comprend, dit-on.

Le lendemain, à 10 heures du matin, nous repartons pour St Omer, et cela, bien entendu toujours avec nos valises qui ne contiennent hélas, plus que quelques vêtements. N'ayant pas d'autres moyen de locomotion, nous allons à pied, et à nouveau nous sommes engouffrés dans des foules de réfugiés aussi bien français que belges, des vélos, des motos et quelques voitures de privilégiés. Incroyable apocalypse de notre époque.



Carte de membre de l'association des prisonniers politiques, 1947
(Photo: cercle d'Histoire de Forest)

Enfin, voici St Omer, la vieille place encore plus ou moins intacte. Ici nous pouvons avoir recours à la Croix Rouge: un repas chaud. Il y a bien des jours que nous n'avons plus connu cela: un véritable festin, même si ce n'est qu'une soupe verte avec deux ou trois tartines. Mais que c'est bon!

Et dire qu'au départ on nous a dit qu'il ne fallait emporter des vivres que pour deux jours, nous voici en route depuis 19 jours et nous ne sommes pas encore en Belgique.

Mais cela ne tarde guère, car la Croix Rouge nous prend en charge, et, en camion, nous regagnons Renaix, et de là nous cherchons une ferme, comme d'habitude.

Le lendemain, lever à 7.30 heures, un bol de lait et des tartines enfin beurrées et, en train et tram, nous rejoignons finalement Bruxelles, le premier juin vers quatre heures de l'après-midi.

Ainsi se termine notre épopée de mai 1940. Impossible de décrire la joie de ma mère, de ma sœur, de ma grand-mère et de tout le voisinage, qui est presque une seconde famille.

Mon patron est averti, je suis choyé par lui et il me demande de reprendre mon travail et ce, après à peine deux jours de repos bien mérité.

Après quelques semaines de mise au courant, je suis nommé demi-ouvrier qualifié et gagne alors près de 250 Fr par semaine.

Je finis par connaître tout le travail et, le 1^{er} septembre 1941, je commence chez un nouvel employeur, Gauweloos, 10 rue Brogniez à Anderlecht. Ce n'est plus le petit patron, mais une firme de production d'imprimés.

J'y resterai jusqu'au 7 septembre 1942, quand je suis déporté pour aller travailler en Allemagne, au centre de triage d'Ulm d'abord et, de là, à Friedrichshafen et finalement à Berlin, d'où je ne reviendrai qu'au bout de 29 mois, en avril 1945.

Maurice AGENET

LE RECIT DE JOSEPH DEVONDEL

Forestois en guerre

Je suis né au coin de l'avenue Denayer, juste au-dessus de l'épicerie tenue, à l'époque, par Monsieur et Madame Hector BEAU, le 7 novembre 1918, vers trois heures du matin.

Le lundi 11 du même mois, on proclamait l'armistice.

Les deux événements n'ont absolument aucun rapport entre eux. J'ai passé mon enfance et mon adolescence face au «mur noir», avec le cimelière de Forest pour toile de fond.

En 1937, nous quittâmes le n° 7, où nous avions transité durant deux ans, pour nous établir au troisième étage du 76 de la rue Pieter. Quels changements pour ceux qui connurent la «Pieterstrotje». J'avais été engagé le 12 janvier 1937, en qualité de demi-décolleteur, aide-monteur, au service des Ateliers de constructions mécaniques de Forest, situés au 257 de la chaussée de Ruysbroeck. C'était mon quatrième employeur, après mes dernières vacances scolaires de l'Ecole communale de mécanique de Saint-Gilles.

C'était l'époque tragique des grandes grèves avec occupation d'usines. Le chômage battait son plein. Aucune stabilité d'emploi ne paraissait envisageable. A toute demande d'embauche, il était aussi poliment qu'invariablement répondu: «pas pour le moment». Parfois ajoutait-on, par manière de justification sans doute: «vous n'avez pas encore accompli votre service militaire».

Aux A.C.M.F., je travaillais par alternance, une semaine à l'établi ou à la machine, une semaine au chômage. Je fus affecté au Huitième Régiment de ligne à Bruxelles, caserné au boulevard du Jardin Botanique, dans les bâtiments de l'ex-hôpital Saint-Jean. Je sollicitai la faveur de pouvoir travailler deux semaines consécutives, avant d'accomplir dix-sept mois de service, à raison de trente centimes par jour. Ma demande fut repoussée, nulle exception n'étant consentie pour confirmer la règle établie unilatéralement.

Le tram 53 me transporta de la place Saint-Denis à la place Rogier, le lundi 3 janvier 1938, le 2 étant, aussi logiquement que providentielle-

ment un dimanche. Je fus parmi les premiers arrivés. J'ai toujours eu en horreur ceux qui se pointent au dernier moment, presque autant que ceux qui invoquent des retards souvent impardonnables.

Le 11 mars, je montais de garde pour la première fois, le jour où les nazis annexaient l'Autriche. Le 21 juillet, j'étais de garde au Palais Royal pour assister au premier défilé militaire organisé en l'honneur de la fête nationale.

Au mois de septembre, je cantonnai à Rijkevorsel. Un camionneur réquisitionné y conduisit notre groupe de combat à bord de son véhicule bringuebalant. C'est qu'à Munich, quelques représentants allaient se rencontrer pour y négocier la paix mondiale. Sur place, nous réceptionnâmes quantité de caisses fourrées de parallélépipèdes de trinitrotoluène (T.N.T.), des rouleaux de cordeau détonant, de la mèche lente, des détonateurs — pyrotechniques et électriques —, du mastic «Rito», des allumeurs, des explosifs et divers autres ustensiles pour miner un vieux pont tournant qui, en position de fermeture, reliait les deux berges du canal d'Anvers à Turnhout. En fait d'éclairage, nous disposions de lampes... à acétylène.

Le pontonnier et sa femme nous reçurent plutôt mal. Nous n'étions que deux, Albert ROUSSEUW, un autre Forestois, et moi-même, qui parlions le flamand. Les dix autres étaient des Hennuyers, pour la plupart.



Bombardement du jeudi 11 mai 1944 à 6h30. Le gazomètre après le bombardement.
(Photo: Gilbert Papens)



Mars 1938. Séance de gymnastique au Tomberg, sous la conduite du sergent Smeets.
Au fond, la maison communale de Woluwe-Saint-Lambert en construction.

Tout se passa cependant bien, sauf qu'un matin, l'aiguille du volt-mètre refusa obstinément d'osciller. Rupture de raccordement. Nous avions beau secouer le détecteur, avec le vain espoir de le voir se décaler, la mise en court-circuit nous révéla l'irréprochabilité de son fonctionnement. Il fallait bien se résoudre à remonter les charges du fond des puits noyés dans lesquels nous les avions délicatement englouties, quelques jours auparavant. Nous ne disposions que de cordes à crochets métalliques pour aller à la pêche aveugle. Une seule cartouche de T.N.T. expédiait une planche, en menus morceaux, à vingt mètres de hauteur au cours des essais sur le terrain du Tir national. Chacun des puits contenait huit caisses de cent cartouches! Il fallait l'insouciance de nos vingt ans pour se risquer à de telles élucubrations. Nous invitâmes le pontonnier à emmener sa famille prendre l'air au loin. A voir notre allure, ces braves gens comprirent que la situation s'était soudain détériorée. Nous avions ordre de ne les point alarmer. Ils se rendirent compte d'instinct que le sort de leur petite maison se trouvait entre nos mains.

Ce ne fut qu'en dégageant le quatrième puits que nous constatâmes la rupture de l'un des fils de connexion. Après avoir tout remis en place, nous procédâmes au contrôle qui se révéla être positif. Oserais-je dire que ce fut avec une pointe de déception? Le fond de la nature humaine est de telle sorte qu'il appréhende ce qui paraît sous son meilleur jour. Trop beau pour être vrai. Un tour du malin, pas possible! Oui, quand même...

Au retour de la famille Pont, Madame nous prépara une énorme casserole de crème au chocolat. La glace était rompue à tout jamais et c'est avec les larmes aux yeux qu'ils assistèrent au rembarquement, à dix jours de là. Nous eûmes droit pour lors à une camionnette F.N. de l'armée. La paix de Munich avait sauvé le monde. Le P.P.R., pied de paix renforcé, se termina par des défilés fleuris pour ceux qui n'avaient pas la garde d'un pont à leur programme.

Les états d'alerte devinrent monnaie courante

Les permissions hebdomadaires furent remplacées par trois jours de congé mensuel, ce qui permettait une plus grande disponibilité de présences. Appel de midi le dimanche, retour à vingt-deux heures.

En janvier 1939, le troisième bataillon du Huit se flamandisa. Tout le régiment était tenu de vider les lieux pour aller s'installer à Turnhout dans la splendide caserne Major Blairon.

Le commandant Nestor VAN MELLE, un Gantois ex-colonial, me convoqua au rapport:

— «Vous êtes Bruxellois?»



Beverlo, avril 1939. Les électriciens. Après la mise sous tension de quelques poignées de pots.
 Debout: Maurice Deloor (le Petit), Richard Cockmartin, Louis Penninckx
 Assis: Robert Davleeshauer, Max Likin.
 Couchés: Victor Misrahi, Joseph Devondel, Simon (la grande gueule).



Caporal Misrahi

voit 38

- «Et fier de l'être, mon commandant!»
- «Il ne s'agit pas de cela. Je compte sur vous pour accueillir les nouveaux appelés de la classe 39»
- «Je crains, mon commandant, que ma connaissance du **bon flamand**...
- «Voici deux brochures. Il vous reste un mois pour vous perfectionner sérieusement»
- «Plus rien à vos ordres, mon commandant?»
- «Pas pour le moment!».

J'avais déjà entendu cela, avant d'être encaserné. Plus que cinq mois, heureusement. Les nouveaux arrivés étaient, en majorité, originaires de la région anversoise. De bons et braves gars, solides et durs à l'exercice. De bons soldats!

Après un dernier camp à Beverlo, le mois de mai nous apporta la libération à Turnhout.

La Belgique, toute menue, paraissait si vaste au fantassin qui en avait parcouru le territoire en tous sens, à pied, sous un incroyable chargement dorsal et abdominal totalisant quelque vingt kilos.



Le milicien 108 87683 en février 1938

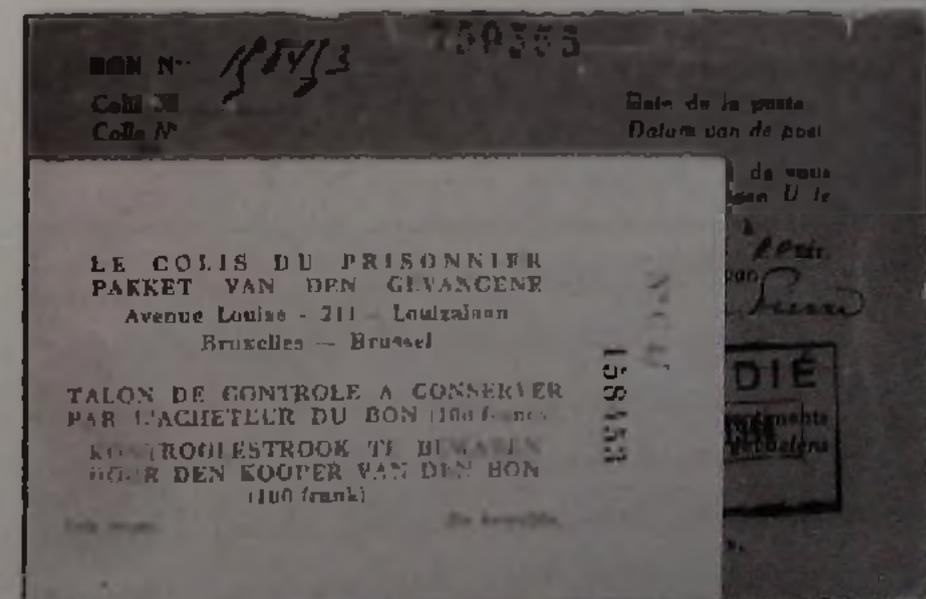
(Photo: L. Dumont - Forest)

Les grandes manœuvres, dans la région liégeoise, nous laissèrent un souvenir plutôt cuisant. Nous montions, nous montions, le gosier en pente sèche et au sommet de chacune de ces fichues côtes, bien en vue, une énorme publicité des bières Piedbœuf. On n'eût mieux réussi si c'eût été voulu. Et pourtant, si j'avais su, pour sûr que j'aurais rempli! En toute certitude.

Rendu à la liberté forestoise, je me représentai aux Ateliers de constructions mécaniques où l'on m'y proposa le travail de nuit à la chaîne de laminage à froid de lames de volets métalliques. J'acceptai, que faire d'autre? Le marché de l'emploi n'avait guère fluctué, si ce n'était à la baisse par rapport au 31 décembre 1937.

Nous étions deux à passer des nuits lugubres sous les toits des vastes ateliers. Mon compagnon, un des deux frères DOX, Anversois comme par hasard, s'occupait de sa fraiseuse, à quarante mètres de l'endroit où je voyais défiler des décamètres de lames de volets. Je me disais que si, accidentellement ou guidé malgré moi, j'introduisais le bout d'un auriculaire entre deux cylindres de laminage, je passerais entièrement dans cette stupide machine. C'eût été moins drôle que le Chaplin de **Temps Modernes**.

J'avais, entre-temps, introduit une demande pour obtenir un emploi de **bode bij het parket van eerste aanleg te Antwerpen**. Quelque



Carte postale Croix Rouge (annonçant l'envoi d'un colis)

(Photo: Ch. Pool)

chose comme messenger près le parquet de première instance d'Anvers. La mécanique commençait à me peser lourd, j'envisageais très sérieusement de passer la main ailleurs que dans les laminoirs à froid.

Je fus convoqué par le commissaire de police, en la permanence de la chaussée de Bruxelles. Il s'agissait des préliminaires propres à mon dossier anversois. Voilà qui se signalait plutôt bien. Le commissaire me demanda si je connaissais suffisamment le flamand. Sans doute, puisque j'avais été caporal instructeur dans le rôle adéquat. Se tournant vers son subordonné, mon interlocuteur s'informa : «à propos de service militaire, vous n'avez rien là pour Joseph DEVONDEL ?». L'interpellé lui tendit une feuille. Après avoir parcouru le document d'un regard imprécis, le commissaire me le confia : «tenez, nous gagnerons du temps, vous serez le premier rappelé de la commune, félicitations». Je ne me souviens plus si je lui répondis **trop aimable** ou toute autre ânerie de la même eau. Le papier m'informa que j'avais deux jours pour me rendre à la caserne Major Blairon.

Quittant le commissariat, je longeai la chaussée de Bruxelles, tout penaud. A deux pas de l'Eglise Saint-Denis, je croisai mon ami Sylvain STASSART qui fut sergent au Huitième, où il avait accompli douze mois de service en 1936.

— «T'en fais une tête» me dit-il en souriant.

Kriegsgefangenenlager M-Stammlager XI A Datum 12/5/40
Camp des prisonniers Date

Monsieur le Commissaire, Messieurs
J'ai le plaisir de vous annoncer que j'ai reçu votre
beau colis, c'est pour moi un réconfort tant moral
que physique. Je vous remercie Monsieur le
Commissaire auprès de vos subordonnés afin de
les remercier de leur beau geste. Avec mes
remerciements réciproques Veuillez recevoir Monsieur
le Commissaire et Messieurs mes sincères salutations
R. Liéman

- «Continue à rire, avant de prendre connaissance de ceci».
- «Non, ce n'est pas vrai?»
- «Rendez-vous chez moi pour sept heures, après-demain».

Nous fûmes cinq à nous réunir au 76 de la rue Pieter, en cette fin août, vêtus du pantalon de toile sous la veste de drap, coiffés du bonnet de police au gland rouge, légèrement campé vers la droite, la classique valise de toile brune à la main. Il y avait le Sylvain en question, Jean BERGHMANS, venu de Saint-Gilles, Albert ROUSSEUW et François GOVAERTS. Il ne me déplaisait pas de retrouver les autres, à vrai dire. Par ailleurs, l'idée de plaquer les lames de volets ne me fendait nullement le cœur, d'autant qu'une poussière de métal me taquinait l'œil gauche. L'adieu, de ce côté, n'avait rien de déchirant. Il nous restait l'espoir d'un prompt retour. Les Français allaient certainement lancer une grande offensive. Avec les barbus de la Légion, on allait voir ce qu'on allait voir. Les Allemands ne seraient pas assez téméraires pour tenter de franchir le canal Albert, que nous allions occuper avec nos canons de 47 et de 76. Le moral était à l'optimisme en la gare du Nord, noire de monde. La note dominante virait cependant au kaki. Elle allait s'imposer, hélas trop longtemps.

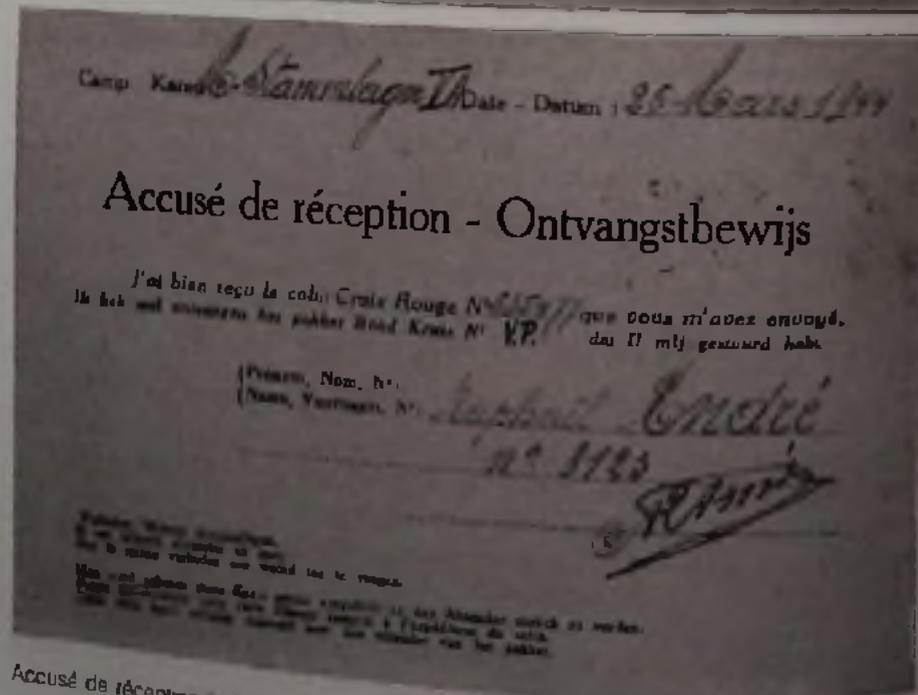
Nous retrouvâmes la cité de Turnhout à peu près comme nous l'avions laissée, trois mois auparavant: estaminets, pick-up et corvées. Une variante cependant, distribution des armes avec pleine charge de munitions de guerre.

Deux des nôtres manquaient à l'appel. Maurice DELOOR devait nous venir d'Aubervilliers. Il prendra son temps, rien ne pressait pour le «Pial». Le malheureux était retourné deux fois à Paris en dix-sept mois et voici que cela allait recommencer. Quant à mon ami Victor MISRAHI, il était parvenu à se faufiler, en qualité d'attaché de presse en second, auprès de la légation de la République de Turquie. A ce titre, il jouissait de l'immunité diplomatique et n'était pas mobilisable. On le rappela le 10 mai 1940. Il rentra d'Allemagne en 1945. Le prix Victor Rossel allait lui être attribué en 1960. Nul ne l'avait mieux mérité!

Au bout de quelques jours passés en caserne, nous fûmes cantonnés dans une vaste salle réquisitionnée à cet effet. Après un mois de mobilisation, on accorda les congés mensuels de trois jours. Je fus au nombre des premiers élus. Hélas, le soir même de mon retour à Forest, je reçus une notification d'avoir à rejoindre mon unité dans les plus brefs délais.

Nous fûmes trois à reprendre le train du retour le lendemain matin. Nous dûmes changer deux ou trois fois de moyen de transport avant de rejoindre Turnhout. A notre grande stupéfaction, la caserne n'était occu-

née que par un petit groupe d'hommes qui nous signifièrent que nous devions reprendre un train pour rallier Kwaadmechelen, dans le Limbourg. Nous débarquâmes de nuit, en pleine campagne, accueillis par des camarades de deux groupes de combat de notre peloton. Ils s'y trouvaient



Accusé de réception (par la Croix-Rouge), Recto-Verso

(Photo: Ch. Pool)

affectés à la garde d'un pont suspendu par-dessus le canal Albert. Bien que logés dans une cave à charbon, notre séjour dans cette région, nous parut constituer un régal par rapport à ce que subissaient nos compagnons à Oosthoven. Ils y étaient astreints au creusement de tranchées le long du canal, non loin de Turnhout. C'est cependant là que nous fûmes hélas chargés de rejoindre le gros de la troupe en place, après que la région de Kwaadmechelen fut livrée à la stratégie des inondations défensives.

L'hiver s'avancait et on nous évacua à Vosselaar, creuser d'autres tranchées trop près du canal. Si près qu'elles furent infiltrées par les eaux. Durant les gardes, nous délestâmes, de ses précieuses claies de bois, une briqueterie entière. Ce, pour nous chauffer et tenir les rats à distance. L'hiver de 1939-1940 fut extrêmement rigoureux. Le jour nous creusions, la nuit la moitié de l'effectif montait la garde au canal. L'autre passait la nuit dans une sorte de serre attenante à un bâtiment des pères jésuites. De temps à autre, l'un d'entre nous se voyait remettre un **colis du soldat**. Le petit paquet contenait une écharpe kaki, deux bâtons de chocolat, quelques biscuits et un paquet de cigarettes. C'était le capitaine Henri DEMAN qui s'était illustré dans la vie politico-civile par une proposition de **Plan du travail** qui se trouvait chargé d'organiser la distribution de cette manne consolatrice.

Ce fut sans regret que nous levâmes le camp en direction d'Anvers, atteint sous une pluie battante, en deux pédestres étapes. Était-il Dieu possible que cela pût exister: la caserne du Luchtbal, copie conforme de celle de Turnhout. A nous les chambrées, l'eau courante, les commodités, les lits. Le rêve matérialisé. Nous eûmes la chance de passer les fêtes de Noël et de Nouvel-An en caserne, avant d'en être évacués à Merksem où nous cantonnâmes dans une école. Dans un petit café de la Bredabaan, nous étions parfois interpellés par un menu monsieur à la blanche barbichette, très poli, le docteur BORMS en personne.

C'est à Merksem que nous vinrent rejoindre ceux de la dernière phase de rappel. Des hommes mariés pour la plupart. Parmi eux, mon ami forestois Colatje STURTEWAEGEN du quartier du Dries.

La neige persistante était tombée à gros flocons. Elle recouvrait encore certains endroits quand je fus envoyé, en compagnie de deux soldats — à bicyclette —, au couvent d'Oostmalle en personnel d'installation. Le lendemain, notre détachement reçut l'ordre de rejoindre Merksem, le départ de la troupe étant retardé. J'étais en congé quand le transfert eut lieu et je fus avisé que j'avais à rejoindre Brée, à l'est de Bourg-Léopold, non loin de la frontière hollandaise. Nous y logions chez l'habitant. La moyenne des familles s'y composait d'une douzaine d'enfants m'y apprit-on.

Le lendemain de mon arrivée, on se mit en route pour le camp de Beverlo que j'intégrai pour un troisième séjour encore hivernal, après quoi on prit la route pour Olen où nous allions monter la garde le long du canal Albert. Les gens du Cinquième de Ligne qui y avaient séjourné avant nous n'y avaient semble-t-il guère laissé de bons souvenirs. Nous étions logés chez l'habitant. Curieux d'approcher cette ligne de défense réputée, nous fûmes assez déçus de constater en quoi elle consistait effectivement. Les tranchées qui la longeaient ne payaient pas de mine. On nous avait amenés là pour en clayonner les parois. C'est à l'aide de serpettes et de haches que nous entamâmes les maigres plantations des alentours pour nous en servir comme éléments de vannerie décorative.

Le printemps tardif avait éclaté soudainement de sorte que la plupart d'entre nous se trouvaient enrhumés le matin et brûlés, par un soleil

Forest le 13 janvier 1944.

Monsieur le Président du Personnel
de la Colne de Forest.

Messieurs,

Monsieur Raphaël André proviennent de
guerre au Malag V.A. sous le n° 8123 ne pouvant vous servir
personnellement, me charge de vous faire part de ses vœux
salutatoires, pour les deux cotés que vous avez bien voulu lui
faire parvenir en espérant.

Il vous prie de vous en sa gratitude et vous adresse ses vœux
sincères.

Bonne nuit, Messieurs, et ses respectueux salutations.

Raph. André

813 Rue de l'Église
Forest.

Lettre de remerciement du 13-1-1944.

Le 16-1-44

Monsieur,

Monsieur méditerranée, j'ai
votre pour le côté que vous avez
eu la gentillesse de lui envoyer et
qui lui a été très utile.
Cordialement, Monsieur avec mes vœux
pour la réussite de vos salutations.
J. Luyckx 42 Avenue de la Victoire

Carte postale du 16-1-1944.

radieux, l'après-midi. Les infirmiers distribuaient des comprimés d'aspirine et saupoudraient les bras et les dos de nuages talqués.

Les congés, qui pour la énième fois avaient été suspendus, venaient d'être rétablis quand, le matin du 10 mai 1940, nous fûmes réveillés par des coups de clairon inhabituels, ceux de la sonnerie d'alerte. Fallait-il qu'ils nous tracassent avec des exercices de ce genre? Des explosions lointaines se répétèrent, nous faisant comprendre qu'il ne s'agissait nullement de quelque exercice germé dans la cervelle d'un emmerdeur en mal d'initiative pseudo-réaliste. Nous étions dans le bain. Le Ciel avait exaucé ceux qui, sans y croire pour autant, proféraient: «Vivement la guerre qu'on se tue».

Il n'y avait cependant nullement lieu de s'inquiéter outre mesure, les Allemands désespérés abattaient leurs dernières cartes. Les explosions que nous entendions au loin provenaient de nos canons qui bombardaient Aix-La-Chapelle et Cologne. L'ennemi allait se rendre par groupes compacts et il nous était demandé de traiter humainement les prisonniers. Et puis, le ciel se mit à vrombir sous le brassage de quantité d'hélices propulsant des appareils jamais vus. De nos tranchées, devenues dortoirs, nous assistions — en premières loges à un meeting aérien auquel nous étions conviés en toute hébétude. Curieuse façon de se rendre en masse. D'où sortaient-ils cette armada décorée de croix en tous genres?

Après quelques jours de prostration durant lesquels nous assistâmes passivement à l'évacuation de la population civile, nous reçûmes l'ordre de faire sauter le pont. Couchés dans les parties de boyaux parallèles à l'objectif, les innocents se bouchaient les oreilles, gardant la bouche ouverte, après la sonnerie de mise à feu. Et le pont sauta! Ce fut effroyable, chacun de nous avait l'impression d'être déchiqueté. Un tonnerre

Le colis du Prisonnier

<i>Van Heutenryck</i>	<i>10.00</i>	<i>←</i>
<i>Ducloux</i>	<i>5.00</i>	<i>✓</i>
<i>Van de Gaer</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>Egryndel</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>Tranis</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>Deblond</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>De Ruyck</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>Vandeweyer</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>De Groot</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>Wys</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>De Scheppe</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>Vincart</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>
<i>Smets</i>	<i>5.00</i>	<i>←</i>

Le 26 mai
1940

Comptes «colis du prisonnier».

épouvantable, accompagné de mille et mille débris, roulait par-dessus nos têtes, projetant métaux et béton à des centaines de mètres à la ronde. Ceux, parmi les téméraires, qui ne purent résister à l'envie de jeter un coup d'œil virent deux parties de pont dans le canal et une guérite, visiblement intacte, qui nous rappelait un passé récent avec lequel nous n'avions plus rien de commun.

A partir d'ici, sans que jamais nous ne serions capables de dire pourquoi ou comment, nous avons subi une transmutation. De quel ordre, dans quelle sphère, de quelle nature? Questions superflues, auxquelles toute espèce de réponse serait vaine. «Acta est fabula», jamais plus nous n'en reviendrons. La pièce cependant ne faisait que commencer, après le prélude des dix-sept mois de service et les longs mois de mobilisation.

Nous reçûmes l'ordre de rassemblement en vue de vider les lieux. D'où tenions-nous le bobard que nous cédions la place aux Sénégalais? Nous marchions de nuit, ce qui ne simplifiait pas la situation. Sécurité oblige, d'autant «qu'eux» nous voyaient de leurs carlingues.

Décrire ce qui se passa, il y a plus de cinquante ans, nous met en position d'affronter les cinq sortes d'idées: connaissance exacte, connaissance erronée, souvenirs, rêves et imagination. Aussi, nous trouvions-nous tellement près des événements que notre raison en fut quelque peu perturbée. Il en est de même lorsque, dans une salle de projection, on ne prend pas suffisamment de recul par rapport à l'écran, la vision s'en trouve altérée.

Nous avons marché, marché, de décrochage en décrochage. Nous sommes passés à Wavre-Sainte-Catherine où nous vîmes un gros avion allemand perdre de la hauteur traînant un sillage de fumée noire, ce qui nous donna du cœur au ventre.

Nous embarquâmes à bord d'autocars réquisitionnés qui nous transportèrent en Flandre Orientale pour nous mener à Gavere et à Nazareth où nous prîmes position sur les bords de l'Escaut. Nous levâmes le siège en direction de Deinze et de Tielt pour aboutir à Meulebeke et à Ingelmunster, non loin d'Izegem. C'est la veille de la capitulation que nous fûmes faits prisonniers. Ceux d'entre-nous qui passèrent entre les mailles du filet se dirigèrent vers la côte lointaine encore, que les Allemands atteignirent avant eux.

Nous avons creusé toute la journée du dimanche 26 mai. Nous en étions à relier entre eux les trous individuels quand on nous annonça que nos compagnons de la neuvième compagnie venaient prendre la relève. C'est en maugréant que nous rassemblâmes ce qui nous restait

d'attrail et d'équipement. D'autres venaient occuper l'emplacement de nos travaux. Nous passâmes la nuit vautrés dans l'herbe à deux cents mètres des lieux abandonnés. La pluie se mit à tomber, nous étions transis. A neuf heures, le lundi, les coups de feu approchés se mirent à claquer de toutes parts. Les avions vinrent appuyer ceux qui nous tenaient à leur merci. Notre résistance leur paraissait aussi vive qu'inattendue. Les appareils volaient quasi à ras du sol, mitraillant toute la partie occupée par nos infortunés amis de la neuvième. Ils formaient un carrousel infernal, sans le moindre risque de riposte sérieuse de notre part. C'était véritablement hallucinant. Cela sentait la poudre. L'air devenait irrespirable. Le sol était labouré. Les yeux nous brûlaient. Que pouvaient nos lamentables fusils à répétition, des Mauser ô ironie, contre les tirs de leurs mitrailleuses rapides, contre leurs grenades à manches, après leur ahurissant festival aérien ? Dans chaque trou de fusilier de la veille, un ami, un frère de la neuvième avait payé de sa vie le privilège de s'y trouver à notre place. Les Allemands eux-mêmes se gardèrent bien de se réjouir d'un tel massacre, en notre présence.

Le lamentable cortège se forma, après que nous eûmes déblayé une partie du terrain pendant le reste de la journée. Nous prîmes le route de Courtrai où nous passâmes la nuit dans les caves d'une caserne de la gendarmerie. Le matin du 28, un soldat allemand se pencha vers le soupirail pour nous annoncer la nouvelle de la capitulation.

Deux groupes furent constitués sur place : les Flamands d'un côté, les Wallons de l'autre. Et ce fut la cahotante randonnée d'un retour incertain. Roulers, Audenarde, Alost, Vilvorde. En route par Diegem vers... ?

Accompagné d'un camarade je rompis les rangs. Nous longeâmes un petit sentier en bordure de la route et rencontrâmes bientôt un brave citoyen qui nous dit : « je vois ce que vous cherchez, accompagnez-moi ! » N'ayant pas grand chose à perdre, outre notre provisoire liberté, nous fîmes confiance.

Ce résistant de la première heure, un vrai, nous conduisit dans un petit café où nous troquâmes nos frusques militaires contre des vêtements civils. Nous n'eûmes plus qu'à prendre un tramway jusqu'à l'église Sainte-Marie. Mon compagnon était Schaerbeekois. Je l'accompagnai chez ses parents et je descendis jusqu'à la place Rogier où j'attendis l'arrivée du tram 53, en direction de la place Saint-Denis, ce samedi 1^{er} juin.

Ce ne fut pas sans une certaine appréhension que je montai la rue Pieter. Qu'allais-je retrouver au numéro 76 ? Tout se passa pour le mieux dans le meilleur des mondes, comme le disait Candide sous la plume de Voltaire. Mon lit m'attendait comme si je l'avais quitté le matin même. Ainsi va la vie. Mais au fond de moi, je sentais que tout s'était arrêté un



Mai 1939, le jour de la classe, tant attendu. Ce ne sera, hélas qu'un « au revoir ». Place Rogier les ex-futurs militaires. Debout, Maurice Deloort (le Parthen), Albert Rousseau (Forest), Joseph Devonde (Forest), Jean Berghmans (Saint-Gilles), Françoise Govaerts (Forest). Accroupi : Béry, un ancien de la 11^e.

jour par le grand malheur des hommes qui s'offrent la fantaisie de faire sauter les ponts.

Il fallait décrocher un emploi au plus tôt, tant pour éviter de se promener en rue sans rien faire, que pour se garantir un salaire. Je me dirigeai tout naturellement vers la chaussée de Ruysbroeck. Mon patron me fit un grand sourire :

- « Bonjour, heureux de vous revoir, la famille va bien ?
Vous souhaitez revenir parmi nous ?
Êtes-vous en règle vis-à-vis de l'autorité occupante ?
Comment non ?
Mais vous n'y pensez pas ?
Ils seraient capables de fermer nos ateliers. Ecoutez, de vous à moi, vous êtes jeune, croyez-moi, l'avenir c'est l'Allemagne. On engage des travailleurs à tour de bras. Ce serait l'occasion de régulariser votre situation... »

Dans le journal « Le Soir » (Le Soir volé, disait-on), une offre d'emploi attira mon attention : « **On demande demi-ouvrier mécanicien, sachant affûter des mèches hélicoïdales** ». Je fus convoqué rue Docteur Kuborn à Anderlecht. Bien avant l'ouverture de l'atelier, je faisais les cent pas dans ce quartier qui m'était inconnu. Monsieur ROSENBERG était un ingénieur « Russe blanc ». Pour éviter de lui faire perdre son temps, je lui déclarai n'être pas en règle... C'est une excellente référence me répondit-il, avant de me tendre une mèche auprès de la meule contre laquelle j'allais avoir à l'aiguiser. L'examen fut concluant, j'avais déniché un emploi... L'ingénieur n'était pas seulement russe, il était également israélite et il advint ce qui devait bientôt se généraliser. Je fus occupé par la manufacture Rose du 5 novembre 1940 au 27 septembre 1941. Je formulai des offres de service auprès de la Société des Tramways Bruxellois, de la Société Nationale des Chemins de Fer et de la « Compagnie du Gaz » (Electrogaz). Je fus convoqué à chacune d'entre elles. J'optai pour la dernière, fort heureusement. Les deux précédentes furent contraintes de céder les derniers embauchés, parmi les membres de leur personnel, par ordre de réquisition, pour l'Allemagne.

La pénurie d'essence vit fleurir nombre de procédés de remplacement, parmi lesquels le gaz de ville. Deux entreprises d'exploitation virent le jour à Bruxelles. L'une patronnée par la « Bruxelloise du Gaz », rue du Marché, l'autre par « Electrogaz », rue de l'Arbre Bénit. La seconde sous forme de société coopérative « Gazaulo ».

J'entrai en service le 4 novembre 1941 et je quittai cette société le 31 janvier 1946. Soit un an et demi après la libération du territoire, comme

quoi l'essence ne fut pas distribuée à profusion du jour au lendemain du retrait des troupes allemandes.

Je fus affecté à l'édification d'une station distributrice au coin des rues Jean Jacquet et François Hellinckx à Koekelberg. Les travaux de terrassement pour poser les tuyaux d'arrivée du gaz de ville me rappelaient les trous du fusilier pas si lointains. J'appris à disposer des briques et à plafonner en sus, avant d'installer l'impressionnant compresseur à six étages, sous les directives des monteurs de chez Lebrun à Nimy, près de Mons. Il existait déjà une station au Pont de Luttre, à Forest et une autre aux étangs d'Ixelles, rue du Lac. Après la mise en service du poste de Koekelberg, je passai plusieurs mois à Wavre et à Nivelles.

A mon retour, je fus affecté au service itinérant d'entretien, le plus souvent de longue durée et de nuit. Il m'arrivait de quitter le domicile un soir et de ne rentrer chez moi qu'après trois ou quatre jours. Nous dormions sur des planches, à même le béton. L'occultation des lumières en vigueur nous obligeait à respecter la fermeture des portes et fenêtres, alors que nous comprimions du gaz à trois cents atmosphères (300 K par cm²).

Mon mariage, le 4 juillet 1942, me transforma en citoyen etterbeekois. Je participai activement à l'édification d'un poste de distribution à Auderghem, chaussée de Wavre, à côté de la Brasserie de la Chasse Royale. Comme j'habitais à un kilomètre de là, je sollicitai la faveur de gérer cette station. C'est là que prit fin ma carrière de gazier de haute pression, au début de 1946. Je revins, de temps à autre, dans ma commune d'origine pour y effectuer des remplacements. Notamment, au mois de mai 1944, où j'étais de service avec un coéquipier, Guillaume LECOCCQ, qui habitait au numéro 17 de la rue de la Teinturerie. C'était un jour où, vers dix-huit heures, des avions américains vinrent arroser le quartier du Pont de Luttre. Nous ne fûmes heureusement pas atteints, mais il y eut de nombreuses victimes. Certains de nos clients, qui composaient la file d'attente, furent ensevelis sous les décombres des immeubles qui jouxtaient la station. Je passai la nuit sur les lieux car les accumulateurs, composés d'une série d'énormes bonbonnes de stockage, se trouvaient sous pression. Il convenait d'exercer une surveillance constante. Je donnai un coup de main aux pompiers et aux membres du service de la défense passive. En compagnie de Guillaume, je traversai l'avenue du Pont de Luttre pour nous rendre dans ce qu'il restait du café tenu par l'ami Jean, en face de notre station. Il remontait, intact, de la cave, une bouteille de gueuze à la main. Je m'enquis de sa femme et de sa fille. Ces dames faisaient des emplettes en ville. Nous vidâmes la bouteille sur place, dans un nuage de poussière. Jean avait entendu un grand bruit mais il supposait qu'il s'agissait du passage d'un train de marchan-

dises sur le pont métallique qui patronne le quartier. L'un des clients se trouvait coincé par une jambe, tête vers le bas, entre les débris près de l'entrée. Il était lucide, nous lui parlions. Une infirmière était venue lui faire des injections. On ne parvint à le dégager que le lendemain vers six heures du matin. Il expira au moment de son évacuation. Je croisai un homme qui fumait sa pipe. Il m'arrêta au passage: *«hier encore, je revenais de mon travail, nous soupions tranquillement, ma femme et moi. Je suis seul maintenant. Je n'ai plus de femme, plus d'appartement, plus rien»*. L'homme ne pleurait pas. Deux agents de la défense passive portaient une sorte de civière chargée d'une forme calcinée, qui avait dû être un corps.

10 mai 1940: Pont d'Olen.

11 mai 1944: Pont de Luttre.

Périple d'un Forestois en guerre.

Franchis le pont, mais n'y bâtis pas ta maison. (Proverbe chinois)

J. DEVONDEL
Avenue E. de Thiboult, 30 bis 12
1040 BRUXELLES
Tél.: 733.52.07

LE RECIT DE FORTUNÉ JACQUES VAN HULLE

Souvenirs de jeunesse 1940-1945

«A l'assaut» - «Courage, on les aura» - «Fonce»!

Ces cris qui fusent, nous encourageaient les uns les autres. Ce ne sont pas ceux d'un fait d'armes de la triste campagne des 18 jours. C'étaient pourtant des cris belliqueux, mais ce sont ceux qui me reviennent à la mémoire, quand je repense à mon premier contact avec Forest. C'était en 1939.

La sœur de mon père, également ma marraine, tenait depuis quelque temps, à cette époque, une épicerie-crèmerie à la rue Berthelot, presque en face de la nouvelle usine (à l'époque) LA CHAUSSURE. Cet été-là je passai quelques semaines de vacances chez elle. J'avais vite fait la connaissance des jeunes du quartier, et je partageais leurs jeux. Le grand jeu cette année-là était une «gueguerre» entre la rue Edison et la rue Berthelot. Notre «armée» était commandée par le «grand» Jean de Kracht» (Driessens si j'ai bonne mémoire»). Avec mes 11 ans, j'étais dans les «grands», c'est-à-dire un «soldat». Les «petits» et les filles devaient s'occuper de la confection de «munitions», c'est-à-dire des papillotes de papier que nous, soldats, envoyions dans l'espace en visant l'ennemi à l'aide d'une catapulte, au cours de batailles rangées qui se passaient presque tous les après-midis et jusqu'au coucher du soleil. Le but était de repousser l'assaillant dans sa rue.

Cela piquait bien un peu lorsqu'on était touché par ces papillotes, les jambes nues (à l'époque, les garçons portaient la culotte courte jusque parfois l'âge de 18 ans). Mais c'était vite oublié et sans conséquences.

Sauf un jour, je m'en souviens, c'était vers la fin des vacances. Nous étions ce jour-là, comme à l'accoutumée, réunis dans notre «campement»: quelques vieilles planches et quelques loques assemblées dans un coin du terrain vague entre la rue de Fierlant et la rue Berthelot (actuellement Supermarché Delhaize). Quand une sentinelle (bien sûr une sentinelle, nous étions organisés!) tout essoufflée vint nous prévenir d'une attaque, un assaut si vous voulez, des «gars» de la rue Edison, renforcés de «kets» de la rue Haute ou de la rue Blaes. Et la bataille s'engagea comme à l'accoutumée. Mais si les gars de Bruxelles avaient aussi des catapultes, ils tiraient avec des «clous cavaliers» recourbés et à deux pointes, qui provoquaient des blessures et pouvaient être très dangereux, surtout pour les yeux. Ce fut la panique dans nos rangs et le sauve-qui-

peut général, chacun chez soi. Et ce jour-là, la rue Berthelot fut battue!

Quelques jours après cette mémorable défaite, les vacances prirent fin. Je retournai chez moi à Groenendael, la tête pleine de souvenirs de ce fait d'armes. Ce fut aussi bientôt la rentrée scolaire, en 6^e année primaire, à La Hulpe chez les frères Maristes.

C'était là mon premier contact avec Forest, je ne savais pas encore ce que nous réservait l'avenir.

Mon deuxième contact est farci de mauvais souvenirs, non à cause de mon cher Forest, mais à cause des événements de mai 1940 et de leurs suites malheureuses. Pour une meilleure compréhension du récit, je vais me permettre une première parenthèse, pour situer les personnages dans la narration de mes souvenirs.

A tout seigneur, tout honneur. Je suis né le 18 juin 1928 à Manage. Ma mère et ses parents étaient d'origine andalouse, émigrés des années 20, d'abord en France, puis en Wallonie. Mon père Gustave est né à Manage d'une mère manageoise et d'un père gantois, employé aux chemins de fer. De là son déplacement et de là aussi mon nom bien flamand.

Mariés en 1927, mes parents travaillaient en usine. Ma mère à la verrerie de Scailmont comme guillocheuse; mon père comme forgeron chez Boël à La Louvière, ou aux Ateliers Mécaniques de Familleureux.

Lors de la crise des années 30, ils décidèrent de «se placer en service», ma mère comme cuisinière et mon père comme domestique d'intérieur. Ils firent plusieurs places, essayant chaque fois d'améliorer leur sort.

N'étant pas encore en âge d'aller à l'école, je restais chez mes grands-parents à Manage. A l'âge de 6 ans, je fus admis à vivre là où il était «en place» à ce moment; chez le docteur Bernard, rue du Trône d'abord, et ensuite chez l'avocat De Wispelaere, rue de l'Association. Là je fus quelque temps au jardin d'enfants et fis ma première année à l'école des filles chez les bonnes Sœurs de la rue de la Limite. De là en 2^eme année chez les frères Maristes, à l'Institut Saint-Joseph, rue d'Assaut.

En 1936 mes parents décident de faire comme ma marraine et d'ouvrir une épicerie-crèmerie, et même un «boilewinkel» juste à côté de l'école de la rue de la Limite. Mais hélas, ce fut un fiasco et ils durent se résigner à chercher autre chose.

Mon père ayant trouvé du travail comme forgeron-matricien chez Gregg Europe à Loth, nous allâmes bientôt y habiter, d'abord Statiesstraat et ensuite Huysmanslaan.

Je continuais à aller à l'école rue d'Assaut, mais ayant eu un petit accident en ville, en revenant de l'école, l'année suivante pour plus de sécurité j'entrais pour ma 5^e année à l'école communale de Loth, chez une Juffrouw Dewilde, qui m'aida beaucoup, ce qui me permit de terminer l'année d'une façon honorable.

1938. Nous voilà repartis «en service», cette fois à Groenendael, chez le baron de Stein d'Allenstein, avenue Albert. Pour moi, qui étais entré depuis mes six ans chez les scouts comme louveleau à la troupe St. Michel à Bruxelles, c'était merveilleux. Quant à l'école, je retournai chez les frères Maristes, mais cette fois à La Hulpe.

Fin 1939. Malheureusement le baron de Stein (de la compagnie d'assurances Minerva) est mis en faillite et presque ruiné. Il doit remercier mes parents.

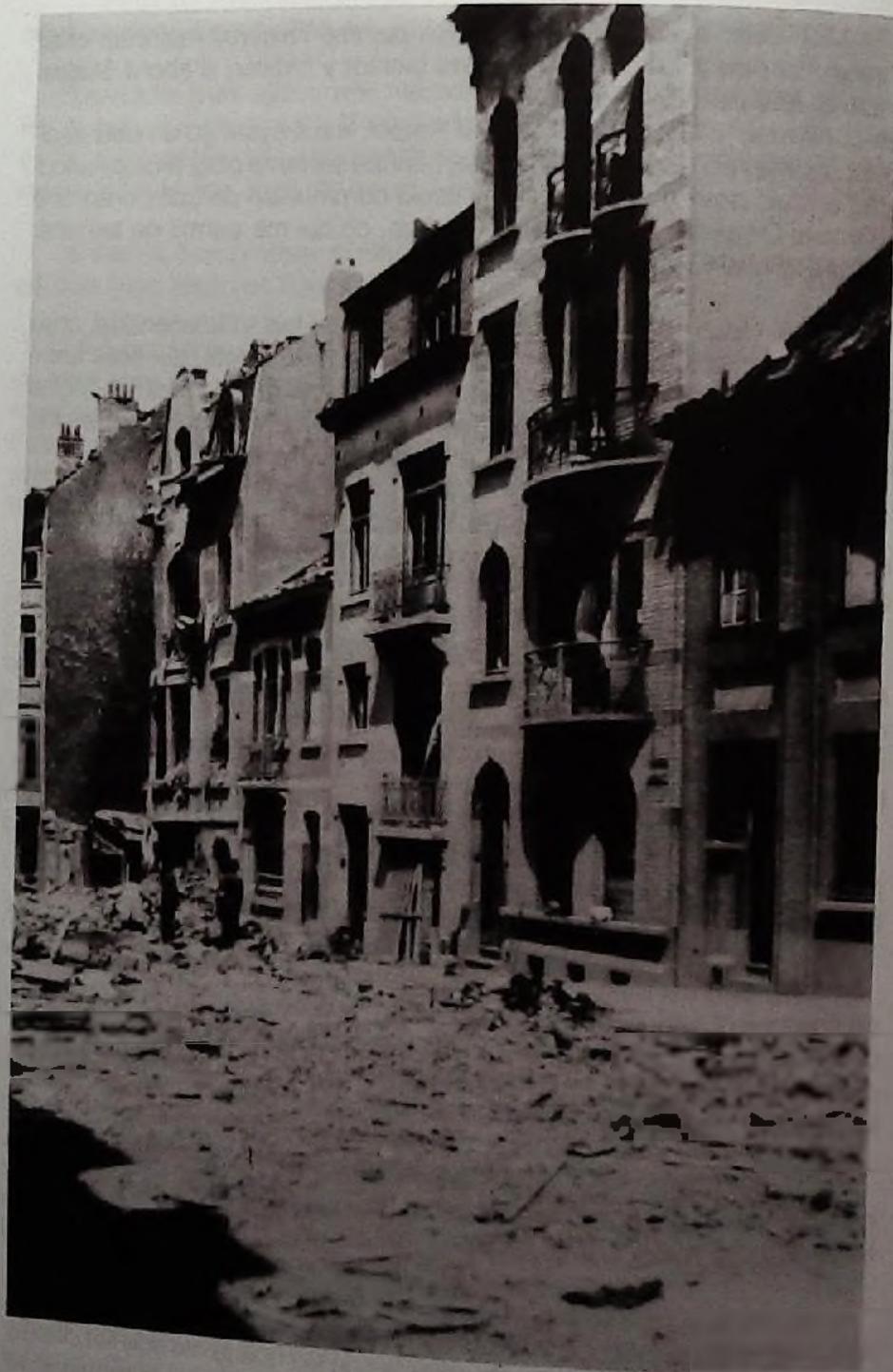
En accord avec lui, nous restons à la villa et ma mère continue son service sans gages. Quant à mon père, il travaille à soigner les animaux du «Jardin d'acclimatation» du baron T'Serclaes, un voisin qui a un petit zoo à la chaussée de la Hulpe à Groenendael. Ce jardin dut fermer ses portes au début de la guerre.

Mes parents trouvent cette fois une place au château Dumoulin (de l'agence de voyages de Bruxelles) à la limite de Genval et de La Hulpe. C'est là que la guerre nous surprend le 10 mai 1940.

Surprend est bien le mot. Mes parents, réveillés par le bruit que font de nombreux avions, et étant descendus à la cuisine, ont tous deux l'oreille collée au petit poste de radio, attentifs au discours du Roi qui annonce que les troupes allemandes ont violé la neutralité belge en franchissant la frontière depuis ce matin.

Madame Dumoulin, qui est descendue à la cuisine, demande à mes parents de bien vouloir préparer les bagages, car avec son époux et leurs filles ils évacuent vers l'Espagne.

Après cela, moi je me dirige vers le lieu de rendez-vous habituel au fond de la propriété, où un trou dans la haie me permet de rencontrer deux petits voisins, nouveaux camarades de jeu que je me suis fait depuis mon arrivée. Ils sont au rendez-vous et m'accueillent aux cris joyeux de «C'est la guerre» - «Vive la guerre». Je suis offusqué de leur joie. Avais-je, à onze ans, assez de maturité pour comprendre, ou étaient-ce les récits



Bombardement du jeudi 11 mai 1944 à 6h 30. Le haut de la rue Pierre Decoster après le bombardement.
(Photo: Gilbert Paparis)

de mon père et de mon grand-père sur la guerre 14-18? Je ne puis le dire, mais je me rappelle leur avoir fait la leçon, et expliqué les dangers et les horreurs que cela pouvait nous apporter.

Le lendemain, mon père était mobilisé, ainsi que le père de mes petits amis, un représentant en engrais «Bataille» (Bien, oui!).

Ils furent casernés à La Hulpe, dans une salle en face de l'école communale. Ils étaient tous deux mobilisés comme «vieux paletots», c'est-à-dire «gardes des voies et communications». Le commandant, apprenant que notre voisin avait une voiture, la réquisitionna et en nomma le propriétaire comme chauffeur.

Peut-être était-ce de la débrouillardise, mais le fait est que notre voisin et mon père furent chargés d'aller de l'avant (ou vers l'arrière, c'est selon) pour prévoir un cantonnement pour leur compagnie. Ce qui fait qu'au moment où les civils reçurent l'ordre d'évacuer La Hulpe, située sur la deuxième ligne de défense, ils emmenèrent nos deux familles dans les villes choisies comme cantonnement de la compagnie. C'est ainsi que d'étape en étape, et n'ayant pu passer en France, nous nous retrouvâmes à Oostduinkerke.

Evidemment, en roulant, bien installés dans une voiture pas trop chargée de bagages car nous n'avions pris que le strict nécessaire, ce fut pour nous une promenade. Mais certainement pas pour les autres réfugiés, bien plus mal lotis que nous. Je présume que nos parents nous ont caché d'horribles spectacles. Je ne me rappelle plus que de chevaux et vaches morts sur le bord de la route, et de charrettes, camions, voitures et matériel militaire, abandonnés, brûlés ou détruits. A part cela, rien de terrible pour nous.

Donc à Oostduinkerke nous nous trouvions dans ce que l'on a appelé par la suite «la poche de Dunkerque» quand fut signé l'armistice clôturant cette malheureuse «campagne de 18 jours».

Nous fîmes comme tout le reste du pays: on plaça un drapeau blanc au sommet du toit de la villa où nous étions hébergés. Cela n'empêcha pas un chasseur allemand de nous mitrailler, mes amis et moi, alors que nous jouions dans les dunes près de la villa. Quelle insouciance! Heureusement il y eut plus de peur que de mal.

Après quelques jours, les troupes anglaises étant rembarquées, il ne nous restait plus qu'à essayer de retourner chez nous. Au moment de partir, mon père laissa sa place dans la voiture à un monsieur handicapé qui retournait à Bruxelles. Lui prit la route sur un vélo trouvé.

Après quelques kilomètres, c'est avec appréhension que nous croisons les premières troupes allemandes. La voiture fut arrêtée à un poste allemand. Il y avait là des officiers belges et allemands, le voisin était toujours en uniforme. Un officier allemand eut une conversation avec notre voisin qui parlait l'allemand, puis il dit au mari de jeter sa veste et ses papiers dans le fossé et de repartir, et ceci **contre l'avis des officiers belges**. C'est ainsi que nous arrivâmes le même jour sans encombre à La Hulpe.

Nous attendîmes plusieurs jours le retour de mon père. Ma mère, seule avec moi dans ce grand château qui était réquisitionné par l'occupant, trouva plus sécurisant de rejoindre sa belle-sœur et ses beaux-parents qui étaient venus de Manage depuis 1939 s'installer à Forest, Avenue Wielemans. Quant à nous, nous trouvâmes le 26 juin un appartement au 1er étage au 105 de la rue Berthelot, au coin de l'avenue Wielemans, au-dessus d'une boulangerie-pâtisserie.

Tous les jours nous allions voir les noms affichés par la Croix Rouge à la grille de l'école communale n° 5 au boulevard Guillaume Van Haelen, pour avoir des nouvelles de mon père que nous pensions être prisonnier. Nous espérions que son absence n'était due qu'au fait d'être prisonnier, car sur ces affiches figuraient aussi les noms de nos morts et blessés.



Bombardement du jeudi 25 mai 1944 à 9h 10. Le tram 52 criblé d'éclats
(Photo: Cercle d'Histoire de Forest)



Bombardement du jeudi 25 mai 1944 à 18h10. Cheval mort devant la maison communale après le bombardement Brasserie Van Haelen
(Photo: Gilbert Papons)

Mais un après-midi il arriva, fourbu mais heureux d'être rentré. Il nous raconta qu'en effet il avait été prisonnier. Comme il roulait sur la route de Bruges à Maldegem et dépassait une colonne de prisonniers belges, un officier belge l'avait arrêté et sommé de lui remettre son vélo et de s'intégrer dans les rangs des prisonniers (1). Plus loin les prisonniers furent parqués dans des prés. Après quelques jours ils durent passer devant une table où se trouvaient des officiers belges et allemands. Les prisonniers devaient remettre leur carnet militaire ou leur carte d'identité. Dans un tel cas le «téléphone chinois» fonctionne et les prisonniers surent vite qu'on libérerait les prisonniers flamands. Quand ce fut le tour de mon père et que, vu son nom, on lui demanda «Vlaming?» il répondit de son plus bel accent «Ja» et fut libéré sur-le-champ. Il faut tout de même faire remarquer que, à part «ja» et «nee» la connaissance de la langue de son père n'était pas brillante, vu qu'il avait été élevé en Wallonie.

Il partit donc d'un bon pas vers Gand, dans l'espoir de trouver de l'aide dans la famille de son père. Ce fut le cas et ils l'aidèrent de leur mieux. Et c'est de nouveau à pied et en stop qu'il put venir à Forest, où il pensait avoir de nos nouvelles chez ses parents et sa sœur. Mais oh surprise! Ma mère et moi étions là aussi.

(1) Si jamais cet officier et ces soldats étaient belges, il aura peut-être un peu facilité son passage.

Après quelques jours mon père étant remis, il chercha de nouveau à «se placer». Vu l'expérience de la guerre 14-18 il chercha à la campagne et trouva, à Rebecq-Rognon, une place de «jardinier-domestique d'intérieur» et ma mère comme «servante-cuisinière» dans le château-ferme du baron Rowart.

Madame Rowart était seule, son mari étant prisonnier dans un «Oflag» en Allemagne. Nous y arrivâmes le 16 septembre 1940, juste à temps pour la rentrée scolaire, cette fois en 7^e année à l'école communale de Rebecq. C'est d'ailleurs là que je terminai mes primaires l'année suivante.

Au château ma mère s'occupait du ménage et de la cuisine. Quant à mon père, il faisait du jardinage et s'occupait du bétail. D'ailleurs dans mon temps libre je lui donnais déjà un sérieux coup de main au jardin, ou pour nourrir la basse-cour, les trois vaches, et le cheval, nettoyer les litières, même pour le cochon qui était caché dans la citerne de la serre à vignes. Nous allions donc passer la guerre sans trop de soucis.

Mais en juin 1941 mon père m'annonça que ma mère était enceinte. A cette annonce, Madame Rowart demanda à mes parents de quitter leur service, vu qu'il y aurait maintenant trop de bouches à nourrir.

Mon père chercha donc un nouvel emploi et débuta comme «marteau pneumatique» aux Carrières de Quenast et nous emménagions une nouvelle fois, cette fois au centre de Rebecq. Après quelque temps, le loyer étant trop élevé et pour nous rapprocher du travail de mon père, nous partîmes habiter à la limite de Rebecq / Quenast, mais sur le territoire de Saintes, dans une cité ouvrière dénommée «Petit Bruxelles».

C'est là que mon frère naquit en ce terrible mois de février 1942. Mon père était immobilisé à cause d'une blessure à la jambe qu'il avait contractée à la Carrière et nous étions dans une misère noire. Très peu de nourriture, moins que le ravitaillement. A la fin de l'été 1942 j'avais été glaner après la classe, et pendant cet hiver j'allais parfois à Braine-le-Comte pour ramener 50 kilos de schlamm sur le cadre de mon vélo. Ce vélo n'avait pas de pneus et les jantes étaient entourées de chiffons.

Quand nous habitions Saintes et que j'allais chercher le lait pour mon petit frère dans une ferme proche, il m'est arrivé plus d'une fois de disputer aux poules les croûtes de pain qu'on leur avait jetées. Quand c'était la saison, je volais parfois une poignée d'épis de blé ou un navel, car j'avais faim, toujours faim.

Quand mon père fut guéri, il décida de signer un contrat comme mineur, ce qui nous sauva de notre pénible situation : doubles timbres

pour le mineur, et du charbon en suffisance

Fin juin 1942, ayant terminé ma 8^e année scolaire, ou quatrième degré comme on l'appelait à l'époque, je décidai d'aller travailler. Je fus engagé comme apprenti aux usines Bourleaux et Fils à Braine-le-Comte et travaillai «au feu», c'est-à-dire chauffer des rivets de 20 à 30 mm au rouge toute la journée. A ce rythme-là, la tartine de pain de ravitaillement sans margarine ni quoi que ce soit, emportée le matin pour le repas de midi était avalée avant que je n'arrive à Braine. Après un mois, mon père, ayant terminé son contrat à la mine, vint me rejoindre comme forgeron aux usines Bourleaux.

Vers la fin de 1942 mon père reçut une convocation de l'usine KRUPP à Loth. En réalité il s'agissait de Gregg mis sous sequestre allemand et exploité à ce moment par la société allemande Krupp. Mon père avait été demandé pour travailler sur un «pilon à planche», ce qu'il avait déjà fait en 1937. L'emploi était bien payé. Il l'accepta et en obtint en même temps un pour moi, au service «atelier» où je fus mis au travail sur des machines-outils.

Vu cette nouvelle situation, nous ne tardâmes pas à déménager de nouveau pour nous rapprocher de notre travail, et ce fut à Forest pour la deuxième fois que nous vîmes nous installer le 7 janvier 1943, cette fois, plus près du centre, au 68 chaussée de Bruxelles. L'avantage était que, pour éviter la grande irrégularité des déplacements par chemin de fer, nous pouvions le soir revenir à pied de notre travail, ce qui faisait quand même une bonne heure de marche.

Mon grand-père maternel étant décédé en 1943, ma grand-mère vint également habiter à Forest, avec une de ses filles, près de chez nous, au 60 chaussée de Bruxelles.

La première fois que nous étions venus habiter Forest, en 1940, j'avais fait la connaissance de Rodolphe Gaspard, qui habitait alors au 105 avenue Wilemans. Lors de mon retour à Forest en 1943 je le revis avec joie. Son père était revenu blessé de la campagne des 18 jours et était décédé la même année. Il vivait maintenant avec sa mère et ses grands-parents paternels. Notre amitié est, maintenant encore après un demi-siècle, aussi solide qu'alors.

Je suis resté chez Gregg-Krupp jusqu'en mars 1943. A l'usine on avait ramassé pas mal de jeunes gens, même de moins de 17 ans, pour aller travailler en Allemagne. Aussi je fis en sorte de me faire mettre à la porte.

Renvoyé de chez Gregg Krupp, je trouvai facilement, dès le 22 mars 1944, du travail chez MAZET, 8 avenue Van Volxem, près de chez nous, comme garçon livreur. Sa petite usine à côté de son domicile s'appelait KALORIK. On y fabriquait des fers à friser électriques et des fers à souder électriques. Mon travail consistait à transporter des «ensembles» de boîtes en carton, genre boîte à chaussures, contenant soit des fers à friser chez des coiffeurs ou des grossistes, soit des fers à souder pour les magasins d'outillage. Tout ceci en grande partie en tram, mais je n'étais pas mal payé. Je trouvais parfois bizarre que des colis étaient prêts à être emportés le matin à mon arrivée, alors qu'il n'y avait encore personne dans l'atelier du rez-de-chaussée, où les femmes faisaient le bobinage des résistances et l'assemblage. J'avais remarqué aussi que le personnel ouvrier changeait souvent et que les ouvriers commençaient plus tôt et finissaient plus tard que les femmes.

Je ne me rappelle plus combien de fois, mais très souvent, j'ai dû descendre du tram avec mes colis pour des «Kontrolle». Un dont je me rappelle le mieux, c'était au pont du canal à Anderlecht. Après un «Alle aussteigen» crié par les soldats de la «Wehrmachtpolizei» tous les passagers devaient descendre pour la dernière fois. Mais dans le couloir, avant de descendre, l'homme qui me précédait glissa un revolver dans le grand capuchon abaissé du loden d'un garçonnet devant lui. Heureusement les policiers ne fouillèrent que les hommes, gardant les femmes et les enfants en groupe devant le tram. Quand nous repartîmes, l'homme recu-



Bombardement du jeudi 25 mai 1944 à 18h10. Vue prise du carrefour de la chaussée de Bruxelles vers le pont de Luttre
(Photo: Gilbert Papens)

père discrètement son arme et descendit à l'arrêt suivant.

Une autre fois, étant descendu du tram devant le parc, je me dirigeais vers le Shell Building rue Ravenstein pour y prendre chez un client habituel des pièces à réparer. Je n'étais pas particulièrement joyeux, car j'avais une aversion à l'idée de me rendre chez ce client que je soupçonnais d'être «collaborateur». C'était surtout son allure, son arrogance et son habillement. Il était toujours chaussé de bottes cavalières brunes et vêtu d'une culotte cavalière.

Je m'apprêtais donc à descendre les escaliers de la rue Baron Horta quand, en me retournant, je vis à quelques pas derrière moi un individu chapeauté et vêtu d'un de ces grands impers noirs comme en portaient les membres de la Gestapo —disait-on.

En descendant les escaliers, j'aperçus au coin de la rue Ravensstein, juste à l'entrée du Palais des Beaux Arts, comme la copie conforme du gars qui me suivait. D'instinct je sentis le piège, et, pour donner le change, je continuai d'un air dégagé.

Comme je l'avais prévu, ils me coincèrent au coin de la rue et, aussitôt, me demandèrent, en un français parfait mais impératif, mes papiers. J'allai dans ma poche chercher ma carte que je leur présentai sans dire un mot. Cette carte était rédigée en allemand et portait des cachets de l'occupant: des aigles, des croix gammées, etc. Ils la prirent, l'examinèrent en la retournant dans tous les sens et puis me la rendirent d'un air dépité et en faisant des excuses, en m'enjoignant de continuer ma route. J'avais eu la chance de me trouver devant deux quidams, qui apparemment cherchaient quelqu'un d'autre. La carte que je leur avais présentée était un AUSWEIS que je devais avoir sur moi car, pour le commerce, je transportais parfois de grosses sommes d'argent.

Pour obvier à l'irrégularité des trams, mon patron avait acheté un vélo pour faire les courses. C'était évidemment plus facile pour moi.

Le jeudi 11 mai 1944 j'étais rentré de mon travail de chez Mazet et mon père était de retour de Loth. Mon ami Rodolphe, qui avait fini l'école depuis midi, était arrivé pendant que nous soupions. Je m'en souviens encore, c'était du macaroni. Quant à ma mère et mon frère, ils étaient rue Berthelot chez ma marraine et mes grands-parents.

Vers six heures, alerte. Il y en avait pas mal à cette époque où les forteresses volantes passaient au-dessus de nous pour bombarder en Allemagne. Cette alerte ne nous importunait pas mais mon père, assez curieux, sortit de la veranda pour mieux voir le «rond» de fumée que



Bombardement du jeudi 25 mai 1944 à 18h10. Le beffroi de la maison communale et le début de la rue Saint Denis après le bombardement
(Photo: Gilbert Papens)

l'un des avions faisait à grande altitude. A son appel nous sortîmes à la rue pour mieux voir ce qui se passait. Le cercle de fumée était fermé et maintenant c'était une ligne de fumée blanche qui se traçait diamétralement dans le cercle. C'est alors que mon père nous avertit: «Attention, ils lâchent des bombes». En effet, les forteresses, venant du nord ouest, lâchaient leur cargaison de mort. Nous nous couchâmes, mon ami et moi dans la rigole et mon père contre le mur de la cure. Après les premières déflagrations, en direction du Pont de Luttre et de la Petite Ile, nous nous précipitâmes vers la cave. J'ai l'impression que, cette fois-là, j'ai sauté toute la volée d'escaliers. Les locataires du premier étage s'y trouvaient déjà, comme à chaque alerte.

Avant la fin de l'alerte, mon ami et moi, croyant que les bombes étaient tombées dans le quartier Wielemans où se trouvaient nos mères, nous nous précipitâmes vers ce quartier aussi vite que nos jambes pouvaient nous porter. La première que nous rencontrâmes fut ma mère, avec mon frère dans son landau, qui revenait, très affairée. Mon ami, un peu plus rassuré, continua son chemin.

Entretemps il y eut fin d'alerte. Je quittai ma mère pour me rendre avenue du Pont de Luttre, où les dégâts semblaient être les plus importants, pour aider comme nous l'avions décidé chez les «scouts coloniaux» sans uniforme (2). J'y retrouvai quelques scouts et nous déblayâmes jusqu'à la tombée de la nuit.

Je suis dans l'impossibilité de me rappeler ce qui se passait ce jour-là et les soirées suivantes, où nous essayâmes de faire de notre mieux «pour servir» comme nous y étions engagés par notre serment scout. La Croix Rouge et les brassards, les gens de la Défense Passive, les civières, les pleurs et les cris, tous ces volontaires, les policiers et caetera. Sauf deux faits plus distincts dans ma mémoire.

Le premier est l'arrivée de la HITLERJUGEND, jeunesse nazie, en rangs avec pelles et pioches, matériel dont nous manquions le plus. Ce fut très remarqué, surtout quand un journaliste vint les photographier. Mais après cela ils ne restèrent plus guère.

Le second est qu'un camarade scout qui avait, disait-il, entendu des plaintes, s'aventura malgré les avertissements, trop près d'un mur, qui s'écroula et le blessa à la tête et aux mains.

J'appris plus tard que les pompiers de l'armée allemande, qui étaient casernés chez Berkel, étaient allés déblayer la Petite Ile.

(2) Les scouts étaient interdits par les Allemands, nous formâmes une troupe peu structurée de «scouts» (parfois) et de «guides» (filles). Je n'ai jamais su d'où venait cette troupe, dirigée par une catholique, une dame entre deux âges qui s'appelait, je crois, DELA SE et habitait rue des Tulpiers. Après la guerre je rejoignis le 6ème groupe Scout Foyer de St. Gilles (Foyer culturel), dirigée à l'époque par le vicaire M. PASTUR.

Après le bombardement, dès la moindre alerte pendant la journée, tous les ateliers et bureaux du bas de Forest se vidaient, et c'était la fuite vers les ombrages du parc Duden.

Mon père décida que nous devons absolument nous construire un abri dans le jardin.

Aussitôt dit, aussitôt fait. D'abord creuser au fond du jardin un trou de plus ou moins 2 m de côté (Doolhof). Le talus du chemin de fer était séparé du Chemin d'accès par des billes que nous allions voler la nuit pour étayer notre trou: nous en avons fiché en terre et enfoncé jusqu'au niveau du sol, côte à côte tout le long des parois. Là-dessus une couche de billes fixées les unes aux autres, comme toit. Puis un vieux morceau de balatum et une première couche de terre. Puis une nouvelle couche de billes croisées sur les premières; le tout recouvert du reste de la terre extraite du trou. Non, non, nous n'avons pas oublié l'entrée tournée vers l'est, garnie elle aussi de billes plantées droites et formant un angle droit. Les avions venaient en effet du nord-ouest.

Le 22 l'abri était terminé. Nous y installâmes un banc en pourtour. Les autres aménagements devaient venir plus tard.

Mon père venait de recevoir un ordre de se rendre en Allemagne, comme travailleur obligatoire. Il devait se présenter avant la fin du mois, ce que, bien entendu, il ne fit pas, de même qu'il se présenta plus chez Gregg Krupp à Loth. Mais il trouva un travail «super» chez un petit entrepreneur de nos voisins, Mr Jeanlin, 57 chaussée de Bruxelles, qui à cause des bombardements avait pas mal de travail à remplacer des tuiles et consolider des cheminées. Pour se cacher, où peut-on être mieux que sur les toits?

Le deuxième «jeudi noir» pour Forest c'était le 25 mai. Ce matin-là j'étais dans l'atelier à vernir des manches de fers à souder, ce qui, en général, était mon travail en atelier quand je n'étais pas en course.

Lorsque vers neuf heures l'alerte retentit, le personnel du rez-de-chaussée se précipita, comme c'était devenu l'habitude, vers le parc Duden tout proche. Les hommes du sous-sol ne sortirent pas, comme jamais d'ailleurs lors des alertes. Quant à moi, je courus vers l'abri familial, où se trouvaient déjà mes parents, mon petit frère, ma grand-mère et les voisins du premier étage.

Tout ce petit monde était très calme, peut-être était-ce la sécurisation de l'abri. Vers neuf heures dix le scénario du premier bombardement recommença: d'abord le grand cercle et puis la ligne le coupant en deux.

Et puis ce fut l'enfer: les sifflements, les chutes de ces très grosses bombes (probablement de mille kilos) mais cette fois plus proches de nous, si proches que l'avant-dernier chapelet, venant de la rue Saint-Denis, traversant le Doolhof du nord-ouest au sud-est, vint éclater au fond des jardins des voisins des numéros 64 et 66, à côté de notre abri. Celui-ci sursauta et mon petit frère, que je tenais sur mes genoux et qui n'avait que 2 ans et demi, s'agrippa à mon cou quand la dernière bombe du chapelet vint toucher de plein fouet le talus du chemin de fer, juste à côté du pont de la chaussée de Bruxelles, tuant le cheminot et creusant un profond entonnoir, comme celui que nous pûmes voir en sortant de l'abri, juste à côté de chez nous, les murs de clôture étant écroulés. Un dernier chapelet tomba rue de Liège et y fit malheureusement de nombreuses victimes.

L'explosion des bombes était suivie du bruit des éboulements et du bris de carreaux, avec la poussière, la fumée et tout ce qui volait, emporté par le déplacement d'air. Notre maison, comme les autres du quartier, n'avait plus de vitres, et pas mal de chambranles de fenêtres avaient souffert. Evidemment tout ce qui était accroché aux murs était à terre, ainsi qu'un vaisselier en plein milieu de la cuisine.

Mais nous n'étions pas malheureux car nous étions tous en vie.

Je sortis de chez moi pour aller aider comme je l'avais fait lors du premier bombardement et descendis ainsi vers la rue Saint-Denis.

Il y avait du monde dans le bas de la chaussée de Bruxelles, toute couverte de débris de verre, de boue, de poussière et de pierres. Devant la maison communale gisaient deux chevaux morts, encore attelés à une charrette et des hommes de la Défense Passive s'affairaient autour. Le conducteur était mort lui-aussi. J'eus une pensée émue pour le gars de la défense passive, qui était resté à son poste d'observation sur la terrasse de la tour comme à l'accoutumée.

Impressionnant aussi l'écroulement de la brasserie Borremans, où les colombophiles avaient dû livrer leurs centaines de pigeons, dont maintenant les lambeaux et les plumes volaient partout. La façade de la maison communale et surtout les piliers du grand porche étaient criblés de shrapnells.

Dans la rue Saint-Denis, c'était le même spectacle désolant: débris de verre, de tuiles, de briques et de bois. Poussière partout. Je me dirigeai vers le Pont de Luttre, croyant que les plus gros dégâts devaient une fois de plus être par là. Mais entre la rue des Carburants et la rue du Texas je vis une porte d'un rez-de-chaussée s'ouvrir et une bonne



Bombardement du jeudi 25 mai 1944 à 9h 10. Reste des immeubles formant le coin de la rue de Liège et la rue du Cué (à remarquer les déblayeurs et sauveteurs, prêtres, agents de police, jeunes de la Croix Rouge, scouts (en civil avec fouard), défense passive (casquiers) et jeunesse hitlérienne (casquette allemande)) (Photo: Cercle d'Histoire de Forest)

vieille en sortir, son tapis de coco à la main, s'apprêter nonchalamment à le secouer sur la façade. Il n'y avait personne dans la rue. Je lançai un cri désespéré pour l'arrêter, car j'avais vu, plantée en terre entre deux maisons, une grosse bombe non explosée dont on pouvait évaluer le poids à 500 kilos. Elle arrêta net son geste, rentra calmement et referma la porte. Pour moi ce fut un choc et je revins pour avertir de la chose les gens de la défense passive.

Quand mon père rentra, il me demanda de l'aider à clouer un tapis sur le chambranle de la grande fenêtre de façade pour l'obturer.

Les jours suivants, les Forestois firent sans doute le douloureux compte de leurs chers disparus et des dégâts matériels. Mais il y avait toujours la guerre et l'occupation qui, nous pouvions commencer à l'espérer, ne dureraient plus très longtemps.

Après ce deuxième bombardement mon père et son patron, Mr Jeanlin, étaient encore plus sur les toits et dans notre quartier qu'avant. Il dormait chez ma grand-mère, voisine de palier de Mr et Mme Jeanlin, dans la même maison que le dépôt de matériel. Pour le ravitaillement ce n'était pas facile vu que, depuis qu'il était prétendument parti en Allemagne, il ne recevait plus de timbres. Un matin au début de juillet, il fut même témoin de la descente d'individus qui recherchaient les réfractaires au travail obligatoire en Allemagne. Ce jour-là il était occupé à réparer une cheminée branlante sur le toit de la maison des fleuristes Somers quand il vit arriver une voiture qui s'arrêta le long du presbytère. Deux hommes avec une serviette sous le bras en descendirent et vinrent sonner à la porte de notre maison. Ma mère ouvrit, mon petit frère sur le bras. Ils demandèrent après mon père. Ma mère joua la comédie de l'étonnement et de la tristesse. Elle fondit en larmes et demanda aux deux quidams s'ils venaient apporter des nouvelles de son mari dont elle n'avait plus de nouvelles depuis son départ pour l'Allemagne, et avec tous ces bombardements elle ne savait plus quoi penser. Les deux hommes interloqués regagnèrent leur voiture en s'excusant de ne rien savoir.

Un autre jour, occupé dans le bas de la chaussée, un peu plus bas que le bureau de police, il vit une « Citroën légère », traction avant, s'arrêter devant une maison de la chaussée. Des hommes, vêtus d'imperméables noirs et le feutre noir enfoncé sur les yeux, en descendirent. Ils entrèrent dans une maison et en sortirent en poussant sans ménagements un jeune homme dans la voiture, puis partirent en trombe. Le jeune homme, dont j'ai oublié le nom, avait depuis quelque temps la fâcheuse manie de se vanter à tout qui voulait l'entendre, qu'il faisait partie de la résistance. Avec cette manière de faire il était une cible toute trouvée pour la Gestapo. C'était un très gentil garçon et il fut très regretté dans le quar-

tier. De plus, ni la famille, ni les connaissances ne surent plus rien de lui.

Entretemps il y avait eu le 6 juin 1944, le débarquement des Alliés en Normandie, et tout l'espoir d'une libération prochaine que cela pouvait nous apporter.

Avec l'annonce de la libération de Paris le 24 août on vit bien que l'armée allemande «déménageait» mais, malgré tous mes espoirs, j'étais quand même un peu sceptique quant à l'arrivée des troupes alliées.

Jusqu'au jour, ou plutôt jusqu'au soir du samedi 2 septembre, quand Mr Jeanlin vint nous chercher, mon père et moi. Il nous fit prendre au dépôt la grande charrette à bras et nous nous dirigeâmes en vitesse dans la rue Saint-Denis, jusqu'aux établissements BERKEL. La rue était noire de monde qui attendait devant la porte des ateliers grand ouverte. Ils attendaient avec impatience mais dans le plus grand silence le départ des «pompiers» de la WEHRMACHT. Les Allemands s'activaient de leur mieux et essayaient d'emporter le plus possible de matériel. Ils coupaient presque tous les tuyaux d'incendie, qui furent récupérés plus tard et servirent d'attache pour les arbres du service des plantations.

Les derniers sortaient encore que le public s'engouffrait à l'intérieur des cours et des bâtiments. Ce fut la ruée et le pillage.

Je découvris une chose qui m'intéressait personnellement : un uniforme complet avec capote bleu foncé, d'un fonctionnaire de la Deutsche Reichsbahn. Et ensuite un trésor pour Mr Jeanlin : des pelles, des baches, des pioches, etcetera, toutes avec des manches rouges.

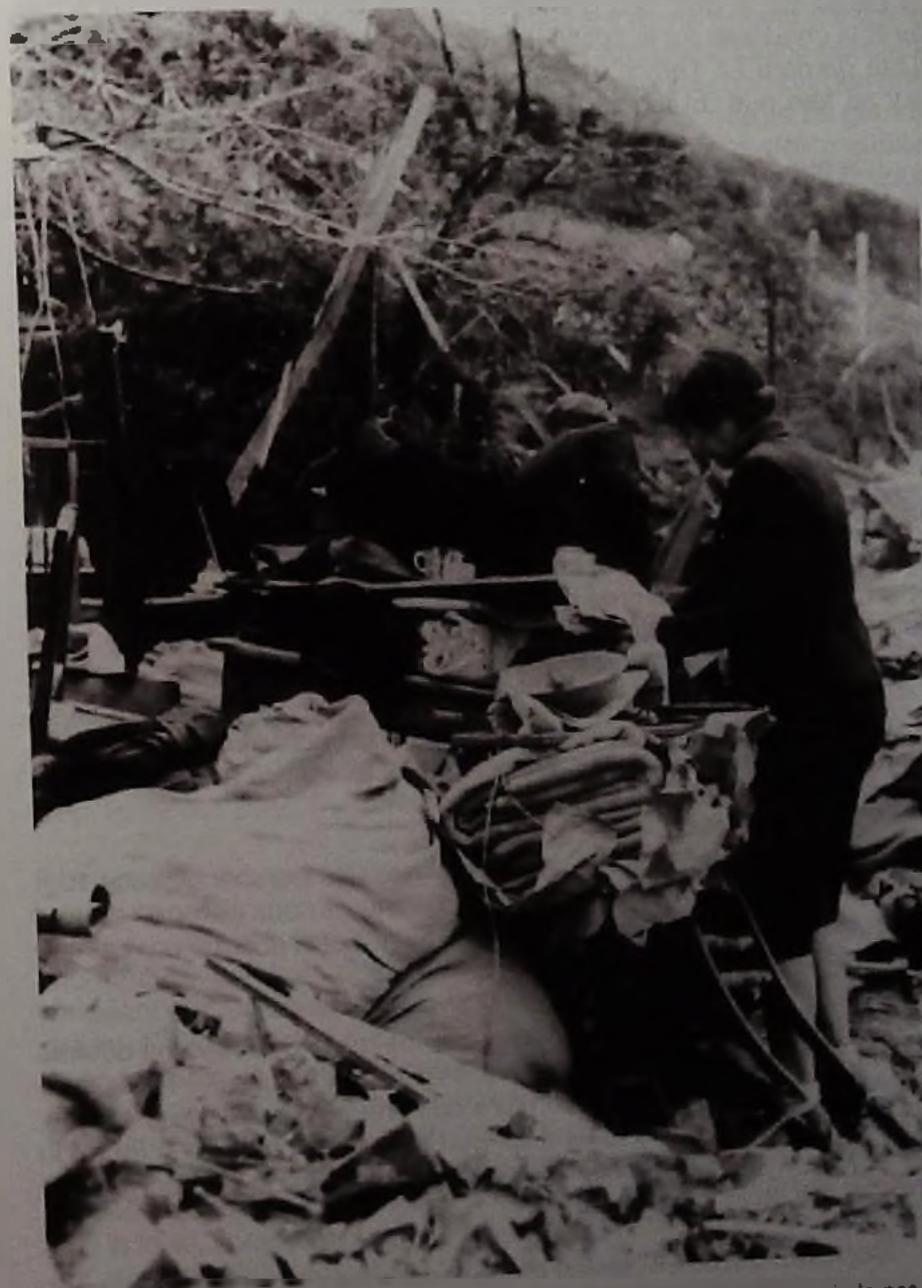
Nous chargeâmes la charrette au maximum et nous voilà partis cahin-caha vers la chaussée de Bruxelles. Avant de tourner dans cette dernière nous entendîmes une explosion vers le centre de la ville. C'étaient les Allemands qui tentaient d'incendier le Palais de Justice et venaient de faire sauter la coupole.

Mes parents voyant venir la mauvaise saison dans une maison où les orifices (fenêtres, etc.) étaient bouchés par des cartons, des planches ou des tapis, avaient décidé de déménager et avaient trouvé un rez-de-chaussée au 37 avenue Denayer. Nous avons déménagé l'avant-veille et la veille du jour de la libération.

Ce jour-là, tôt le matin, j'allais avec mon père nettoyer le rez-de-chaussée que nous venions de quitter chaussée de Bruxelles.

Il faut dire que la veille au soir, en prenant possession de ma nou-

velle chambre, une mansarde aménagée au 2^e étage de l'avenue Denayer, j'avais vu par la lucarne des chasseurs alliés qui mitraillaient au loin, vers l'ouest, un convoi. Ce ne fut que bien plus tard que je pus situer la chaussée de Mons.



Bombardement du jeudi 25 mai 1944 à 9h 10. Sinistrés rassemblant le peu qui n'a pas été détruit.
(Photo: Brusselse Zetting, Cercle d'Histoire de Forest)

Après le nettoyage je sortis le premier de la maison de la chaussée de Bruxelles, chargé d'un énorme cache-pot, genre «modern style» ou «pompiers» décoré d'iris bleus (vive Bruxelles). La rue était vide, à part un soldat allemand qui semblait âgé et fourbu, la mitrailleuse à l'épaule, le barda sur le dos, des grenades dans la ceinture. Il remontait à pas lents la chaussée sur le trottoir. Il passa devant moi sans un regard. Etant juste derrière lui, l'envie me prit un moment de casser mon cache-pot sur sa tête nue. Et alors, cela aurait fait quoi?

Je remontai ainsi doucement en attendant mon père qui tardait à sortir. Quelques instants plus tard il me rejoignit au coin du Chemin d'accès.

A l'instant où nous allions tourner le coin nous vîmes une voiture déboucher à fond de train de dessous le pont du chemin de fer. Elle était assez bizarre, de couleur kaki, avec à son bord 4 militaires en kaki. Nous la suivîmes du regard, descendre la chaussée et s'arrêter brusquement à hauteur du café de l'Abbaye. Les occupants hélèrent une personne que nous ne savions pas voir. Elle s'approcha, c'était Madame Blampain du café Barcelone. Nous la vîmes faire un geste comme pour indiquer un chemin et la voiture repartit en trombe vers la place Saint-Denis. Alors nous vîmes madame Blampain entrer chez elle en faisant de grands gestes de joie et crier à tue-tête «Des Anglais, des Anglais». Et en un instant et, comme par miracle, la rue fut pleine de monde et de bruit, et l'on vit sortir les drapeaux des fenêtres. ILS ETAIENT LA ENFIN.

Au retour de la chaussée de Bruxelles, mon père et moi avons déjà raconté à diverses personnes, croisées rue J.B. van Pè et avenue Victor Rousseau, ce que nous avons vu.

En arrivant avenue Denayer nous vîmes des personnes escalader le mur noir qui entourait la propriété Fontaine et nous comprîmes tout de suite qu'elles allaient piller le château, qui avait été occupé par l'armée allemande.

Nous ne nous fîmes pas prier, et après avoir déposé nos affaires chez nous, nous escaladâmes le mur à notre tour. Qui sait? Nous trouvâmes peut-être un peu de nourriture ou l'une ou l'autre chose intéressante. L'essentiel c'était pourtant la nourriture. Ce n'était pas la foule du jour précédent à la rue Saint Denis, il n'y avait que des personnes de l'avenue Denayer.

Mon père découvrit dans le château quelques kilos de pois cassés. (A nous la bonne soupe!) Moi j'étais entré seul dans une dépendance située à l'ouest du château, après avoir visité les «grottes» (glacières sou-

terraines) croyant m'introduire dans le château par là. Dans cette dépendance je découvris du charbon. J'appelai mon père et nous remplîmes quelques sacs qui se trouvaient là. Nous fîmes ainsi quelques voyages jusque chez nous. Evidemment nous fûmes vite «aidés» par nos voisins, et la réserve fut mise à zéro en moins de deux. Mais, revenu par après, je découvris dans une autre pièce les meubles d'une cuisine complète à l'état neuf: table, buffet et 4 chaises. Cela c'était une aubaine car ceux que nous possédions avaient sérieusement souffert du bombardement. Mes parents ont conservé ces meubles très longtemps, malgré les grands cachets à l'aigle surmontant une croix gammée, au dos des meubles et sous le siège des chaises, ce qui nous faisait dire que nous nous asseyions dessus.

Telle fut pour moi l'occupation à Forest.

Le jour de la libération, tout le monde fut bien étonné de revoir le «résistant bavard» devant le bureau de police, en salopette et le brassard tricolore au bras, monter la garde, la mitrailleuse en bandoulière. Il nous apprit alors, avec la désinvolture qui lui était habituelle, que la preuve était là, qu'il était membre de la résistance. Mais son bavardage était devenu trop dangereux pour lui et ses camarades. Ils avaient décidé d'organiser cette mascarade, mettant ainsi fin aux cancans qui auraient pu mener au pire.

La libération c'était la joie. Mais peut-être pas pour tous les Forestois. Pour quelques uns c'était la perte de leurs illusions, et même, pour certains qui étaient restés, l'arrestation et les vexations, parfois aussi le pillage de leurs biens par le peuple, qui jetait les meubles à la rue en y mettant le feu. J'ai été témoin du fait. Pour certaines femmes qui avaient trop fraternisé avec l'occupant, c'était la tonsure.

Le lundi 4 septembre toute la région bruxelloise se dirigeait vers le parcours qu'allaient emprunter «nos troupes», la brigade du général PIRON. J'arrivai à la gare du Midi, à hauteur de la rue de Mérode, au moment où les chars défilaient, venant de la chaussée de Mons et se dirigeant par les boulevards vers la porte de Hal. Je fus témoin d'un fait qui vaut d'être relaté ici. En réalité, les chars devaient se frayer un passage à travers la foule très dense à cet endroit, et à ce moment, un soldat debout sur la tourelle, se penchant vers le fond du char, s'écria: «Jules, ta femme est là!». Le Jules en question jaillit de la tourelle à l'instant où une femme, se frayant un chemin à travers la foule, fut «projetée» plutôt qu'elle ne sauta sur le char. Le couple s'étreignit avec une telle fougue que la foule, comprenant qu'elle assistait à des retrouvailles de deux époux qui avaient certainement été séparés très longtemps, était en délire.

Je remontais le boulevard de la Porte de Hal tout en suivant les trou-

pes, quand un petit avion allemand de reconnaissance vint survoler la foule, de la Porte de Ninove à la Porte de Hal en suivant le boulevard, et créant un début de panique. Mais la parfaite assurance de nos soldats eul vite fait de nous calmer.

La foule à la Grand-Place, où l'on recevait le général Piron, était aussi dans une liesse générale, près de la folie.

A la soirée, en rentrant vers Forest, je passai devant l'Union Saint-



Démolissement du jeudi 25 mai 1944 à 9h10, trouée d'une bombe qui n'a pas explosé.
(n° 77, rue St Denis)
(Photo: Cercle d'Histoire de Forest)

Gilloise, et vis que les portiques avaient été malmenés par les tanks de l'armée anglaise qui stationnaient sur le stade. La buvette était éclairée et remplie de monde et l'on y dansait. J'entrai et essayai de faire comme tout bon «Belge libéré», c'est-à-dire avoir «mon Anglais». La buvette en était remplie. Assez vite, je dois dire, je sympathisais avec un tankiste Tony. Un nom facile pour un Tommy. En vidant quelques verres de bière Ersatz, nous eûmes une conversation des plus animées à l'aide de son petit dictionnaire de poche.

Je revis Tony tous les soirs qu'il resta en repos à Forest. Au bout de quelques jours, un soir, nous revenions de la ville en descendant du tram au début de l'avenue Van Volxem. Nous remontions la chaussée de Bruxelles quand nous entendîmes des coups de feu dans le haut du parc Duden. Tony m'expliqua que ses camarades recherchaient depuis plusieurs jours des Allemands dans le parc. En effet, le lendemain il m'apprit que les Allemands avaient été tués la veille (3).

Quelques jours après la libération, je fus envoyé en course chez «mon collaborateur». En entrant chez lui, je me l'imaginai, affalé dans un coin de son bureau, complètement abattu. Mais quelle ne fut pas ma surprise en le trouvant, habillé comme à l'accoutumée, campé fièrement devant son bureau, les mains plantées dans les poches et la manche droite ornée d'un brassard aux couleurs nationales. Résistant?? Je ne l'aurais jamais pensé!! A ma surprise, et devançant mes doutes il se mit à rire et m'annonça qu'il était même responsable d'une partie de Bruxelles-ville. Il était également en rapport avec l'atelier de Mr Mazet (4). Ce jour-là je reçus un bon pourboire.

Chez mon ami Rodolphe Gaspard les relations avec les Anglais étaient d'un tout autre domaine. Les grands-parents habitaient la «cuisine-cave», appartement en sous-sol du 115 avenue Wielemans et avaient hébergé pendant les derniers mois de l'occupation deux enfants juifs. Ceux-ci étant partis quelques jours après la libération, ils décidèrent d'héberger deux soldats alliés permissionnaires, comme le faisaient de nombreuses personnes. Ils avaient pour ce faire réservé une chambre mansardée au 2ème étage.

(3) En 1948, en nettoyant une petite parcelle du parc Duden dont l'ancien propriétaire avait été déporté à Forest, au sud de la maison du charbonnier, avenue Cabine Forest, nous avons trouvé dans les bûches les restes, formés de charbonniers ouverts (bois) à quelques mètres de la rue, les vêtements de ce qui avait été sans doute le «cacha» de ces deux Allemands, masqués à gaz, boîtes de conserves, etc.

(4) Trente ans après ces événements, Mr Julien De Hollander, conservateur à l'époque chez Kalenk, me raconta que le 10 et du presque tous ces «ouvriers» étaient des réfugiés et qu'il y avait un système d'entraide, qui permettait de se sauver en cas d'une descente dans l'atelier. Ils traversaient aux permis en passant mécaniques et pouvaient se sauver par les fenêtres qui donnaient sur le parc de l'Université. Un Français aide à un permissionnaire à entrer le ment d'un ruisseau, sous la table du chemin de fer. Ils se retrouvent dans les prisons de la rue du Parc (Forest) actuellement, rue Marguerite Bervoet.

Monsieur De Hollander m'appre même que j'étais partie transporté des armes dans le sud à quel et colorées aux quatre coins de la ville???

Le soir où le premier permissionnaire devait se présenter, la famille au grand complet, et moi avec elle, s'était réunie pour le recevoir dans la cuisine-cave.

Quand enfin on sonna, nous étions tous un peu excités pour savoir qui avait décroché la timbale. La maman de Rodolphe se précipita pour ouvrir la porte.

Oh surprise! Par la porte basse nous vîmes une paire de longues jambes qui n'en finissaient pas de descendre les quelques marches. Ce ne fut que quand les pieds touchèrent le sol que nous découvrîmes le corps et la tête qui les couronnaient. Il se mit au garde-à-vous, salua non sans avoir cogné le plafond de sa main. Il avait plus de deux mètres. Il n'y avait rien d'étonnant à cela quand nous apprîmes qu'il était sergent de la Military Police.

Un corps allemand de charroi automobile, le Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps, ou N.S.K.K. avait été logé dans des baraquements vers la limite de Saint-Gilles. Ce corps, qui s'occupait de l'entretien et de la réparation du matériel, avait été donné, pour se protéger, de batteries de canons anti-aériens, placés le long de l'Avenue des Domaines sur la crête de la sablonnière, face à l'ouest. Une batterie avait été installée sur le toit de la bâtisse faisant le coin de l'Avenue du Roi et de ce qui est devenu la place de Rochefort. Le tir des canons amenait évidemment la chute des shrapnells ou même d'obus entiers non explosés. Un jour, une dame, qui attendait le tram en haut de l'Avenue Wielemans, fut tuée sur place par la chute d'un morceau de métal, obus non explosé ou shrapnell.

Après le départ des Allemands, les baraquements furent occupés par mon Tony et sa brigade et, après eux, par d'autres troupes anglaises dites de « maintenance » (génie).

Et puis l'avance foudroyante des Alliés stagna aux portes de l'Allemagne.

Noël 1944. C'est l'offensive von Rundstedt et son cortège de misères pour nos Ardennes et les cantons rédimés, et la crainte de revoir les troupes allemandes à Bruxelles.

Et le fameux NUTS de Bastogne, le ciel qui se dégage, l'aviation alliée qui reprend l'offensive, les « Sherman » qui foncent à nouveau et passent le Rhin à Remagen.

Mais ce n'était pas encore fini, car ce fut à cette époque que nous eûmes les villes et villages « martyrs ». Pour aider les Ardennais, adopte

des villes. Forest adopte Rochefort où, dans les décombres, on manque absolument de tout cet hiver.

C'est alors que notre petit groupe de « scouts coloniaux » aida de son mieux, en allant quêrir dans tout Forest, maison par maison, des déchets de laine, voire des bouts, que la cheffaine et les guides trico-taient en petits carrés de plus ou moins 20 centimètres de côté, multicolores, qui une fois assemblés devenaient de bien chaudes couvertures pour nos Rochefortois. Ces couvertures, nous avons été les porter nous-mêmes, ainsi que des meubles récoltés, dans l'unique camion de la Commune. Et nous avons vu les dévastations et les ruines de Rochefort.

Nous nous sommes aussi démenés pour vendre des cartes pour les fêtes données au profit de la ville martyre. Je me souviens surtout de la grande fête donnée dans le grand hall de l'école n° 5 du boulevard Guillaume Van Haelen: une salle bondée, des chants patriotiques, des animateurs et artistes bénévoles, tombolas, vente à l'américaine d'un tableau. Dans notre dévouement nous allions presque chercher l'argent dans les poches du public, d'un public lui aussi très très chaleureux, il faut le dire. Nous nous occupions en uniforme de la police de la salle.

Pour terminer cette fête il y avait un bal. Mes camarades, routiers et guides, plus âgés que moi, avaient jugé bon d'apporter des vêtements de ville et de se changer à ce moment pour pouvoir danser eux aussi.

34/25 VILLE DE FOREST

Carte d'évacué

1. Ville de Bruxelles

2. Nom et prénom du chef de ménage

3. Nom et prénom de l'évacué

4. Numéro de sa carte d'identité

5. Lieu et date de naissance

6. Profession

7. Saisies

8. Lien de parenté avec le chef de ménage

9. Adresse de la maison évacuée

10. Propriétés, revenus ou moyens d'existence (indiquer la nature et le montant)

11. L'intermédiaire qui l'indique

12. Date de l'évacuation

13. Remarques

14. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

15. Certifié exact à

16. Le 27/11/44 L'inspecteur

17. L'intermédiaire qui l'indique

18. Numéro de la carte

19. Date de l'évacuation

20. Remarques

21. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

22. Certifié exact à

23. Le 27/11/44 L'inspecteur

24. L'intermédiaire qui l'indique

25. Numéro de la carte

26. Date de l'évacuation

27. Remarques

28. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

29. Certifié exact à

30. Le 27/11/44 L'inspecteur

31. L'intermédiaire qui l'indique

32. Numéro de la carte

33. Date de l'évacuation

34. Remarques

35. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

36. Certifié exact à

37. Le 27/11/44 L'inspecteur

38. L'intermédiaire qui l'indique

39. Numéro de la carte

40. Date de l'évacuation

41. Remarques

42. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

43. Certifié exact à

44. Le 27/11/44 L'inspecteur

45. L'intermédiaire qui l'indique

46. Numéro de la carte

47. Date de l'évacuation

48. Remarques

49. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

50. Certifié exact à

51. Le 27/11/44 L'inspecteur

52. L'intermédiaire qui l'indique

53. Numéro de la carte

54. Date de l'évacuation

55. Remarques

56. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

57. Certifié exact à

58. Le 27/11/44 L'inspecteur

59. L'intermédiaire qui l'indique

60. Numéro de la carte

61. Date de l'évacuation

62. Remarques

63. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

64. Certifié exact à

65. Le 27/11/44 L'inspecteur

66. L'intermédiaire qui l'indique

67. Numéro de la carte

68. Date de l'évacuation

69. Remarques

70. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

71. Certifié exact à

72. Le 27/11/44 L'inspecteur

73. L'intermédiaire qui l'indique

74. Numéro de la carte

75. Date de l'évacuation

76. Remarques

77. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

78. Certifié exact à

79. Le 27/11/44 L'inspecteur

80. L'intermédiaire qui l'indique

81. Numéro de la carte

82. Date de l'évacuation

83. Remarques

84. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

85. Certifié exact à

86. Le 27/11/44 L'inspecteur

87. L'intermédiaire qui l'indique

88. Numéro de la carte

89. Date de l'évacuation

90. Remarques

91. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

92. Certifié exact à

93. Le 27/11/44 L'inspecteur

94. L'intermédiaire qui l'indique

95. Numéro de la carte

96. Date de l'évacuation

97. Remarques

98. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

99. Certifié exact à

100. Le 27/11/44 L'inspecteur

101. L'intermédiaire qui l'indique

102. Numéro de la carte

103. Date de l'évacuation

104. Remarques

105. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

106. Certifié exact à

107. Le 27/11/44 L'inspecteur

108. L'intermédiaire qui l'indique

109. Numéro de la carte

110. Date de l'évacuation

111. Remarques

112. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

113. Certifié exact à

114. Le 27/11/44 L'inspecteur

115. L'intermédiaire qui l'indique

116. Numéro de la carte

117. Date de l'évacuation

118. Remarques

119. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

120. Certifié exact à

121. Le 27/11/44 L'inspecteur

122. L'intermédiaire qui l'indique

123. Numéro de la carte

124. Date de l'évacuation

125. Remarques

126. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

127. Certifié exact à

128. Le 27/11/44 L'inspecteur

129. L'intermédiaire qui l'indique

130. Numéro de la carte

131. Date de l'évacuation

132. Remarques

133. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

134. Certifié exact à

135. Le 27/11/44 L'inspecteur

136. L'intermédiaire qui l'indique

137. Numéro de la carte

138. Date de l'évacuation

139. Remarques

140. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

141. Certifié exact à

142. Le 27/11/44 L'inspecteur

143. L'intermédiaire qui l'indique

144. Numéro de la carte

145. Date de l'évacuation

146. Remarques

147. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

148. Certifié exact à

149. Le 27/11/44 L'inspecteur

150. L'intermédiaire qui l'indique

151. Numéro de la carte

152. Date de l'évacuation

153. Remarques

154. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

155. Certifié exact à

156. Le 27/11/44 L'inspecteur

157. L'intermédiaire qui l'indique

158. Numéro de la carte

159. Date de l'évacuation

160. Remarques

161. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

162. Certifié exact à

163. Le 27/11/44 L'inspecteur

164. L'intermédiaire qui l'indique

165. Numéro de la carte

166. Date de l'évacuation

167. Remarques

168. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

169. Certifié exact à

170. Le 27/11/44 L'inspecteur

171. L'intermédiaire qui l'indique

172. Numéro de la carte

173. Date de l'évacuation

174. Remarques

175. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

176. Certifié exact à

177. Le 27/11/44 L'inspecteur

178. L'intermédiaire qui l'indique

179. Numéro de la carte

180. Date de l'évacuation

181. Remarques

182. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

183. Certifié exact à

184. Le 27/11/44 L'inspecteur

185. L'intermédiaire qui l'indique

186. Numéro de la carte

187. Date de l'évacuation

188. Remarques

189. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

190. Certifié exact à

191. Le 27/11/44 L'inspecteur

192. L'intermédiaire qui l'indique

193. Numéro de la carte

194. Date de l'évacuation

195. Remarques

196. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

197. Certifié exact à

198. Le 27/11/44 L'inspecteur

199. L'intermédiaire qui l'indique

200. Numéro de la carte

201. Date de l'évacuation

202. Remarques

203. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

204. Certifié exact à

205. Le 27/11/44 L'inspecteur

206. L'intermédiaire qui l'indique

207. Numéro de la carte

208. Date de l'évacuation

209. Remarques

210. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

211. Certifié exact à

212. Le 27/11/44 L'inspecteur

213. L'intermédiaire qui l'indique

214. Numéro de la carte

215. Date de l'évacuation

216. Remarques

217. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

218. Certifié exact à

219. Le 27/11/44 L'inspecteur

220. L'intermédiaire qui l'indique

221. Numéro de la carte

222. Date de l'évacuation

223. Remarques

224. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

225. Certifié exact à

226. Le 27/11/44 L'inspecteur

227. L'intermédiaire qui l'indique

228. Numéro de la carte

229. Date de l'évacuation

230. Remarques

231. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

232. Certifié exact à

233. Le 27/11/44 L'inspecteur

234. L'intermédiaire qui l'indique

235. Numéro de la carte

236. Date de l'évacuation

237. Remarques

238. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

239. Certifié exact à

240. Le 27/11/44 L'inspecteur

241. L'intermédiaire qui l'indique

242. Numéro de la carte

243. Date de l'évacuation

244. Remarques

245. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

246. Certifié exact à

247. Le 27/11/44 L'inspecteur

248. L'intermédiaire qui l'indique

249. Numéro de la carte

250. Date de l'évacuation

251. Remarques

252. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

253. Certifié exact à

254. Le 27/11/44 L'inspecteur

255. L'intermédiaire qui l'indique

256. Numéro de la carte

257. Date de l'évacuation

258. Remarques

259. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

260. Certifié exact à

261. Le 27/11/44 L'inspecteur

262. L'intermédiaire qui l'indique

263. Numéro de la carte

264. Date de l'évacuation

265. Remarques

266. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

267. Certifié exact à

268. Le 27/11/44 L'inspecteur

269. L'intermédiaire qui l'indique

270. Numéro de la carte

271. Date de l'évacuation

272. Remarques

273. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

274. Certifié exact à

275. Le 27/11/44 L'inspecteur

276. L'intermédiaire qui l'indique

277. Numéro de la carte

278. Date de l'évacuation

279. Remarques

280. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

281. Certifié exact à

282. Le 27/11/44 L'inspecteur

283. L'intermédiaire qui l'indique

284. Numéro de la carte

285. Date de l'évacuation

286. Remarques

287. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

288. Certifié exact à

289. Le 27/11/44 L'inspecteur

290. L'intermédiaire qui l'indique

291. Numéro de la carte

292. Date de l'évacuation

293. Remarques

294. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

295. Certifié exact à

296. Le 27/11/44 L'inspecteur

297. L'intermédiaire qui l'indique

298. Numéro de la carte

299. Date de l'évacuation

300. Remarques

301. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

302. Certifié exact à

303. Le 27/11/44 L'inspecteur

304. L'intermédiaire qui l'indique

305. Numéro de la carte

306. Date de l'évacuation

307. Remarques

308. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

309. Certifié exact à

310. Le 27/11/44 L'inspecteur

311. L'intermédiaire qui l'indique

312. Numéro de la carte

313. Date de l'évacuation

314. Remarques

315. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

316. Certifié exact à

317. Le 27/11/44 L'inspecteur

318. L'intermédiaire qui l'indique

319. Numéro de la carte

320. Date de l'évacuation

321. Remarques

322. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

323. Certifié exact à

324. Le 27/11/44 L'inspecteur

325. L'intermédiaire qui l'indique

326. Numéro de la carte

327. Date de l'évacuation

328. Remarques

329. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

330. Certifié exact à

331. Le 27/11/44 L'inspecteur

332. L'intermédiaire qui l'indique

333. Numéro de la carte

334. Date de l'évacuation

335. Remarques

336. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

337. Certifié exact à

338. Le 27/11/44 L'inspecteur

339. L'intermédiaire qui l'indique

340. Numéro de la carte

341. Date de l'évacuation

342. Remarques

343. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

344. Certifié exact à

345. Le 27/11/44 L'inspecteur

346. L'intermédiaire qui l'indique

347. Numéro de la carte

348. Date de l'évacuation

349. Remarques

350. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

351. Certifié exact à

352. Le 27/11/44 L'inspecteur

353. L'intermédiaire qui l'indique

354. Numéro de la carte

355. Date de l'évacuation

356. Remarques

357. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

358. Certifié exact à

359. Le 27/11/44 L'inspecteur

360. L'intermédiaire qui l'indique

361. Numéro de la carte

362. Date de l'évacuation

363. Remarques

364. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

365. Certifié exact à

366. Le 27/11/44 L'inspecteur

367. L'intermédiaire qui l'indique

368. Numéro de la carte

369. Date de l'évacuation

370. Remarques

371. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

372. Certifié exact à

373. Le 27/11/44 L'inspecteur

374. L'intermédiaire qui l'indique

375. Numéro de la carte

376. Date de l'évacuation

377. Remarques

378. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

379. Certifié exact à

380. Le 27/11/44 L'inspecteur

381. L'intermédiaire qui l'indique

382. Numéro de la carte

383. Date de l'évacuation

384. Remarques

385. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

386. Certifié exact à

387. Le 27/11/44 L'inspecteur

388. L'intermédiaire qui l'indique

389. Numéro de la carte

390. Date de l'évacuation

391. Remarques

392. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

393. Certifié exact à

394. Le 27/11/44 L'inspecteur

395. L'intermédiaire qui l'indique

396. Numéro de la carte

397. Date de l'évacuation

398. Remarques

399. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

400. Certifié exact à

401. Le 27/11/44 L'inspecteur

402. L'intermédiaire qui l'indique

403. Numéro de la carte

404. Date de l'évacuation

405. Remarques

406. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

407. Certifié exact à

408. Le 27/11/44 L'inspecteur

409. L'intermédiaire qui l'indique

410. Numéro de la carte

411. Date de l'évacuation

412. Remarques

413. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

414. Certifié exact à

415. Le 27/11/44 L'inspecteur

416. L'intermédiaire qui l'indique

417. Numéro de la carte

418. Date de l'évacuation

419. Remarques

420. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

421. Certifié exact à

422. Le 27/11/44 L'inspecteur

423. L'intermédiaire qui l'indique

424. Numéro de la carte

425. Date de l'évacuation

426. Remarques

427. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

428. Certifié exact à

429. Le 27/11/44 L'inspecteur

430. L'intermédiaire qui l'indique

431. Numéro de la carte

432. Date de l'évacuation

433. Remarques

434. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

435. Certifié exact à

436. Le 27/11/44 L'inspecteur

437. L'intermédiaire qui l'indique

438. Numéro de la carte

439. Date de l'évacuation

440. Remarques

441. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

442. Certifié exact à

443. Le 27/11/44 L'inspecteur

444. L'intermédiaire qui l'indique

445. Numéro de la carte

446. Date de l'évacuation

447. Remarques

448. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

449. Certifié exact à

450. Le 27/11/44 L'inspecteur

451. L'intermédiaire qui l'indique

452. Numéro de la carte

453. Date de l'évacuation

454. Remarques

455. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

456. Certifié exact à

457. Le 27/11/44 L'inspecteur

458. L'intermédiaire qui l'indique

459. Numéro de la carte

460. Date de l'évacuation

461. Remarques

462. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

463. Certifié exact à

464. Le 27/11/44 L'inspecteur

465. L'intermédiaire qui l'indique

466. Numéro de la carte

467. Date de l'évacuation

468. Remarques

469. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

470. Certifié exact à

471. Le 27/11/44 L'inspecteur

472. L'intermédiaire qui l'indique

473. Numéro de la carte

474. Date de l'évacuation

475. Remarques

476. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

477. Certifié exact à

478. Le 27/11/44 L'inspecteur

479. L'intermédiaire qui l'indique

480. Numéro de la carte

481. Date de l'évacuation

482. Remarques

483. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

484. Certifié exact à

485. Le 27/11/44 L'inspecteur

486. L'intermédiaire qui l'indique

487. Numéro de la carte

488. Date de l'évacuation

489. Remarques

490. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

491. Certifié exact à

492. Le 27/11/44 L'inspecteur

493. L'intermédiaire qui l'indique

494. Numéro de la carte

495. Date de l'évacuation

496. Remarques

497. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

498. Certifié exact à

499. Le 27/11/44 L'inspecteur

500. L'intermédiaire qui l'indique

501. Numéro de la carte

502. Date de l'évacuation

503. Remarques

504. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

505. Certifié exact à

506. Le 27/11/44 L'inspecteur

507. L'intermédiaire qui l'indique

508. Numéro de la carte

509. Date de l'évacuation

510. Remarques

511. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

512. Certifié exact à

513. Le 27/11/44 L'inspecteur

514. L'intermédiaire qui l'indique

515. Numéro de la carte

516. Date de l'évacuation

517. Remarques

518. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

519. Certifié exact à

520. Le 27/11/44 L'inspecteur

521. L'intermédiaire qui l'indique

522. Numéro de la carte

523. Date de l'évacuation

524. Remarques

525. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

526. Certifié exact à

527. Le 27/11/44 L'inspecteur

528. L'intermédiaire qui l'indique

529. Numéro de la carte

530. Date de l'évacuation

531. Remarques

532. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

533. Certifié exact à

534. Le 27/11/44 L'inspecteur

535. L'intermédiaire qui l'indique

536. Numéro de la carte

537. Date de l'évacuation

538. Remarques

539. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

540. Certifié exact à

541. Le 27/11/44 L'inspecteur

542. L'intermédiaire qui l'indique

543. Numéro de la carte

544. Date de l'évacuation

545. Remarques

546. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

547. Certifié exact à

548. Le 27/11/44 L'inspecteur

549. L'intermédiaire qui l'indique

550. Numéro de la carte

551. Date de l'évacuation

552. Remarques

553. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

554. Certifié exact à

555. Le 27/11/44 L'inspecteur

556. L'intermédiaire qui l'indique

557. Numéro de la carte

558. Date de l'évacuation

559. Remarques

560. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

561. Certifié exact à

562. Le 27/11/44 L'inspecteur

563. L'intermédiaire qui l'indique

564. Numéro de la carte

565. Date de l'évacuation

566. Remarques

567. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

568. Certifié exact à

569. Le 27/11/44 L'inspecteur

570. L'intermédiaire qui l'indique

571. Numéro de la carte

572. Date de l'évacuation

573. Remarques

574. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

575. Certifié exact à

576. Le 27/11/44 L'inspecteur

577. L'intermédiaire qui l'indique

578. Numéro de la carte

579. Date de l'évacuation

580. Remarques

581. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

582. Certifié exact à

583. Le 27/11/44 L'inspecteur

584. L'intermédiaire qui l'indique

585. Numéro de la carte

586. Date de l'évacuation

587. Remarques

588. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

589. Certifié exact à

590. Le 27/11/44 L'inspecteur

591. L'intermédiaire qui l'indique

592. Numéro de la carte

593. Date de l'évacuation

594. Remarques

595. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exacts et complets

596. Certifié exact à

597. Le 27/11/44 L'inspecteur

598. L'intermédiaire qui l'indique

599. Numéro de la carte

600. Date de l'évacuation

601. Remarques

602. L'adresse des lieux où les renseignements qui précèdent sont exact

Quant à moi, je n'éprouvais pas encore le besoin de ces plaisirs et je continuai à donner un renseignement par ici, une chaise par là.

La soirée battait son plein quand, dans l'ambiance, une jeune chanteuse, qui était venue bénévolement animer la fête, vint m'inviter à danser. En rougissant je refusai poliment, disant que je ne pouvais pas danser en uniforme. Pour la pétulante jeune fille ce ne fut pas un problème. Elle alla trouver mon «chef», l'attira chez moi, et, en quelques mots bien placés, j'avais la permission de danser à la condition d'enlever mon foulard et mon chapeau (pour un scout, le foulard et le chapeau sont un peu comme le calot d'un gendarme). La chose faite, je fus bien obligé de confesser à cette dynamique jeune fille que je n'avais jamais dansé.

«Qu'à cela ne tienne —dit-elle— je vais vous l'apprendre». Et elle m'apprit à valser, et trouva pour la relayer une amie un peu plus âgée qu'elle. Je pense que l'apprentissage dut être assez laborieux, surtout que j'étais chaussé de grosses bottines à clous, et que ma deuxième partenaire n'était autre que Monique (5) Kerida, une danseuse étoile de la Monnaie à l'époque, et qui comme Forestoise avait aussi apporté son concours bénévole à la fête. Et c'est ainsi que j'eus l'honneur d'apprendre à danser avec une danseuse étoile et une pétulante animatrice. J'ai nommé Annie Cardy!

Le 2 octobre 1944 je quittais la Maison Mazel car je pouvais gagner plus en travaillant avec mon père comme aide-maçon chez Jeanlin. Après quelques travaux sur les toits nous allâmes faire un travail en entreprise à Grimbergen aux usines Stassano. Nous y allions tous les matins en train jusque Louvain et de là le vicinal jusque Grimbergen. Pour le poêle qui normalement devait chauffer le tram, il n'y avait pas de charbon, comme nulle part d'ailleurs. Le manque de combustible était général et même parfois dramatique.

Mon père eut vite résolu le problème. Sur les talus de la propriété Fontaine, derrière le mur noir, poussaient de nombreux jeunes arbres de 7 à 8 ans, au tronc encore bien droit. Profitant de l'occultation encore en vigueur, la nuit, armés de scies nous escaladions le mur noir. Nous abattions un ou deux arbres choisis pendant le jour et, aidés d'un locataire, on basculait la base des jeunes arbres au-dessus du mur. En l'empoignant alors à deux nous foncions toutes portes ouvertes à travers le corridor jusque dans la cour, où nous pouvions le débiter à l'aise et partager avec le locataire du premier. Nous ne fûmes pas les seuls et, dès la tombée de la nuit, il était courant d'entendre les bruits de scie et des chutes d'arbres.

(5) Monique Cardy, épouse Van Campenhou, maîtresse de ballet.

Hélas! Encore une fois la mine fut vite épuisée et la propriété Fontaine fut bien nettoyée de son sous-bois

VILLE DE BRUXELLES B
STAD BRUSSEL

NOLTINX *Annie*
(nom et prénom - naam en voornaam)

N°

Carte de Sinistré - Kaart van Grotelsterde

Adresse : *me A. Denis 13*
Adres

Logement provisoire *10 de Pic 13*
Voorlopige woning

Composition de la famille
Samenstelling van het gezin

1	<i>Paul</i>	<i>6/1/19</i>
2	<i>Guy Ellen</i>	<i>1/1/19</i>
3	<i>Michelle Marie</i>	<i>19/8/50</i>
4		
5		
6		
7		

Bruxelles, le *13/10/44*
Brussel, den

J. Thuyt

Carte de sinistré-évacué - Bombardement du 25 mai 1944 (N° 30)
(Photo: Cercle d'histoire de Forest)

Pour les habitants de l'avenue Denayer, ou du moins pour quelques uns, un autre système pour parvenir à se chauffer consistait à monter à l'assaut des wagons transportant du charbon. A cause de la courbe très prononcée de la ligne (refaite depuis lors) entre la gare de Forest et celle d'Uccle Stalle, les trains devaient y ralentir très fortement. Cet «approvisionnement» n'était d'ailleurs pas sans dangers.

Mais un jour, au moment de descendre le talus, je compris que c'en était fini de chaparder du charbon. Les autres chapardeurs et moi-même avions aperçu à temps un soldat américain, armé d'une mitrailleuse, qui tenait l'enfilade des wagons en joue. Il fallait choisir : la mort par le froid ou par les balles. Nous avons choisi pour la mort lente.

J'en reviens à ce travail à Grimbergen. A part le déplacement dans le froid c'était un bon travail, et bien rémunéré. Mais il y avait encore un autre inconvénient : nous étions sur le passage des bombes volantes V1, qui, à cette époque étaient dirigées sur Anvers mais allaient souvent bien plus loin.

Nous fûmes vite habitués au «PET-PET-PET» du passage de ces bombes, et celle qui tomba dans le Bempt à Forest ne m'impressionna pas plus que celles qui passaient par Anvers. Par contre, les V2, ces bombes qui tombaient sans crier gare, sans qu'il y ait même une alerte, m'ont donné la frousse. Et par peur je décidai, contre l'avis de mes parents, de dormir dans la cave, et je l'ai fait jusqu'à la fin de la guerre.

Après Grimbergen, Mr Jeanlin, ayant moins de travail, me remercia. Quelques heures plus tard j'avais trouvé un emploi au lavoir FOX, avenue du Pont de Luttre (actuellement un coiffeur). J'y travaillais à mon compte, c'est-à-dire que je devais me louer une charrette à bras au loueur de la rue de Belgrade n° 82, je crois. Et d'après les listes que le patron me remettait le matin, je devais aller chercher les paniers et ballots de linge sale chez les clients et ensuite les ramener propres le lendemain. C'était d'un bon rapport et il y avait souvent des pourboires. C'était pourtant bien dur, bien que j'étais costaud, de tirer une charrette pleine de linge, surtout quand il fallait monter jusqu'à l'Altitude Cent. Enfin, je le répète, c'était un bon rapport.

Mais tout a une fin. Même et surtout les bonnes choses. Un beau jour de février 1945 le patron du lavoir me demanda si je pouvais conduire une camionnette et je fus bien obligé de répondre négativement. Il me remercia car il venait d'acheter un véhicule automobile pour transporter le linge.

Enfin, c'est la vie ! Mais je trouvai rapidement un autre emploi, cette fois à Uccle St. Job, 119 rue Copernic, chez Alleson et Rathé, pépliniéristes. J'y commençai le 20 février 1945.

C'est là que je pris conscience du métier qui allait dinger toute ma carrière, et là aussi que me surprit agréablement l'armistice, le 8 mai 1945.

F.J. VAN HULLE

LE RECIT D'ALBERT VAN LIL

Le 1^{er} septembre 1939, les Allemands attaquent la Pologne (à partir de Dantzig) et, quelques jours plus tard, les Russes font de même de leur côté. Le pays est vaincu en peu de jours.

En Belgique, la mobilisation générale est décrétée (en 1938, nous avons eu une répétition générale lors des accords de Munich et du dépeçage de la Tchécoslovaquie) et l'on crée pour la population un service de protection civile, dans lequel je m'engage. Deux ou trois soirées par semaine, nous nous réunissons dans les caves de l'ancien orphelinat Momm, avenue de Fléron, où ont lieu maintenant les consultations pour nourrissons, sous la présidence de Melle Gabrielle WIELEMANS, sœur des brasseurs. On nous enseigne comment construire des abris, porter un masque à gaz, évacuer des blessés, etc.

Beaucoup de Forestois sont mobilisés. Mon frère Maurits est à Liège et le fils Munster est dans le fort d'Eben Emael. On peut correspondre avec les rappelés, mais l'enveloppe ne peut mentionner que l'unité «quelque part en Belgique». Mon beau-frère François Van den Bossche, chasseur ardennais, se trouve à Arlon.

Le dimanche 3 septembre, à 11h du matin, l'Angleterre, garante de la Pologne, déclare la guerre à l'Allemagne. Le soir à 18h, la France fait de même, mais elles ne font rien de plus. C'est la «drôle de guerre». La Hollande mobilise également. Toutes les communications avec l'Allemagne sont coupées.

Bien que l'opinion générale à Bruxelles soit anti-allemande, il y en a cependant qui approuvent l'agrandissement du Reich et la création de la Warthegau, colonie allemande en territoire polonais. Chose remarquable, tout ce qui est ou veut paraître communiste se doit d'approuver et ferme la bouche sans protester. De même, bon nombre de rexistes sont germanophiles.

La Croix Rouge organise une collecte de livres en faveur des mobilisés, et je donne une partie de ma collection.

Je travaille comme traducteur indépendant dans un bureau mis à ma disposition au Palais de Justice, mais les restrictions aux communications internationales commencent à se faire sentir, et les affaires diminuent comme tout le commerce d'ailleurs.

En 1939, le cercle dramatique De Broedermin doit fêter ses cinquante ans d'existence. Le jubilé de 25 ans n'a pu être fêté à cause de l'invasion allemande d'août 1914. Une nouvelle fois, l'anniversaire est troublé par une invasion allemande, cette fois en Pologne. Le jubilé est fêté en mineur. Il y a une réception à la maison communale, où le Collège remet aux dirigeants une plaquette de bronze, en commémoration de l'événement. Chacun s'attend au pire, mais on continue.

La fête usuelle de Noël a lieu le dimanche 24 décembre à la Clef de Sol, place St-Denis. Cette fois au profit de l'Oeuvre du Collis du Soldat. L'entrée générale est fixée à trois francs et il y a une tombola. La fête connaît un franc succès et laisse un bénéfice net de 1.805,65 F, remis à l'échevin Leemans, président de l'Oeuvre, qui remercie par une lettre du 15 janvier 1940.

Le 12 janvier 1940, nous avons accueilli avec joie notre quatrième, Christiaan, un beau joufflu. Dès qu'il est inscrit à l'état civil et dans notre carnet de mariage, je vais, tout fier, à la Ligue des Familles Nombreuses, encore établie à cette époque à la place des Barricades. On me dit que le président de la section de Forest est M. BEUTHE, de l'avenue Molière, et le secrétaire M. DARMS, avenue St-Augustin. C'est à eux que je devrai m'adresser à l'avenir.

A la demande des autorités militaires, le Broedermin donne, le dimanche 25 février à Eckloo, deux représentations de La Famille KLEPKENS: une l'après-midi, gratuite pour les soldats et une autre le soir, gratuite pour les officiers et payante pour le public, fort nombreux. Succès exceptionnel. Après les représentations, la Ville offre aux membres du Broedermin un excellent dîner.

Au Palais de Justice, les affaires se ressentent de la situation; elles diminuent mais les frais augmentent. Pour la reprise de la quote-part de mon associé, j'ai dû contracter un emprunt que je rembourse par mensualités de 500 F. Les cartes de tram coûtent 16 F pour 20 trajets, les billets sont à 0,90 F en seconde et à 1,05 F en première classe. On continue et on espère toujours. Et puis c'est:

LA GUERRE

Le vendredi 10 mai à 5h25, nous sommes réveillés par la sirène de la maison communale et, en même temps, par le bruit d'explosions venant de la direction du nord. C'est la guerre. Ces sales bêtes de boches nous envahissent de nouveau. Et cette fois, nos hommes n'ont même pas l'occasion de se défendre. La radio annonce que la forteresse préten-

dument imprenable d'Eben Emael est mise hors combat et le premier Forestois, le jeune architecte Charles Münster, un des défenseurs, meurt pour la patrie. Le canal Albert est franchi partout. Et non seulement la Belgique, mais la Hollande, le Luxembourg et la France sont envahis.

Le même jour paraît au Moniteur Belge une loi réglant l'exécution des dispositions prises en matière de ravitaillement. A partir du 11, chaque citoyen peut retirer à la maison communale sa carte de ravitaillement numérotée, et les timbres de ravitaillement nécessaires pour un mois. Ces timbres sont à remettre aux commerçants pour obtenir, contre paiement du prix fixé, les produits rationnés à concurrence des rations fixées pour chacun. Il y a des timbres pour le pain et les produits farineux, pour le café ou un ersatz, pour le sel, le sucre et les produits à base de sucre, les pommes de terre, la viande, le chocolat, les produits laitiers, le savon, etc.

Dès le mercredi 15, la Hollande a déposé les armes et la reine s'est réfugiée en Angleterre. Et puis nous voyons de temps en temps quelques soldats hollandais s'enfuir à vélo vers on ne sait où. Le savent-ils eux-mêmes seulement? On apprend que les soldats des cantons de l'Est ont détruit les détonateurs des ponts et guidé les ennemis vers nos défenses.

Le gouvernement et les autorités perdent la tête. La radio émet les nouvelles les plus contradictoires et est brouillée par un émetteur très puissant, qui affirme être Bruxelles. Tous les hommes valides, non sous les armes, doivent se rassembler en Flandre Occidentale, en un endroit qui sera précisé plus tard. La poste et le téléphone ne fonctionnent plus et toutes les gares importantes sont hors d'usage.

Le mercredi 15 mai, nous décidons d'envoyer les garçons chez mes parents, à Welle. J'irai à vélo, Jozef devant, et Rembrandt derrière. Mais pratiquement tous les ponts ont été détruits par l'armée belge, et à Anderlecht, nous passons le canal pour la passerelle sur les portes de l'écluse. Toutes les routes sont mitraillées constamment. Les stukas (bombardiers plongeurs) arrivent avec un hurlement effroyable, tout droit vers l'objectif et y lancent leur grosse bombe, puis se redressent immédiatement, montent et s'enfuient. Mais les canonnières postés près des objectifs importants savent que ce redressement exige un effort presque surnumain du pilote et que l'avion est très vulnérable à ce moment. Pres de Denderleeuw, nous voyons un stuka plonger, lancer sa bombe et retomber presque aussitôt. Un de moins. Les canonnières sont des Anglais, ils rient bruyamment en nous voyant.

L'armée belge réquisitionne les autos des civils. Mon cousin Henri

est officier et le jeudi 16 sa mère, la tante Elise, veuve désormais seule, vient loger chez nous.

Ce que nous avons déjà entendu du sort des Polonais est horrible : exécutions en masse, expulsions des habitants de villages entiers, et déportation vers des usines souterraines ou des camps où ils servent de cobayes. Beaucoup de Forestois obéissent à la consigne et partent à pied ou à vélo. Josse Remilly ira jusque Anglet, dans les Pyrénées et ne reviendra que le 26 juillet. Il est vrai qu'il travaille à la Ligue Vélocipédique Belge. A la Protection Civile, la garde est permanente et pour le moment j'ai le service de nuit.

Jeudi soir, le 16, en allant prendre mon service à l'avenue Fléron, je vois que tout est vide. La Protection Civile s'est protégée elle-même et est partie avec armes et bagages dans des camions de Wielemans. Les boches ont dépassé la Meuse et la commune est traversée nuit et jour par des fuyards civils. Par ailleurs, on voit partout des espions. N'importe quel piéton inconnu, qui flâne ou se promène, est arrêté et conduit au bureau de police où l'on ne sait qu'en faire, faute d'instructions. Des officiers courent ça et là, et parmi eux je reconnais Gaston Leblanc. Que dois-je faire ? Nous avons très peu d'économies et pas de revenus. Je me rappelle la guerre 14-18 pendant laquelle ma mère continuait à toucher la moitié du traitement de mon père, contremaître au chemin de fer et soldat. Je pourrais donc, en France ou ailleurs, travailler pour le gouvernement tout en échappant aux boches, et Maria, ma femme, toucherait une partie de mon traitement. Tandis que rester ici ne nous avancerait pas. Certains, comme les frères Soetewey, instituteurs au Dries, sont convaincus que la guerre finira chez nous aussi vite qu'en Pologne, c'est-à-dire dans quelques jours, et que mieux vaut rester.

Mais le vendredi 17 à 9h30, je pars à vélo pour Denderleeuw où la tante Célestine me donne une pièce d'argent de 20 F (ma seule fortune). De là à Welle pour saluer mes parents et les enfants, puis à Zottegem où mon frère est en convalescence chez ses beaux-parents, après une opération.

Je passe la nuit à Zottegem et le lendemain nous partons à trois : mon frère Maurits, Charles, un jeune cousin de sa femme, et moi. Le soir, nous arrivons à Comines, chez Hector Leblanc, une vieille connaissance depuis l'autre guerre, et frère du commissaire Gaston Leblanc de Forest. Nous y passons la nuit et renouvelons notre provision de vivres.

Nous arrivons le dimanche soir à Nieupoort pour y chercher un logement et mendier un peu de vivres chez l'oncle Paul, un ancien Forestois émigré après la première guerre vers les « régions dévastées » comme

serrurier-constructeur, ensemble avec Munster, un autre Forestois devenu entrepreneur. Mais tout le monde s'est enfui vers la France. Maurits reçoit à manger de l'armée, où il restera d'ailleurs, et partage ses vivres entre Charles et moi.

Le lendemain, lundi, Charles et moi nous nous rendons vers la frontière. Mais des milliers de gens y attendent, et nous ne pouvons pas entrer en France. Cette frontière à ce moment est pour nous délivrance des horreurs de la guerre, le gîte et la paix. Mais ce n'est qu'un rêve, de nous pauvres Belges. Car de l'autre côté de la frontière, les chars allemands sont entrés en masse et à toute vitesse, à travers un pays pratiquement sans défense, vers la mer, et une marée de réfugiés afflue vers le nord, vers cette même frontière, tandis que des soldats français traînent vers le sud d'immenses canons du siècle dernier. Et dans cette mêlée de gens entre Courtrai et Boulogne, les chasseurs allemands mitraillent sans arrêt, tandis que des bombes démolissent les blocs de maisons et les usines. Un véritable enfer.

A hauteur de Poperinghe, les douaniers français sont repoussés, et par milliers nous entrons en France. Charles est perdu de vue et, aux environs de Calais, nous passons la nuit sous un hangar ouvert.

Mardi, avec une troupe de cyclistes, je roule jusque Etaples, où nous voulons traverser la Canche. Mais le pont est démolí et nous reflouons vers l'intérieur du pays, jusque Nesle. Mes dernières provisions sont consommées. Nous entrons dans une ferme abandonnée, où cependant le bétail est resté dans les prairies. Là, je vois comment on se tire d'affaire. Quelques-uns s'efforcent de traire les vaches, sans grand succès, tandis que des briquetiers de la région du Rupel vont chercher un veau, le tuent à coups de briques et, avec leurs couteaux, commencent à le dépecer. On arrache quelques portes auxquelles on met le feu. Chacun reçoit un morceau qu'il peut faire cuire. Quelques femmes avec de jeunes enfants, de la région de Louvain, sont vraiment malheureuses et reçoivent leur viande cuite, par priorité. Un laitier de Haacht leur donne sa dernière miche de pain. Il y a de l'eau dans un puits assez profond, mais un chien mort y flotte. Que faire ? Je tranche la question en disant que sans eau, nous mourrions certainement de soif (nous sommes tous exténués et il fait terriblement chaud). Si nous buvons l'eau du puits, nous aurons peut-être une maladie, mais nous vivrons. C'est décidé. On puise l'eau, chacun peut boire au seau, même y plonger sa viande et nous avons à boire et à manger. Et puis nous dormons, bercés par la musique des chasseurs qui hurlent et des bombes qui explosent de tous côtés, car nous sommes fourbus. Le lendemain matin, nous allons voir, mais tous les chemins sont encombrés de gens qui fuyent vers le nord ou vers le sud, tous entremêlés. Nous rentrons à la ferme et mangeons les restes du veau.

Vers midi, nous sommes témoins d'un combat aérien entre deux chasseurs allemands et un hydravion français, reconnaissable à ses grands flotteurs. Le combat dure jusqu'au soir, quand l'hydravion tombe et les Allemands partent vers le sud. Donc, ils sont au sud de nous plus loin en France, et nous n'avons plus d'espoir de nous sauver dans cette direction. Nous passons une deuxième nuit à la ferme.

Le jeudi matin, nous décidons à cinq de retourner vers le nord. De loin, nous voyons Arras en feu et rencontrons les premiers Allemands. Ils veulent savoir d'où nous venons, qui nous sommes et où nous allons. Je leur débile une fable en disant que nous sommes des Flamands, emmenés par les Anglais, que nous avons pu nous échapper et que nous sommes presque morts de faim. Ceci surtout parce que je les vois, debout, à côté de leurs chars d'assaut, manger des tranches de pain. Finalement, nous recevons chacun un demi-pain, sûr comme du vinaigre, mais délicieux comme une manne céleste. Avec un Grüss Gott, auquel ils répondent par Heil Hitler, nous continuons notre chemin jusqu'au premier coin de rue où je dois tout raconter. Dans la foule des fuyards, je perds les quatre autres et passe la nuit dans un grenier près de Saint-Pol.

En direction de Beaumetz, je suis happé par une grande troupe de cyclistes, entourée d'Allemands à moto. On raconte qu'ils nous emmènent en Allemagne. Je fais signe de me suivre à un jeune homme qui, d'après son accent, doit venir des environs de Louvain. Nous nous poussons vers l'avant du groupe et le traversons jusqu'à l'autre côté de la rue, de manière à ne pas être suivis par le motocycliste allemand, et puis je ralentis. Plus loin, la route tourne à gauche et passe sous un pont de chemin de fer. Soudain, je tire les freins à bloc et je m'étale, mon poursuivant sur moi. «Espèce d'idiot, qu'est-ce que tu as fichu là!» Les motocyclistes nous crient «Mitfahren», mais je n'ai aucune hâte. Dès que le groupe est sous le pont, je me lève, redresse mon guidon et nous filons à toute vitesse en direction opposée. Au bout d'une demi-heure environ, je me retourne et constate que nous ne sommes pas suivis. Dans un café, nous demandons quelque chose à boire, mais le patron refuse notre argent belge et nous donne un peu d'eau.

Nous continuons par Cambrai jusque Avesne-le-Sec, où nous dormons par terre dans une usine de textiles. Le lendemain, nous voyons des soldats allemands, assis sur la coupole d'un fortin souterrain, jouant de l'accordéon. Ils ont ouvert tout grand le poste de radio et l'on entend clamer le speaker français «que l'ennemi est repoussé victorieusement partout et que la ligne Maginot est intacte». Nous passons tranquillement. Le samedi 25, nous traversons la frontière belge près de Quiévrain et filons vers Mons. A l'entrée de la ville, tous les cyclistes sont arrêtés par les Allemands qui nous dirigent vers un château au bout d'une longue allée.

Là, on veut savoir d'où nous venons, où nous allons et pourquoi nous sommes partis. Nous devons montrer notre carte d'identité. Comme je parle l'allemand, ils paraissent condescendants. La plupart des gens doivent abandonner leur vélo et je décide de leur servir de nouveau la fable des Anglais. Le VORST sur ma carte d'identité est, d'après mes dires, à la frontière hollandaise, de sorte que j'ai plus de cent kilomètres à faire. Le résultat est que je conserve ma bécane au grand étonnement d'ailleurs de la sentinelle à la rue.

A Braine-le-Comte, nous avons une surprise agréable. Des gens font la file devant une boulangerie et je m'y infiltre aussitôt. Par mesure de prudence, je tiens mon vélo à la main et voilà le boulanger en train de vider gratuitement toute sa boutique. Chacun reçoit un pain blanc sans rien devoir payer. Plus jamais dans ma vie je n'ai rencontré un type aussi chic. La plupart des «clients» sont des réfugiés flamands, et les «Dank U» fusent de tous côtés. La boulangère, une bonne Wallonne qui aide son mari à «nourrir les affamés», finalement s'adresse à un tout jeune bénéficiaire de ses largesses: «Nenni mfi, c'est nin dins l'cul, c'est dins l'bouche qu'il faut l'mette».

A Ruisbroek, le pont des Mastelles est détruit, mais finalement, j'arrive chez moi le soir à 7 heures, fourbu mais heureux. Trop fatigué pour manger, je vais me coucher aussitôt. La patrie est sauvée.

Le lendemain dimanche, la balance indique que j'ai perdu 12 kilos en 9 jours. Après la messe, nous réfléchissons aux moyens de survivre. Au Palais de Justice, il n'y a absolument rien, sauf des boches.

Le lundi, je vais offrir mes services à Léon Wielemans, au bâtonnier Paul Veldekens et à l'ancien ministre Janson: partout des regrets et de vagues promesses.

Mardi matin, le roi Léopold se rend avec l'armée belge, à la grande fureur des Français. Les Anglais s'embarquent avec ce qu'ils peuvent sauver. Nous décidons d'aller rechercher les enfants.

Jeudi, je vais à Zottegem où mon frère est revenu. De là, à Welle. Je dors chez mes parents et reviens le lendemain avec Jozef. Le petit Rembrandt restera provisoirement là-bas. Bien des soldats belges reviennent de la Flandre Occidentale, par petits groupes à pied, et parmi eux je reconnais un ancien collègue de la SBR, Marcel Foulon, de Ruisbroek. Tous sans exception sont heureux que c'est fini, qu'ils ne sont plus pourchassés comme du gibier par les avions et que, maintenant, ils espèrent avoir à boire et à manger. Mais la guerre n'est pas finie, tous les officiers belges sont conduits vers les Oflag (Offiziereniager).

Entre-temps, dans le pays, des mesures en matière de rationnement sont mises à exécution. Le roi est prisonnier, les ministres sont filés vers l'Angleterre et le parlement n'existe plus.

Les secrétaires généraux, les plus hauts fonctionnaires des ministères, sont restés en Belgique. Ils assument le pouvoir, dans la mesure laissée par l'occupant et pour éviter l'intervention directe de celui-ci et la gestion des administrations par des collaborateurs. Leur rôle est extrêmement ingrat et leur marge de liberté fort étroite. Ils doivent maintenir la population en vie, malgré les réquisitions massives par les Allemands. Ils prescrivent des arrêtés. Un arrêté du 15 juillet 1940 ordonne aux brasseries, malteries, distilleries et commerces et industries en général de déclarer les céréales et les bières en stock.

Un arrêté du 18 juillet interdit l'emploi de céréales pour la fabrication de la bière. On utilisera désormais des écorces d'oranges douces. Les rares oranges vendues depuis lors sont déjà pelées.

La valeur du mark, fixée antérieurement à 10 francs, est portée à 12,50 F dès le 22 juillet 1940. Cela leur permet d'acquérir avec moins de billets les restants de nos stocks. Surtout les militaires en profitent dans nos magasins.

A l'entrée des Allemands, tous les journaux cessent de paraître, à l'exception de quelques collaborateurs tels le Nouveau Journal, Volk en



Monsieur Albert Van Li et les siens Pâques 1943

(Photo: Elisabeth Van Li)

Staat, etc. Pour LE SOIR, on a trouvé une équipe de lècheurs de bottes, tandis que sur les presses de LA DERNIERE HEURE, on imprime maintenant la BRUSSELER ZEITUNG, sur le même papier rose.

Notre heure d'été doit être avancée d'une heure, pour concorder avec l'heure d'été allemande.

J'ai besoin de travailler car il nous faut vivre. Un certain ingénieur Pierre HANS, ayant ses bureaux square Marie-Louise 67, qui travaille pour l'Organisation TODT, une espèce de génie civil attaché à l'armée, engage du personnel, mais pour chaque emploi, il y a cent candidats. L'Etat-major allemand est établi au collège Saint-Michel à Etterbeek. Je reçois plusieurs adresses, 67 rue du Lombard, 50 place de Brouckère, 21 place de Louvain, etc. où l'on engage du personnel, mais je n'ai de chance nulle part.

Le mercredi 19 juin, la radio anglaise a annoncé que l'Angleterre envoie 200.000 enfants au Canada. Un mois plus tard, le vendredi 19 juillet, Hitler fait des propositions de paix à l'Angleterre, mais Churchill les rejette. Le dimanche 21 juillet, fête nationale. Interdiction absolue de faire quoi que ce soit rappelant la Belgique. Mais le curé Florent François célèbre une grand-messe solennelle, à laquelle assistent également les autorités civiles. L'église est trop petite. Sermon sur la confiance inébranlable en Dieu. Tout le monde comprend.

Ensuite on nous apprend à marcher dans le rang, à partir du dimanche 14 juillet interdiction de sonner les cloches; le 1er août, défense d'écouter la radio anglaise (les Allemands perturbent tant qu'ils peuvent mais les Anglais changent constamment leurs longueurs d'ondes et tout le monde écoute); le 16 août interdiction de vendre, d'acheter ou de posséder des livres anti-allemands; le 30 septembre un agent de police vient avertir qu'il est interdit de fermer les portes de rue entre 5 et 23 heures; le 3 octobre interdiction d'étendre de la chaux sur les toits. L'obligation d'occulter toutes les lumières visibles de l'extérieur existe depuis le premier jour. Le jour de Toussaint, le petit séminaire de Hoogstraten (où les fils d'un cousin et de plusieurs amis sont en pension) est frappé d'une amende de 5.000 marks, pour occultation insuffisante. Toutes les autos sont réquisitionnées, sauf quelques-unes qui roulent au gazogène et portent d'énormes réservoirs sur leur toiture, ou le marche-pied.

Les vacances judiciaires, du premier juillet à fin août, sont prises régulièrement par la Cour et tribunaux, ce qui signifie qu'il n'y a absolument rien à gagner. Mais nos quatre bambins ne connaissent pas les vacances judiciaires, et il nous faut des rentrées, n'importe d'où et n'importe comment. Je trouve heureusement quelques intéressés à qui je donne des

leçons particulières de néerlandais (on ne sait jamais), d'allemand (cela peut être utile) et d'anglais (on finira quand même par «les» avoir).

La Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation est créée par arrêté du **27 août 1940**, qui prévoit également des contrôleurs. Ceux-ci seront chargés de recenser les récoltes et de suivre l'acheminement de celles-ci vers les distributeurs. Ils s'en prennent également au marché noir. Si, à Forest même, nous les voyons fort peu, en revanche dans les environs, où tout le monde a son paquet de «son» fermier, ils sont fort désagréables, car ils ont le droit de saisir toutes les marchandises suspectes. Parfois, ils sont accompagnés d'un gendarme. Comme ils ne sont pas armés, plusieurs tomberont comme victimes des trafiquants qui, eux, veulent acheter les mêmes produits à n'importe quel prix et sont armés.

D'autre part, il y a souvent confusion entre les trafiquants, «mercantils» ou «smokkeleers», qui veulent uniquement gagner beaucoup d'argent, et les pourvoyeurs des résistants qui ont pris le maquis ou se sont réfugiés et doivent vivre sans timbres. Leurs organisations sont secrètes, mais le nom de «brigade blanche» tombe très souvent dans les conversations, par opposition aux «brigades noires» de rexistes ou V.N.V. collaborateurs sans réserve.

Pour survivre, je m'engage à l'Organisation Todt où travaillent déjà quelques Belges dont un architecte. Les Allemands sont persuadés que la guerre sera gagnée pour Noël, et qu'ils la fêteront à Londres. Ils nous invitent même à aller travailler avec eux en Angleterre. Finalement, l'architecte répond que dès que les gens de Todt seront en Angleterre, nous viendrons aussi. Par après, il me dit : «Nous ne devons pas nous hâter, car ce Noël-là est encore bien loin». Nous sommes au début de septembre, c'est le commencement de la Bataille d'Angleterre, qui finalement échouera. Dès ce moment, nous avons des raisons fondées d'espérer que l'Allemagne doit perdre la guerre, tout comme en 14-18. Les 14 et 15 novembre, Coventry est pratiquement rasée et les boches proclament tout fiers qu'ils ont créé un terme nouveau «coventriëren».

Ils recommencent la tactique de division déjà appliquée en 14-18 : les soldats flamands prisonniers de guerre peuvent rentrer chez eux, les autres non. À Forest, on voit d'authentiques Wallons qui ont réussi à dire «Igue ben Vlaminn» et sont revenus, mais les officiers doivent rester.

Nombre de parents flamands, qui élèvent leurs enfants en français (cas très fréquent lorsque les deux parents ont des dialectes différents), les envoient maintenant à l'école flamande, et vite vite on crée des sections néerlandaises. Nos enfants, éduqués en néerlandais, y rencontrent avec surprise leurs cousins et cousines qui ignorent cette langue totalement.

Je donne des leçons privées à des avocats, individuels ou par petits groupes : paiement en espèces ou parfois en nature. Un de mes clients est Mr Maurice Ingenbleek, fils de l'ancien secrétaire privé du roi Albert, et qui a de bonnes relations. Il m'offre un emploi à la Banque Nationale, mais malgré tout je tiens à ma liberté et suggère à Raymond Mertens de se présenter. Avant la guerre, Raymond était, ensemble avec Joseph Ureel, employé chez François Mertens, agent pour la Belgique des Pro-



Le communiant : Rembrandt Van Lil entre le fermier et la fermière qui y occupèrent de lui pendant la guerre.
(Photo : Elisabeth Van Lil)

durs Colorants de Saint-Denis, mais chômeur depuis l'invasion. Raymond est engagé et se marie presque aussitôt avec Gaby Strauven, fille du sous-percepteur des postes à Forest, et restera à la Banque jusqu'à sa retraite.

Pour pallier les besoins les plus urgents, on a créé le Secours d'Hiver-Winterhulp, organisme semi-officiel à l'imitation de la Winterhilfe allemande. Il est entendu que tous les dons au Secours d'Hiver seront strictement réservés aux Belges, et les dons viennent. Par la suite, des Belges en bénéficieront effectivement.

Un certain Lis, kinésithérapeute, du boulevard de Waterloo, me confie la traduction néerlandaise et allemande d'un ouvrage qu'il a rédigé : fort bienvenu pour moi.

Mes parents achètent pour nous du blé, des pommes de terre, ou de la viande, que je vais chercher en tram jusque Ereembodegem et une heure à pied de là à Welle. Retour par le même chemin. Très heureux quand je puis rapporter quelques kilos. Mais mon père, qui a été gazé pendant la première guerre (il était au Génie) devient de plus en plus asthmatique et les cigarettes Escouflaire n° 1 que l'on trouve encore chez certains pharmaciens à Forest coûtent 12 F le paquet, et il lui devient difficile de courir les chemins à la recherche de vivres.

Le 2 novembre, jour des morts, une lettre de Nieuport : bombardement toutes les nuits et souvent le jour. Les pêcheurs sont attaqués en mer par les Anglais et n'osent plus guère sortir. Beaucoup de morts, de blessés et de malades, les médecins font défaut et les médicaments manquent.

Le 4 novembre, Anna Jaumotte, la femme de mon ami Killens, meurt. Emmanuel reste seul avec 3 jeunes enfants. Heureusement qu'il a encore ses vieux parents. Le 5 novembre, une jeune fille qui, en passant, jette des fleurs vers le monument des soldats anglais, place Poelaert, est arrêtée par la police et restera quelques jours en prison. Le mercredi 6 novembre, ordonnance concernant les Juifs : il leur est interdit de faire du commerce ou de quitter leur commune. Le lendemain : mise sous séquestre de l'U.L.B. Les étudiants bruxellois sont accueillis sans difficultés à Louvain, où les Allemands n'osent pas mettre la main.

Mon ami Emmanuel Killens, assistant du Professeur Van Cauwenbergh, devient chômeur. Pour survivre, il met au point un produit qu'il vend aux pharmaciens et on le voit du matin au soir dans les trams et les rues, deux bidons à la main. Les conditions de travail des ouvriers belges en Allemagne ne sont pas tout à fait aussi excellentes que veut

le faire croire la propagande. Beaucoup se plaignent dans les lettres envoyées à leurs parents ou amis. Une ordonnance allemande autorise les Belges à expédier à leurs compatriotes en Allemagne des vivres non périssables, à concurrence de 5 kilos au maximum par mois.

Le 11 novembre, certains vont s'incliner devant la tombe du soldat inconnu, malgré l'interdiction. Il s'ensuit une échauffourée assez sérieuse. Le mardi 19 novembre, le prix des cartes de tram est porté à 17 F pour 20 trajets. Le billet coûte 1,10 F et la distinction entre les classes est supprimée.

Le 29, un avion italien est abattu par un allié, au-dessus de Diegem et tombe sur l'habitation d'un certain F. Ligot, Adalbert Feldheimstraat 14. Les témoignages des voisins sont recueillis par la police, transmis au Parquet et je dois les traduire en allemand.

Un arrêté du 24 décembre des secrétaires généraux prévoit qu'à partir du 15 janvier 1941 pourront seuls être vendus trois types de bière :

- a) la commerciale forte, titrant de 1,8 à 2,2 degré ;
- b) la commerciale ordinaire, de 1,2 à 1,8 degré ;
- c) la bière de table de 0,6 à 1,0 degré.

Le tout moyennant des timbres de pain.

Plus tard, à partir du 15 juin 1941, il n'y a plus que deux catégories titrant respectivement 1,5° et de 0,5 à 0,8°. C'est la fameuse «fluitjes-bier». Mais tous les patrons de café ont derrière leur comptoir une vieille bouteille, dont un doigt, ajouté (sans timbres) au verre, donne à celui-ci un bon goût d'avant-guerre.

Noël vient, mais non la paix. Deux jours plus tard : création de la ZENTRATÉX, un organisme chargé de piller nos textiles. On récupérera tous les vieux vêtements, tentures, etc. qui seront effilochés et mélangés à du papier, puis tissés. Nos bons produits pour eux, les saletés pour nous. Le 17 juillet, l'avocat Gielen, curateur de la faillite d'une usine textile, sera averti par Zentratex, qu'il est obligé de lui vendre tous les produits qu'elle désire, au prix fixé par elle.

Le jour du Nouvel An 1941 nous allons tous les six chez mes parents à Welle. Une voisine que je connais et dont le mari travaille à Dresden en Allemagne a reçu de lui une lettre disant qu'une Allemande lui avait demandé la traduction d'une lettre écrite en néerlandais par un certain Dr. Henri, et trouvée dans le manteau qu'elle a reçu de la Winterhilfe allemande. C'était un bonjour d'un médecin flamand à une compatriote flamande inconnue. Ainsi les boches rallient et mentent car le manteau avait été donné à la Winterhulp belge.

Très lentement, les affaires reprennent. Un client d'avant-guerre, l'avocat Jean Rostenne, est entré comme fonctionnaire à la Société Générale, et peu à peu, celle-ci devient une bonne cliente. Elle possède entre autres une bonne quantité de titres espagnols et sud-américains. Pour échapper au danger nullement imaginaire d'une confiscation par les occupants, le conseil d'administration organise une réunion, en présence de quelques témoins et de moi-même, dans un des locaux à la rue Royale. Les actions sont identifiées et puis brûlées par paquets dans un feu ouvert, après quoi, un procès-verbal de toute l'opération est dressé par un notaire et signé par tous les assistants. J'établis aussitôt une traduction officielle en espagnol, qui sera acheminée vers l'Espagne. De la sorte, les effets échappent aux Allemands et les droits de la société sont saufs pour obtenir des titres de remplacement après la guerre. Une ordonnance du 17 juin 1940 a prescrit la déclaration de tous les effets et titres étrangers.

Un voisin, M. Marcel Maindix, secrétaire des charbonnages de Limbourg-Meuse me confie le 4 janvier que les Allemands réquisitionnent les neuf dixièmes de notre production charbonnière. Le reste est pour les Belges. Bien des énergumènes (qui s'intitulent «smokkeleers») vont chercher les pierres noires des terrils et les vendent avec des airs mystérieux, par sacs, de porte en porte, comme charbon prétendument dérobé aux Allemands. La boue provenant du lavage des charbons est, sous le nom de Schlamm, un combustible très prisé. A Liège et à Charleroi, des émeutes de la population sont réprimées à coups de fusils. L'hiver est très rude et je tousse de plus en plus.

Le 7 janvier, il n'y a pas de pain à Bruxelles et des émeutes éclatent. Policiers et gendarmes, qui n'ont plus d'armes, ont toutes les peines à faire régner l'ordre. Il n'y a pas de viande pour honorer les timbres et les boucheries sont fermées le 10. Un arrêté du 6 février prescrit aux bouchers d'ouvrir leur boucherie trois jours par semaine, même s'il n'y a absolument aucune viande.

Le jeudi 17 avril, je note les prix suivants, auxquels on peut acheter absolument tout ce qu'on veut: par kilo: lard 120 F, beurre 125 F, pois 23 F, haricots 30 F, farine 30 F, pommes de terre 12 F, pommes 20 F, graisse pour frites 90 F, viande de bœuf 90 F, jambon 135 F, esprots 75 F, œufs 4 F la pièce. Tous ces prix sont au moins le décuple de ceux d'avant-guerre. Celui qui a du travail s'estime fort heureux avec 1.000 F par mois. Les autres doivent se contenter de moins de la moitié comme indemnité de chômage. Personnellement, je n'ai pas 1.000 F tous les mois. Les travailleurs au service d'un patron reçoivent en outre des allocations familiales: 9 F par mois pour le premier enfant, 15 F pour le second, 25 F pour le troisième et chacun des suivants. Les indépendants n'ont rien, sauf leurs enfants à élever.

Chaque copie de plus de 50 ans...

VILLE DE BRUXELLES

DISTRICT FOREST

POLICE

873

TRÈS IMPORTANT

Le présent permis est strictement personnel et ne peut être prêté ni cédé. Tout abus dûment constaté entraînera le retrait immédiat du permis. Dans ce cas, ce document ne sera plus jamais renouvelé.

Durée de validité: 12 (douze) mois
Nombre de rations: deux

1555/2/12

Le Commissaire de police dirigeant le district de Forest prie le personnel de police de faciliter à Wynendael, Augusta demeurant en cette ville, Av. Saint-Augustin 21 carte d'identité n° 155290 l'accès aux magasins d'alimentation, les longues stations debout lui étant pénibles.

Bruxelles, le 2 février 1944.
Le Commissaire de police dirigeant le district,

VILLE DE BRUXELLES
POLICE

M.B. - Le présent laissez-passer ne peut être utilisé aux approches de l'heure de fermeture des magasins. Son titulaire doit, autant que possible, se présenter au début de l'heure fixée pour la vente.

«Laissez passer» Pour vieillards, femmes enceintes, handicapés etc. pour ne pas devoir faire la file! (Photo: Ch. Poort)

A Berlin, le 30 janvier 1941, Hitler proclame sa foi dans le «règne millénaire» qui suivra la victoire allemande, dépeinte maintenant comme imminente, mais nous en doutons. Le 13 février, un avion allemand est abattu au-dessus de Rhode-St.-Genèse. La chose a été vue par de nombreux témoins, dont les déclarations sont transmises au parquet et traduites en allemand par moi.

Le 18, la radio anglaise fait savoir que dorénavant elle ne laissera plus passer de vivres pour la Belgique, ce que d'ailleurs elle n'a jamais fait. Mais la résistance n'est pas brisée et de plus en plus, on voit apparaître les lettres RAF sur les murs. Le 24 février, la chose est interdite et une ordonnance prévoit de très fortes amendes pour la commune sur le territoire de laquelle on découvre les lettres. Les plus courageux les inscrivent sur des bouts de papier, qui sont mis dans la boîte des maisons où se trouvent des Allemands. A Forest, c'est notamment le cas des châteaux Zaman et Fontaine. C'est du sport!

Le 14 mars, la radio anglaise (que j'écoute généralement en anglais, le matin très tôt, c'est moins troublé) annonce que les Anglais ont mis au point une invention qui leur permet de découvrir et d'abattre les avions ennemis avant que ceux-ci s'en doutent. Plus tard, nous saurons que cela s'appelle RADAR.

Ce qui reste de notre autonomie est abrogé. Reeder, le Militäverwalter allemand, interdit aux conseils communaux de se réunir encore, et, le 18 avril, le secrétaire général Gérard Romsée s'arroge le droit de nommer ou de destituer les bourgmestres. Légalement, ce droit appartient uniquement au roi, mais ici la mesure présente l'avantage de barrer le chemin aux collaborateurs, bien plus dangereux que de simples fonctionnaires. Mais le public ne s'en rend pas compte et Londres (Victor de Laveleye et Jan Moedwil, les deux «voix» de Radio Belgique) ne se fait pas faute de casser du sucre sur le dos de Romsée.

En comparant les émissions de la BBC en anglais à celles de Radio Belgique à Londres, j'ai la nette impression que les Anglais sont mieux renseignés et plus objectifs, et que le but principal de Fernand Geerssens, dit Jan Moedwil et de Victor de Laveleye est d'attiser la haine contre les collaborateurs, en ce compris tous les fonctionnaires, anciens et nouveaux.

Les Allemands décidément voient grand: le 28 avril, la Brüsseler Zeitung annonce qu'à Berlin les plans pour la création d'un Ministère des Colonies sont prêts.

Le jour de l'Ascension, jeudi 22 mai, tous les wagons de chemin

de fer sont saisis, même ceux qui se trouvent chargés chez T.M.T. sont vidés et emmenés. Les garages qui travaillent pour les Allemands licencient leur personnel le lendemain. On parle d'un nouveau front, mais personne ne sait rien de précis.

Le mercredi 28 mai, à 4h30 du matin, je suis à l'écoute. La radio anglaise transmet une allocution du président américain Roosevelt, qui annonce le «State of an emergency» et la promesse d'aider l'Angleterre: «This can be done, this must be done, and this will be done». Le même jour, au Palais de Justice, je fais part de la bonne nouvelle à quelques avocats dont je suis absolument certain, tandis que Maria informe notre famille. Cette fois, nous sommes certains de la victoire finale.

Le lendemain, au retour du Palais, je suis renversé par un triporteur arrivé à toute vitesse de l'avenue Zaman. Mon vélo est démolé et un P.V. de constat est dressé par l'agent de police F126. Le vélo ne sera réparé que le 19 juin.

Le 4 juin, Raymond De Becker donne dans LE SOIR un «avertissement au clergé», pas assez collaborateur à ses yeux. A partir d'alors, bon nombre de religieux seront arrêtés et plusieurs ne reviendront plus, entre autres l'abbé De Sloovere, cousin de Gaston Leblanc, qui sera décapité à la hache, et mon ancien professeur Maurice De Backer, qui mourra à Dachau.

Les compagnies étrangères d'assurances, mises sous séquestre, sont gérées par des compagnies allemandes. L'enregistrement se fait en débet, comme pour l'Agrippina: débet 85.000 F. A celles qui ont payé, on rembourse les droits d'enregistrement.

Les conventions internationales, signées également par l'Allemagne, prévoient que l'envoi de vivres aux pays occupés sera libre. Mais le 14 juin, je traduis en allemand pour l'avocat Edouard Hermans une lettre au Prisenhof, protestant contre la saisie par les Allemands, dans le port de Bordeaux, du navire Reggestroom, neutre, de 739.786,900 kilos de cacao fin septembre 1940, plus 633.668,600 kilos le 2 octobre. La Corporation a reçu les factures et doit payer mais les boches ont tout volé.

Le 22 juin, les Allemands attaquent la Russie. Toutes les communications postales avec l'Allemagne sont interrompues. Le 24, la sœur Thomasine meurt. Durant ses 50 ans de présence à Forest, elle a fait énormément de bien. Le 30, Joseph Van de Meulebroeck est démis de ses fonctions de bourgmestre de Bruxelles, et proteste au moyen

d'affiches. Une amende de 5.000.000 F est imposée à la Ville, Van de Meulebroeck, le commissaire de police en chef et l'imprimeur Guyot sont arrêtés.

Un voisin, M. De Wandeleer, travaille dans un service s'occupant de charbons et a donc droit à des avantages. Il a commandé du charbon pour lui, mais le vendredi 18 juillet fait livrer les 1.000 kilos chez nous. Après la guerre, la famille est partie pour le Congo. Nous les avons revus une fois, plus tard.

Les habitants de l'avenue de Monte Carlo, dont le jardin donne sur le quai de la gare de Forest, ont tôt fait de remarquer que les machinistes et chauffeurs des trains ne sont ni sourds ni aveugles et ils en ont tiré les conséquences. Lors de chaque arrêt de train sur la ligne ou en gare, ils accourent avec un seau dans lequel ils ont déposé un billet de 20 F et tendent le seau au machiniste qui enlève le billet et remplit le seau de morceaux de briquettes et de schlamm.

Mon beau-frère François Van den Bossche, qui travaille chez T.M.T. est parti toute la journée et sa femme Germaine est fort occupée avec ses 5 bambins. Mais Jean, l'aîné, se débrouille déjà fort bien et court, lui aussi, avec son seau et son billet. Comme il est encore fort petit, des voisins serviables tendent le seau et Jean revient traînant son seau avec peine mais fort heureux d'avoir pu contribuer au ménage.

Un après-midi au début de juin, on sonne et je vais ouvrir. Devant moi se tient un soldat allemand qui sourit largement. Ce n'est pas un spectacle habituel et je le regarde un peu mieux. Soudain, je reconnais mon ami Josef Brans, caporal. Nous nous connaissons depuis 1928 quand il habitait Bruxelles comme ouvrier horloger et nous faisons partie du même groupement Kolping.

Josef entre, mais Maria fait la moue. Il explique qu'il eut préféré rester à Gotha, chez sa femme et ses 4 enfants, dans son horlogerie. Son beau-frère Heinrich Jung, un plombier qui a 4 enfants, est soldat en Norvège, où la vie est très dure en hiver. Excellent ami aussi. Nous bavardons un peu et après une tasse de malt, il part en promettant de revenir, peut-être avec un copain s'il peut. Quinze jours plus tard, revoilci notre Josef, seul. Il aide à cueillir les cerises et en emporte un paquet. Puis, un beau jour, il amène un copain, prêtre catholique havarais, enrôlé malgré les dispositions du concordat de juillet 1933 qui prévoit l'exemption de service actif des religieux. L'armée allemande n'a pas d'aumonier et lui, il fait de son mieux, malgré la désapprobation des supérieurs. Au départ, Josef annonce qu'il va en congé.

Effectivement, un mois plus tard, il revient seul. Le prêtre ne peut venir.

Lui, Josef apporte une mallette toute remplie de saucissons, gros et minces, avec le bonjour de sa femme Bertha. Il raconte que, à la caserne, on parle évidemment des Belges : les hommes sont bêtes, fainéants et voleurs. Les femmes des putains. Lui fait de son mieux pour nous défendre. Un ami allemand commun, Erich Kisters, qui a épousé une Belge, est parti en Russie (où il tombera d'ailleurs). Puis, nous ne voyons plus de Josef et n'entendons plus rien de lui.

Mais en automne, le prêtre vient nous dire bonjour et raconte que Josef s'est tellement emporté, qu'il a dit connaître les Belges mieux que n'importe qui, qu'il a vécu plus de 10 ans dans le pays et qu'il y a gardé ses meilleurs amis. C'était évidemment trop et quelques jours plus tard, mon ami a été envoyé en Russie. Je l'ai revu en Allemagne après la guerre, invalide et handicapé. Il est mort jeune.

Le 9 juillet, je reçois la visite d'un certain M. Van Hoeylandt. Il est agent de l'Employers Liability Insurance Company, la compagnie qui assure M. Michels, 11 avenue de l'Echevinage à Uccle, propriétaire du triporteur. La Compagnie est sous Verwaltung allemande et gérée par la compagnie allemande Agrippina. Comme il apparaît clairement du procès-verbal, le triporteur est en tort et sa compagnie me remboursera les frais de réparation de mon vélo, soit 447,50 F.

Les blessures aux mains et à la jambe, la déchirure du pantalon, l'inutilisation du vélo et les frais de tram ne sont pas indemnisés. Mais je suis déjà fort content de récupérer les frais de réparation.

Le 21 juillet, pour notre fête nationale, on nous annonce que le chômage ne sera plus toléré. Tous les chômeurs doivent se faire enregistrer à l'Arbeitsamt, dans un local de la Banque de Bruxelles, rue de Namur, en vue de leur départ pour l'Allemagne. Les chômeurs ont le choix : ou bien s'engager comme travailleur volontaire et être payés, ou bien ne pas s'engager et être déportés pour faire exactement le même travail, sans être payés. Londres conseille à tout le monde de refuser l'engagement volontaire qui, après la libération, sera puni sévèrement du chef de collaboration. Mais il ne dit pas de quoi ni comment les récalcitrants doivent vivre. Un voisin, Jean De Witte, qui a épousé une Allemande et dont les enfants vont en classe avec les nôtres, est employé à l'Arbeitsamt, et parvient à faire exempter beaucoup de gens : malades, pères de famille, etc.

Le lendemain, 22 juillet, je rencontre un ancien professeur Charles De Heuvel. Il me dit que les Allemands ont apparemment des ennemis imprévus, en Russie. Les usines Legrand, fabricants de tuile et de voiles pour rideaux à Vilvorde, dont il est administrateur, doivent

immédiatement livrer tout leur stock et travailler exclusivement pour les militaires en Russie, qui désirent des masques moustiquaires. Le 23 juillet, l'accès du Bois de la Cambre est interdit aux Belges. On le regrette.

Le 8 août, 1.000 résistes et 300 V.N.V. engagés comme volontaires dans l'armée allemande, partent pour la Russie. Parmi eux, un Forestois, Léopold Thijs, fils de Henri, membre de notre chorale St.-Denis. Le père est honteux, la mère à les yeux rougis et Léopold mourra d'ailleurs en Russie.

On signale, lors d'une réunion secrète de la J.O.C. (le 15 à laquelle j'assiste), que de nombreux otages sont fusillés au Tir National. Trois jours plus tard, le président Fernand Tonnet et l'abbé Kothem, aumônier, sont arrêtés. Fernand mourra à Dachau.

Le 20, je traduis en allemand pour le Parquet le résultat d'une enquête faite au sujet de certains propos tenus par des avocats (Lemmens, Meysmans et autres) lors de leurs plaidoiries. Espions et délateurs partout.

Au samedi 23 à 6h du soir, Maria et moi nous partons pour la maternité Ste-Anna à Anderlecht, et à 8h, un quart nous accueillons avec joie notre cinquième: un garçon bien fait mais un peu maigre. Nous le nommerons Léopold Baudouin. Les sœurs nous disent que plusieurs nouveaux-nés reçoivent des noms «patriotiques»: Victoire, Liberté (l'accent est interdit), Astrid, Elisabeth, Albert et autres.

Le lendemain, j'écris à mon ami Charles: «Tout a bien marché, sauf un peu au début, le rejeton pèse un peu plus de trois kilos, ce qui est fort peu en comparaison de ce que pesaient les autres (tous plus de 4). On dit que le petit me ressemble fort, mais moi, je n'y connais rien et chacun trouve la ressemblance dans un autre point: pour l'un, nous avons des nez identiques, pour l'autre, nos bouches se ressemblent, celui-ci nous prête le même front, tandis que celui-là jure que l'expression générale est frappante d'analogie. Je sais bien par où nous nous ressemblons, mais ce point-là ne fait pas l'objet d'examens.»

Le 17 septembre 1941 un septième fils fait son entrée chez Egide Meganck et Anna Maria Kerst. L'événement est assez rare et une tradition très ancienne veut que le souverain en personne soit le parrain d'un tel fils, qui s'appelle Léopold.

Le baptême est administré le mardi 29 par le curé François, en présence du bourgmestre Léon Wielemans, qui remplace le roi Léopold III, et de Nathalie Vincent, épouse Reding comme marraine. Forest a des raisons d'espérer.

La Ligue des Familles Nombreuses dont nous faisons partie depuis la naissance de Christiaan, notre quatrième, est parvenue à acheter pour ses membres en Hongrie 10.000 dindes, qui sont vendues aux membres de Bruxelles, Liège et Anvers. Nous en obtenons une, à notre grande joie, en décembre 1941.

L'invasion d'abord, les bombardements ensuite, ont causé énormément de dégâts. Les secrétaires généraux espèrent que ces dégâts seront considérés comme «dommages de guerre» et indemnisés après cette guerre. Ils doivent être évalués, dans la langue de la commune. Un certain Paul Sandelin, ingénieur de la rue de Livourne, expert juré près les tribunaux, fait beaucoup d'expertises et moi, comme traducteur juré, je fais beaucoup de traductions, absolument nécessaires d'ailleurs au point de vue financier.

Les réunions sont interdites (la J.O.C. en a fait la triste expérience) mais M. Charles Deheuvel, président de l'association belge des experts comptables, me prie de traduire en allemand une demande d'autorisation de se réunir. L'autorisation est évidemment refusée.

Le rhume attrapé lors de mon «expédition» en France ne s'est jamais guéri, et je tousse depuis plus d'un an sans interruption. Le dernier jour de septembre, je m'éveille en crachant du sang. Ma température est de 39 °C. Le lendemain, nouveau crachement de sang et un degré de plus. Je vais voir le Dr. Marcel Losdijck à Etterbeek, le spécialiste qui m'a soigné 10 ans auparavant lors de mon séjour au sanatorium de Waterloo. Je viens exactement trop tard, me dit-il. Radiographie et analyse d'expectorations. La semaine suivante, nouvelle radiographie. Je suis extrêmement contagieux et tous les enfants doivent partir immédiatement. On me fait un pneumothorax qui immobilise mon deuxième poumon. Repos complet et interdiction absolue de travailler. Visite chez le médecin et pneumo deux fois par semaine, dont coût chaque fois 50 F. La mutualité me rembourse 10 F. Et je ne gagne rien. Les enfants sont accueillis par mes parents, par mon frère et mon beau-frère. Christiaan ira chez sa marraine, Mme Antoine Dewilde Guldentops. Nous ne devons donner que les timbres.

Maria trouve affreuse la vie sans enfants, et le jour de l'an 1942, ils viennent tous. Grande joie et grand bruit. De ma chaise-longue, je les vois, les entends raconter leurs prouesses scolaires ou autres, et nous sommes heureux pour un jour.

Trois jours plus tôt, j'ai reçu la visite du baron Antoine della Faille d'Huyse, excellent client. Il m'a apporté un peu de viande. Le 29, le baron Emmanuel Van der Elst est venu à son tour et à remis à ma femme un paquet de riz. Cela nous permet de régaler les enfants.

En tant que tuberculeux, j'ai droit à des rations doubles, plus 24 litres de lait par mois. La maladie a été constatée et confirmée par le dispensaire Albert Elisabeth, rue des Prêtres, habilité à délivrer le certificat qui doit être remis aux autorités communales pour recevoir les timbres supplémentaires. Grâce à tout cela, et surtout grâce au dévouement de ma femme, je me rétablis peu à peu. Bien des gens pensent à nous: la comtesse de Timary de Binckum nous apporte quelques morceaux de porc, et notre aîné, qui l'a entendu, parle à ses camarades de «la queue de la comtesse». Par la suite, nous évitons soigneusement de leur dire quoi que ce soit à ce sujet.

Le 16 février 1942, l'avocat De Radzitsky d'Ostrowick vient me demander d'écrire une lettre en allemand au gouverneur Von Falkenhausen pour demander la restitution aux bijoutiers belges, des diamants saisis par les Allemands. J'ignore le résultat.

Les frères Max et Antoine della Faille sont, ensemble avec des frères et sœurs, propriétaires de plusieurs fermes, et proposent à deux fermiers d'accueillir chacun un de nos enfants. Rembrand, qui vient d'avoir 5 ans, va chez Jules De Clercq à Astene, où il est accueilli comme un frère par les enfants du fermier, qui ont 3 ou 4 ans de plus. Grietje va chez Van Kerrebroeck à Zuienkerke, où les fils et les filles sont adultes et font de leur mieux pour gâter la petite. Nous ne donnons que les timbres de sucre.

Le 12 mai, interdiction en Allemagne et dans tous les territoires occupés par elle, d'imprimer des catéchismes ou des livres religieux, ou d'enseigner la religion dans les écoles secondaires. Pour imprimer, il n'y a plus de papier, mais l'enseignement continue partout, même en Allemagne, en secret.

Le 15 mai, j'ai une pleurésie purulente, qui me tiendra au lit jusque fin juin. Entre-temps, mon beau-père meurt le 15 juin à la suite d'un infarctus. Depuis de longues années, il souffrait d'une angine de poitrine, mais fumait énormément. Ma belle-mère vient habiter chez nous.

Fin mai 1942, la ration officielle de viande est réduite à 20 grammes par jour pour les Belges. Mais la Militärverwaltung ordonne la délivrance aux Allemands et aux collaborateurs de timbres spéciaux donnant droit à 35 grammes par jour. Dans les magasins, ils se font servir en priorité.

A la réouverture de l'année judiciaire, il y a peu de travail. Je reprends mon ancien rôle de professeur et donne à l'école Ste-Alène trois heures d'anglais et trois heures d'allemand par semaine. Je donne des cours de néerlandais aux employés de Philipsson, ainsi qu'à des avocats, dont certains désirent également apprendre l'allemand.

La situation alimentaire devient de plus en plus serrée. En matière de pain, tout fait farine au moulin: blé, orge, avoine, épeautre, técule de pommes de terre (importée de Hollande) et même de la paille finement moulue. Presque immangeable. En cette année 1942, les Allemands réquisitionnent 25 000 tonnes de nos pommes de terre.

Fin de l'automne, des bancs de harengs extraordinaires passent devant la côte belge. La pêche est vraiment miraculeuse malgré les mitrillades des chasseurs anglais, et chaque habitant du royaume a droit à un kilo de poisson frais. Les Allemands en exigent 900 tonnes pour eux.

La Ligue des Familles Nombreuses a obtenu de la chocolaterie Côte d'Or une vente exceptionnelle et unique de chocolat, uniquement pour les familles ayant au moins quatre enfants de moins de 14 ans. Nous devons demander à la commune un certificat de composition du ménage, remettre ce certificat au secrétaire de la section avec 4 F de frais d'administration et attendre. En décembre 1942, je vais chercher à la rue Bara, 40, une boîte de 18 bâtons de chocolat à la crème contre paiement de 20 F. Merci Saint-Nicolas.

Le 6 janvier 1943, j'écris un mot à mon ami Charles qui, avant la guerre, a habité Uccle. Sa femme Suzanne regrette maintenant d'habiter la région de Charleroi et aimerait beaucoup revenir.

«Quant à Uccle, ma chère Suzanne, je crois que les choses ont dû bien changer là-bas aussi: alors c'était l'avant-guerre, mais maintenant c'est l'Ordre Nouveau: plus de nourriture, plus de savon pour les langes, plus de charbon, enfin plus rien, sauf des timbres. Encore sont-ils tellement petits qu'on ne peut les brûler pour faire un feu et le papier devient toute une question ici. Avant-guerre, on allumait au moins 3, sinon 4 fois le feu avec un SOIR et maintenant, il faut 2 SOIR pour avoir un seul feu. Encore n'est-ce pas toujours suffisant. Enfin.

En dehors de cela, rien à dire. Nombre de gens s'attendent à avoir la paix avant la fin de l'année, mais moi je n'en crois rien. Bruxelles est punie à cause de divers assassinats de boches ou lécheurs de bottes et l'on fusille des otages à tour de bras, paraît-il. Quand et comment cela finira-t-il? On se le demande. En attendant, l'effervescence règne partout et je pense que c'est là précisément le but voulu par les auteurs de ces attentats, de sorte que l'on serait tenté de croire que nos protecteurs donnent dans le panneau. Enfin, qu'ils s'arrangent. Moi, je ne sors que le matin le temps strictement nécessaire et pour le reste du temps, je reste chez moi, j'allais dire au coin du feu, mais en réalité le foyer «continue... sans feu».

Saviez-vous que Maurice attend son n° 4 ? Les deux frères de Maria attendent également famille, de sorte que notre parenté devient très riche. Chez François, c'est également le quatrième »

Début janvier 1943, je reçois au Palais de Justice la visite d'une dame et de sa fille, les yeux en larmes. Leur fils étudiant de rhétorique s'est engagé dans la légion wallonne lundi matin et va partir en Russie. A midi, il vient le raconter fièrement à ses parents. Mais papa n'est pas d'accord et administre au jeune homme une bonne raclée tandis que la maman et la sœur le supplient de rester. Le nouveau légionnaire s'en va au bureau de recrutement, raconte l'affaire et prie d'annuler son engagement. Mais la Feldgendarmarie ne l'entend pas ainsi et vient le même soir arrêter le père pour avoir trappé un membre de la Wehrmacht. Il est maintenant en prison depuis 3 jours et l'épouse vient me supplier d'écrire une lettre en allemand pour demander au Militärbefehlshaber la libération du père. Le fils est resté à la caserne.

Le 29 avril 1943, les Allemands font enlever les deux plus grandes cloches de l'église St.-Denis et le 28 mai à 10h du matin, ce seront celles de l'église St.-Augustin.

Le 15 mai, je reçois dans mon bureau du Palais de Justice Madeleine Rosseels épouse Edmond Eycken. Madeleine est une ancienne collègue de la S.B.R. Son mari, ayant imprimé de faux timbres de ravitaillement est dénoncé et condamné à mort. Son avocat, Me Jules de Radzilzky d'Osirowick l'a défendu en vain. Ce matin donc, 15 mai, sa femme, pleurant à chaudes larmes, aurait bien voulu le voir passer et l'embrasser une dernière fois, mais on sort le condamné de sa cellule par une petite porte à l'arrière du bâtiment et on le fusille.

Ma de Radzilzky, sexagénaire bien enveloppé, fut auditeur militaire en Allemagne après la première guerre mondiale et parle assez couramment l'allemand. Il défend maintenant, malheureusement sans grand succès, gratuitement ses compatriotes devant les tribunaux allemands.

A Affligem, un moine, Dom Justinus van Gerven, frère de mon ami Jaak, est chargé de la meunerie de l'abbaye. Il parvient à moudre le blé en laissant toujours un peu de farine au son. Ce son «enfariné», que je vais chercher à vélo, constitue avec le lait une bouillie délicieuse et très nourrissante, qui ne nous coûte que le lait.

Frans Joossens, un Anversois que j'ai connu au sana 10 ans auparavant, est resté un excellent ami. Le dimanche 30 mai, il vient nous voir, avec sa femme et leurs enfants. Il fait beau et Frans a mis ses chaussu-

res neuves. Tout le monde sera heureux de se revoir. Mais à la sortie de la gare du Nord, place Rogier, il y a une averse terrible. Ils doivent marcher dans l'eau pour atteindre le tram et, à la descente place St.-Denis, nouvelles flaques d'eau. Les chaussures neuves de mon ami sont des chaussures de guerre, et les semelles sont en carton. A l'arrivée chez nous, elles sont toutes déformées et Frans a les pieds trempés.

Nous ne parvenons pas à donner une forme convenable aux chaussures, ni même à les sécher convenablement. Moi-même je n'ai qu'une seule paire et c'est dans mes pantoufles liées aux pieds par des cordes de papier que mon pauvre ami est retourné à Anvers.

Le petit Léopold est né avec un mégacolon, une paralysie du gros intestin, qui empêche les selles normales et exige les lavements plusieurs fois par semaine. L'enfant souffre toute sa vie et une intervention chirurgicale est impossible. Il a le ventre gonflé, marche à peine et souffre, malgré les soins assidus de sa mère.

Le dimanche 30 mai, journée de crise: vertiges et impossibilité de retenir une nourriture quelconque. Cela dure toute la nuit et le petit a les pieds froids. Maria le prend au lit pour le réchauffer un peu, et vers le matin, la respiration faiblit. Impossible de trouver un médecin. Vers 6h, il paraît plus calme, rit gentiment vers sa mère, puis, un tremblement et tout est fini. L'âme de notre petit Léopold s'est envolée. Lors de la messe des Anges le mercredi 2 juin, les écoles catholiques et beaucoup de voisins sont présents. L'enterrement se fait au cimetière de St.-Gilles à Uccle. Celui de Forest est désaffecté depuis la création du Grand-Bruxelles.

Au Palais de Justice, pendant les alertes au cours de la journée, tout le monde se réfugie dans les caves. J'en profite pour fureter un peu dans les archives et découvre ainsi un parent éloigné, Remi VAN LIL à Vee-weyde, au bout de la rue Bollinckx. Remi y tient une petite librairie-papeterie avec sa femme et leurs 8 enfants. L'accueil est chaleureux et nous devenons rapidement de vrais amis. Remi m'explique que, avant la guerre, il était secrétaire de la Confédération des Syndicats Chrétiens mais que celle-ci étant dissoute par l'ennemi, de même que les syndicats socialistes, chacun des dirigeants a dû chercher un gagne-pain. Certains travaillent dans les services d'alimentation, à la police, comme représentant de commerce, etc.

Les Allemands ont créé un syndicat unique à leur dévotion, l'U.T.M.I. ou Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels. Mais j'ai bien l'impression que Remi en sait davantage.

Peu à peu, très très lentement, j'apprends certaines choses. Les

lois sociales allemandes sont, en temps de paix, plus favorables que les belges, et l'on craint que cela pourrait influencer bon nombre de travailleurs en faveur de l'Allemagne. En Angleterre, un ministre Beveridge est en train de mettre au point un « Plan » destiné à surpasser les avantages qu'accordent les lois allemandes. En Belgique, certains, dont les patrons de Remi et des industriels, veulent faire la même chose. Remi assiste parfois à des réunions.

Le 23 juin, je reçois au Palais la visite d'une Madame Squilbin qui me dit être fille d'officier. Elle a été condamnée à 10 ans de prison, mais relâchée à la condition de servir de « mouton ». Par moment, elle a envie de se suicider. J'avertis André Rostenne et Antoine della Faille, qui informent les services compétents pour s'occuper de la dame. J'apprends par la suite qu'elle a été éliminée.

Dans mon bureau au Palais de Justice, d'autres choses encore se passent. De temps à autre, je reçois la visite d'inconnus qui m'apportent des paquets. Ces inconnus ne sont jamais les mêmes. D'autres viennent me demander les paquets, et me remettent des feuillets de propagande, avec prière de les distribuer à des gens de confiance, ou de les glisser dans les boîtes aux lettres. Chez ces gens, je vais alors demander de



« Carte d'identité d'un membre du « Front de l'Indépendance » (F.I.).
(Photo: Cercle d'Histoire de Forest)

l'argent pour la presse secrète, que je transmets par les mêmes voies.

Parfois, je crains être victime d'un guet-apens, mais cela ne s'est pas produit.

1943

Les Juifs sont maintenant pourchassés. Comme on prétend qu'ils sont envoyés en Allemagne pour y travailler, beaucoup se font porter malades et j'ai des quantités de certificats médicaux à traduire. Mais une famille de mes connaissances, avec leur petit garçon Bernard, âgé de 5 ans, est déportée toute entière, ce qui me fait bien douter de cette prétendue mise au travail.

Robert, le fils de Nathanael, dit Schone Katzenelenbogen, un jeune professeur d'histoire, prend le maquis et est dans la résistance armée sous le nom de Henri. Son frère Max, jeune avocat, est parvenu à passer par la France et le Portugal et se trouve en Angleterre. Le père est un Juif d'origine russe, excellent traducteur de russe, de yiddisch et d'hébreu, avec qui je collabore depuis longtemps. Sa femme et lui viennent habiter les mansardes chez nous. Ce sont des gens charmants.

Certains Juifs pensent qu'il suffira de changer de religion pour être à l'abri des persécutions et se font baptiser à la hâte, tels ce couple russe Slegmund Steindling, né le 31 juillet 1899 et Yetta Maenchen, née le 26 décembre 1895, polssonniers à la chaussée de Bruxelles, que le curé de St-Denis baptise le 25 mai 1943. Des femmes juives cherchent un mari chrétien et mon ami Paul Bouveroux de la rue du Zodiaque, épouse une demoiselle Rose Rubinstein, excellente pianiste comme son oncle, qui devient une excellente ménagère. Leur mariage est très heureux, mais reste sans enfants. Je traduis beaucoup de documents pour des « mariages Joseph » sans relations sexuelles entre les époux. Les Juifs cachés ont officiellement disparu et n'ont donc plus droit à des timbres de ravitaillement. Mais presque partout, et aussi à Forest, les services ont des réserves occultes et sont très coulants.

Décidément, le manque de métaux, surtout non ferreux, se fait sentir en Allemagne. Déjà une ordonnance du 19 décembre 1942 a prescrit « la déclaration des objets métalliques en Belgique ». Le § 5 dispose que « Le Chef de l'Administration Militaire sera autorisé à ordonner la remise des objets métalliques en général, ou à décréter des ordonnances visant des cas particuliers ».

Bien entendu, quelques semaines plus tard, tout est raflé. Et puis une ordonnance du 8 avril 1943 prescrit la déclaration, par toutes les entreprises industrielles et commerciales, des «stocks de leur magasin en câbles et circuits de signalisation de tout genre». Et ces câbles subsistent le même sort que tous nos autres métaux.

Au parc Duden, la grande statue en fonte de la Victoire agenouillée est enlevée par nos protecteurs, eux nous protègent maintenant suffisamment, et la victoire est pour bientôt... pour qui?

La fête nationale belge ne peut être commémorée et les timbres de ravitaillement étant distribués au cours de tout le mois, suivant l'ordre alphabétique des noms, nous devons précisément aller chercher les nôtres le 21 juillet. Je dis à Maria de ne pas aller ce jour, mais comme elle n'a plus de réserve, elle y va quand même. Or, la nuit suivante, des voleurs s'introduisent chez nous, venant par le talus du chemin de fer et le jardin. Ils emportent tous nos timbres, tous nos aliments, mon unique paire de chaussures, la montre en or de ma femme et beaucoup de linge. Nous n'avons plus rien.

Mais, de ci et là vient de l'aide. Jean Govers, un maraîcher de la rue St.-Denis, nous donne beaucoup de légumes; M. Parisel, directeur chez Rey à Ruisbroek et propagandiste de la Ligue du Sacré Cœur, va mendier quelques timbres chez tous les ligueurs et mon frère me fait une paire de chaussures, que je paierai plus tard. Peu à peu, nous surmontons cette nouvelle épreuve.

Je profite de mes loisirs forcés pendant les vacances judiciaires pour aller chercher un peu dans les caves du Palais. D'autres y viennent également, tel Jean Roekens, un employé communal de St.-Gilles, qui déchiffre toutes ces vieilles écritures avec une aisance remarquable. Un autre chercheur est Robert Van Steenberghe, généalogiste professionnel et ami de l'avocat Charles Van Parys. Il recherche à ce moment les ancêtres des barons hollandais Steenberghe van Royerscoop Creuninghe, qui descendent des sacristains forestois Steenberghe. Ma belle-mère est une Steenberghe, descendante directe. Nos recherches concernent donc les mêmes personnes et nous échangeons nos renseignements. En même temps, je note beaucoup d'autres informations concernant des familles forestoises.

Pour le cadre général, je puis disposer de l'immense librairie de mon ami Florimond Tulkens, antiquaire à la rue du Chêne. Il a pratiquement tout, et dès que je cite le nom d'un ouvrage, il me le fait apporter par un employé. De mon côté, je fais ses traductions néerlandaises et allemandes. Je conserve ses livres aussi longtemps que je le veux, parfois des mois.

Tous ces ennuis seraient peu de chose si nous n'étions pas obligés de voir nos ennemis chaque fois que nous mettons les pieds dehors. La plupart des gens détournent alors ostensiblement la tête. Mais un jour de printemps 1943, une troupe passe devant la maison de M. Mattheussen, le directeur de l'école communale du Dries, qui habite au coin de l'avenue Van Volxem et de la chaussée de Bruxelles. Ils gueulent à tue-tête ce qu'ils considèrent comme une chanson: «Nein, nein, nein, nein; das Vaterland muss grosser sein; das Vaterland ist viel zu klein; nein, nein, nein, nein». Le fils Roger est devant la porte et bavarde avec un ami. Mais voilà qu'un boche sort des rangs et s'empare de Roger qui est affligé d'un grand nez, caractéristique indéniable du Juif d'après eux, en fait conséquence d'une opération. Roger est rossé d'importance et doit immédiatement mettre son étoile jaune. Mais il n'est pas juif pour un sou. Finalement, on le laisse rentrer chez lui, tout saignant.

Vers la même époque, un jour, fin de matinée, nous recevons la visite d'Edouard Lamin, ancien policier à Forest, un Louvaniste né le 23 mai 1901, ami de la famille. Edouard est membre de la Brigade Blanche, résistant armé, mais il se sait trahi et est en fuite. Il ne reste que quelques heures, le temps de prendre un repas et de se reposer un peu. Et puis il part, nul se sait où, lui. Finalement, il sera pris et envoyé en Allemagne dans un camp de concentration.

Un jour d'été 1943, je rencontre à la place Poelaert un ancien collègue de la S.B.F., Rafaël Nix de la rue Gisseleire Versé à Berchem, vêtu d'un uniforme allemand gris, guêtres de cuir noir et revolver à la ceinture. Fils d'un père belge et d'une mère allemande et terriblement germanophile. Il fait partie de la WaffenSS, pour laquelle il va au Palais et au Ministère de la Justice, rechercher les dossiers de résistants et autres «ennemis du peuple allemand». Je n'ai guère envie d'être vu en sa compagnie par les avocats et magistrats qui me connaissent et qui pourraient avoir des soupçons d'autant plus que je distribue La Libre Belgique.

Une autre compagnie désagréable a été celle de l'Obersturmbannführer Müller, qui vient dans mon bureau me requérir pour lui servir d'interprète auprès du Procureur Général, de qui il exige certains documents. Le Procureur téléphone en notre présence au Premier Président de la Cour d'Appel, en disant: «J'ai ici devant moi deux messieurs de la Gestapo». Je mets vite fin à l'équivoque en disant que je suis Belge réquisitionné.

A Bruxelles, dans l'ancienne maison communale de St.-Josse, on donne des cours de guide professionnel. Le corps professoral est excellent, les cours sont gratuits, vont de septembre à juin, et je m'inscris en septembre 1943.

Le 4 septembre, j'accompagne comme interprète le juge d'instruction Stoquart à l'hôpital St-Pierre où se trouve un Italien grièvement blessé. Mais le bonhomme ne parle pas. Tout le dossier est traduit pour les Allemands qui, certainement, en savent plus.

Le 26 septembre, je reçois la visite d'une demoiselle parlant l'allemand, au sujet d'un chef de la résistance qui vient souvent au Palais. Il boîta légèrement et habite avenue Brugmann. Sa tête est mise à prix pour «ein halbes Million» qu'elle est disposée à partager avec moi. Et ici, la garce se trahit. Le mot «million» est en effet masculin en français, féminin en allemand et neutre en néerlandais. Donc la demoiselle est Flamande. Je feins d'être d'accord, je ne connais pas le résistant et, comme André Rostenne a pris le maquis, j'avertis Antoine della Faille, président de l'UFAC (Union des Fraternelles de l'Armée de Campagne) qui a beaucoup de bonnes relations et pourra sans doute l'avertir.

En automne, une deuxième pêche de hareng tout aussi miraculeuse. Mais les Allemands envoient sur les lieux quatre barques qui pêchent avec les nôtres, sous le feu des chasseurs anglais. En outre, ils exigent 4 millions de kilos pour eux. Ce qui nous reste est mis en conserve dans les usines et sera distribué progressivement. Cette même année 1943, nos occupants réquisitionnent en outre 25.000 tonnes de pommes de terre.

Les groupements culturels qui ne veulent pas travailler sous l'occupation et la censure, maintiennent néanmoins le contact entre les membres. Le Davidfonds, les cercles dramatiques Broedermin et autres, organisent des excursions, à pied ou en tram, vers Beersel, Gaasbeek, la vallée de la Senne (très propre et poissonneuse), etc. Convocations verbales ou par un mot dans la boîte. Toujours beaucoup de monde : chacun apporte ses tartines et parfois l'on va prendre un verre de fluitjes-bier, car il n'y a guère de limonade, faute de sucre.

Le 9 novembre, fameuse nouvelle. Le journal LE SOIR est, comme à l'ordinaire, apporté au kiosque de la Bourse vers 5h, et les premiers numéros sont vendus. Soudain c'est la ruée, tout le monde veut le journal et en moins de 10 minutes, tout est vendu. Quelques minutes plus tard arrive une autre camionnette avec un autre chargement de SOIRS, cette fois-ci officiels, avec les victoires des Allemands et les défaites rituelles des Alliés. Mais cette édition-là n'a plus guère de succès : on sait mieux. Bien plus tard, nous avons appris que l'auteur principal de ce coup a été Fernand Demany, député communiste.

En décembre 1943, en Allemagne, les bombardements se font de plus en plus intenses à tel point que, dans la Ruhr, les centrales électriques ne

peuvent plus fournir assez de courant et que la Belgique doit les supplier. De Gouy-le-Piéton et Drogenbosch, des lignes aériennes vont vers Neerpelt, passent par le Limbourg hollandais et de là vers les centres industriels allemands.

Noël vient, les Allemands sont enlisés dans les marais gelés de Russie et n'avancent pas. Et c'est par centaines que les avions alliés passent au-dessus de nous pour aller bombarder l'Allemagne, en plein jour. Les pertes allemandes sont telles que les ouvriers amenés de toutes les régions occupées de l'Europe, ne suffisent plus et que l'on s'en prend maintenant aux indépendants. Albert Van der Reecken, un laitier de l'avenue Général Dumonceau, et Albert Van Cangh, un imprimeur de l'avenue Van Volxem, doivent partir en Allemagne avec beaucoup d'autres. Van Cangh ira travailler dans une imprimerie à Heidelberg où il a comme chef un certain F. Eckhardt. Van der Reecken devient chauffeur de camion.

Le 5 février 1944, nous recevons une lettre de la famille Van Kerrebroeck, de Zuienkerke disant que toute la commune doit être évacuée et qu'eux-mêmes veulent se réfugier chez des parents à Bruges. A leur grand regret, ils ne pourront donc plus garder notre petite. Leur fille Marguerite ramène la fillette quelques jours plus tard et nous apporte un grand fromage.

La famille de Nieupoort sera évacuée également et nous arrive le 22 avril. Les Allemands ont inondé 35.000 hectares de terres arables, et la Luftwaffe en occupe 34.000. Pour les cultures, nous disposerons donc pratiquement de 70.000 ha en moins. A titre de précaution, les Allemands réquisitionnent au printemps 50.000.000 de kilos de pommes de terre.

Les bombardements alliés ont, d'après Londres, comme but de désorganiser les transports de l'ennemi. Le jeudi 11 mai, la nettoyeuse Marie, qui habite l'avenue de Monte Carlo, dit à ma femme que, la nuit précédente, elle a vu une fusée rouge au-dessus de la Petite Ile, et que cela signifie un bombardement imminent. Effectivement, l'après-midi vers 6h30, la sirène donne l'alerte et bientôt les bombes pleuvent. Elles atteignent surtout le quartier du Pont de Luttre et les lignes de chemin de fer derrière Wielemans Ceuppens. Pendant les alertes, il est interdit de se trouver sur la voie publique.

Dès la fin de l'alerte, les pompiers et des volontaires sont sur place. Beaucoup d'immeubles démolis, beaucoup de victimes, la plupart sous les décombres ou tuées en pleine rue, d'autres à l'hôpital d'Anderlecht ou d'Ixelles, ou pendant le transport. Molière est occupé par les Allemands. Finalement, on compte 39 morts. En la fête de l'Ascension, le jeudi 18 mai, notre Rembrandt fait sa première communion à Asiene et nous sommes invités à la fête. Mais je dois aller seul. La veille, mercredi, la matin je prends

le vicinal jusqu'Àlost et de là un autre jusque Oordegem. Je marche jusque Westrem d'où un vicinal me conduit par Wetteren jusque Gand. Je traverse la ville en tram et prends le vicinal jusque Laarne, d'où je n'ai qu'une dizaine de kilomètres à pied jusqu'à la ferme De Clercq à Astene, où j'arrive assez tard le soir.

Le jour de la communion, le tailleur arrive un peu tard avec le nouveau costume. Enfin il est là, étoffe d'avant-guerre, fait sur mesure. En vitesse la voiture nous amène vers l'église. Le petit connaît son catéchisme par cœur et Jules, le fermier, qui se considère un peu comme le père adoptif, ainsi que moi, nous sommes tout fiers. Après la messe, félicitations par le curé et les notables, mais j'ai un peu de difficultés à suivre le dialecte. Rembrand le parle comme un natif d'Astene. Retour vers la ferme, photos et enfin un dîner comme même avant la guerre, j'en ai eu rarement. Le temps est délicieux et tout est pour le mieux.

Le lendemain, vendredi, retour par le même chemin, mais avec une petite charge de froment véritable que Maria pourra moudre dans son moulin à café. Un intermède bienfaisant dans notre misère.

Pendant la nuit du 24 au 25 mai, nous voyons une flèche lumineuse rouge au-dessus du château Fontaine, un repaire de gros bonnets boches. Dans notre jardin, nous avons creusé un petit abri très primitif, couvert d'une vieille grille, de branchages, de sacs de jute et de terre. A l'intérieur, quelques chaises et une petite échelle. Nous prévoyons le bombardement pour la soirée, et comme j'attends un peu de travail au Palais de Justice, j'y vais.

Mais à peine suis-je installé et occupé à parler à un client, que, à 9h30, la sirène donne l'alarme. Pendant les alertes, il est strictement interdit de se trouver dans la rue, et d'autre part, je suis trop nerveux pour aller m'asseoir dans les caves du Palais. Avec François, le garçon d'ascenseur, nous montons sur le toit, d'où nous pouvons voir des jets de flammes en direction de Forest, ainsi que les flammes des canons anti-aériens. Le bruit et le choc ne viennent qu'une douzaine de secondes après les flammes. Donc le bombardement se situe exactement chez nous. Dieu c'est terrible!

Vers 11h30, je n'y tiens plus. Alarme ou non, je veux être auprès des miens. Par la Barrière de St-Gilles et l'avenue du Parc, je prends la chaussée de Bruxelles où les explosions violentes me forcent à m'aplatir à terre, mon vélo au-dessus de moi comme s'il pouvait me protéger. Pour éviter la gare, je prends l'avenue Zaman et vois qu'une jolie petite villa au coin de la rue d'Huart a disparu (1). La fin d'alarme est donnée et j'arrive chez moi, essoufflé mais content. Aucun mort, aucun blessé, mais le jardin est parsemé de morceaux de fer.

(1) Actuellement remplacé par une station à essence.

Le bombardement a une fois de plus fait de nombreux morts et blessés. De la rue de Liège il ne reste pas grand-chose et les rues avoisinantes présentent un aspect tout aussi désolé. La FLAK (2), artillerie anti-aérienne, a été très active, les avions sont restés très hauts et les bombes ont dérivé. Le château Fontaine est intact. Une vingtaine de corps sont trouvés sous les décombres mais d'autres ont totalement disparu, et les victimes seront déclarées mortes par le tribunal. Plusieurs blessés meurent au cours du transport vers les hôpitaux, ou lors de leur arrivée.

Trente-sept immeubles sont détruits, 166 autres gravement endommagés.

«Dans la commune —écrivent Van der Golen et Vokaer dans: Le Parc Duden à Forest— le bombardement fait dégénérer la consternation en panique, et chacun se demande où est l'endroit invulnérable de la commune. Chaque alerte (et elles deviennent de plus en plus nombreuses) provoque un véritable exode des habitants du «bas» vers les points élevés du territoire, notamment vers la place de l'Altitude Cent. Faute d'abris publics convenables, cette multitude gravit au pas de gymnastique les rues conduisant à nos parcs communaux, spécialement au parc Duden, considéré assez candidement, grâce à son couvert, comme un abri sûr. On espère en même temps que les aviateurs sauront distinguer les bois et forêts des objectifs à atteindre.

Les jours de Pentecôte et de l'Assomption, le parc Duden ne désertait pas du matin au soir. Les grilles restent ouvertes pendant la nuit. D'ailleurs, la population a ménagé des entrées improvisées. De cette façon, le parc reste aussi un abri pour la nuit. Au cours des alertes nocturnes, un peuple d'ombres, silhouettes étranges, drapées dans les couvertures, pénètre dans le parc. Des points lumineux, lueurs de lampes de poche, se croisent de tous côtés pour éclairer la marche. Parfois, des appels «lumière» pour refréner l'excès d'éclairage.

Joseph Debont, ancien entrepreneur, approfondit une tranchée creusée par l'eau. Puis il se construit un abri dans le terrain en face de sa demeure, rue du Vignoble. Lors des alertes, la tranchée est occupée par les frères de l'école St-Denis.

Jules Wauters, ancien sous-officier de 14-18, construit un abri dans le genre de ceux de l'Yser, et son exemple est imité par d'autres. Bien des particuliers disposant d'un jardin ou jardinet y creusent un abri, couvert de branches, de barres de fer, voire de couvertures.

Christiaan est au Mont Thabor à Dilbeek pour reprendre des forces

(2) Flak = Feuerkammer.

et Grietje est dans un établissement à Alseberg. Ainsi nous sommes un peu plus tranquilles pour l'accouchement de Maria.

Le téléphone ne fonctionne plus, les trams sont sporadiques et ne roulent pas le dimanche.

Le samedi après-midi, 10 juin, nous partons pour Anderlecht, moi portant la valise et soutenant Maria. Comme la naissance n'est pas imminente, nous allons chez les Cap qui tiennent un café en face du cimetière. La patronne, Jeanne, cousine de Maria, prépare du café authentique, qui me donne un léger vertige, car je n'en ai plus bu depuis des années. Maria y passera la nuit.

Comme chaque fois, Maria est très fière de sa grossesse: elle prouve que, malgré les difficultés momentanées, nous n'avons pas peur de la vie, et chaque naissance nous rapproche un peu davantage de notre idéal, d'avoir 8 enfants autour de la table.

Dimanche matin, Jeanne conduit Maria à la maternité Ste-Anne. Maria assiste à la messe de 7h30 et, à 10h30, la petite Elisabeth fait son entrée dans le monde: très jolie, très saine, poids 3kg200. Vers midi, Henri vient



Diplôme «Mouvement belge de Résistance».

(Photo: Cercle d'Histoire de Forest)

s'informer et est félicité par les religieuses comme «l'heureux père». Lorsqu'un peu plus tard j'arrive de Forest, à pied, tout le monde est un peu étonné et puis c'est un rire général. Suite à la création du Grand-Bruxelles, la naissance est enregistrée à l'état-civil de «Bruxelles, district d'Anderlecht».

L'année scolaire se termine, la radio et les journaux laissent prévoir que les Allemands ne reculeront pas sans se défendre âprement et que Bruxelles pourrait bientôt devenir un champ de bataille. Nous décidons de faire revenir tous les enfants.

Les trains roulent parfois, et le vendredi 11 août, je pars pour Astene, où je passe la nuit. Le lendemain, retour par Laarne d'où un vicinal nous conduira à Gand. Je tiens le petit Rembrand d'une main et un paquet de quelques kilos de froment de l'autre. D'abord 10 kilomètres à pied. A Gand, on nous informe que les ponts sur la Dendre sont démolis et que nous irons par Termonde. Notre locomotive est une petite machine poussive qui avance presque aussi vite qu'un piéton. A chaque bombe, nous nous arrêtons. A Termonde, on nous met, très lentement, sur la voie vers Bruxelles, mais à peine avons-nous fait deux kilomètres qu'un nouveau bombardement nous arrête. Cette fois c'est sérieux. Des avions tournent autour de notre train et bientôt notre locomotive est trouée comme une passoire.

Le machiniste qui est descendu et s'est réfugié dans un fossé, retourne à pied à Termonde et, quelques heures plus tard, revient avec une locomotive qui nous pousse à Bruxelles où nous arrivons à minuit et demie. Comme le couvre-feu est très strict, un employé de la gare remet à chacun des voyageurs un billet certifiant que le train est entré trop tard. Dehors, c'est l'obscurité totale. Le petit Rembrand s'est endormi et je le couche sur mon épaule. En avant à pied pour Forest.

A la place de Brouckère, premier «Halt». Trois militaires. Deux pointent leur fusil vers mes jambes (c'est leur habitude) tandis que le troisième veut savoir pourquoi je suis à la rue avec un enfant sur l'épaule et un paquet dans la main. Je montre mon papier et dois le traduire en allemand. Entre-temps, sa lampe de poche est braquée sur moi. Puis il veut que j'ouvre le paquet, mais je parviens à lui faire admettre qu'il contient du blé «fur meine Kinder». C'est bon, nous pouvons continuer. La scène se répète 5 ou 6 fois. Entre-temps, le petit s'est réveillé et marche à côté de moi, le plus possible au milieu de la rue de manière à ne pas être surpris par un apache caché dans une encoignure.

A l'avenue Van Volxem, le ciel est invisible par le feuillage et je me heurte contre un arbre. Mes lunettes tombent et nous avons toutes les

peines à les trouver. A peine avons-nous atteint l'avenue de Monte Carlo que le bombardement reprend. Finalement, nous arrivons, il est près de 2 heures du matin, et Maria est toujours debout, plus morte que vive d'inquiétude.

Après le débarquement des Alliés dans le Midi de la France le 15 août et le soulèvement à Paris de 50 000 résistants armés, il est clair que notre délivrance est proche. Le vendredi 1er et le samedi 2 septembre, c'est la retraite en masse: voitures, camions, tanks, tout s'en va en direction de la rue de la Loi. Un soldat me dit qu'il s'agit uniquement d'un regroupement et que, pour la Noël, ils seront de retour avec de nouvelles armes absolument invincibles. L'envie me vient de demander si cela vaut la peine de partir pour revenir ensuite, mais comme mon interlocuteur ne paraît guère disposé à blaguer, je préfère me taire. Ceci dans la rue Hôtel des Monnaies, comme je reviens du Palais de Justice.

Dimanche matin, le Palais est en feu, la coupole s'est effondrée et les flammes sont visibles jusque Forest. Je risque une visite: les Allemands avaient rempli de réserves alimentaires une grande partie des caves, qui maintenant sont pillées par la population. Impossible d'éteindre l'incendie, mais les assistants essaient de sauver ce qui peut l'être. Depuis la grande bibliothèque, à l'étage, jusqu'à la rue du Grand Cerf, une file ininterrompue de volontaires se place, et passe des paquets de 2 ou 3 livres ou dossiers jusqu'à un immeuble derrière le couvent (3). Entre-temps, tout le monde chante, le plus souvent la Brabançonne que je n'ai plus entendue depuis des années.

Après-midi, je rentre et, comme beaucoup de gens, nous allons au grenier d'où nous distinguons par la lucarne à la chaussée de Mons tout au loin, les premiers Anglais. On ne voit pas beaucoup, mais on entend encore régulièrement des rafales de mitrailleuses et des coups.

Le même soir, une unité de la deuxième armée britannique, commandée par le général Dempsey, entre dans la commune et la traverse en direction de Bruxelles où la jonction avec d'autres unités s'opère.

Le lendemain matin, je vais voir. Tandis que dans le haut de la ville et à l'avenue de Tervueren on échange les derniers coups de feu, dans le centre la fraternisation bat son plein. Les hommes, les femmes et les enfants entourent les militaires, dont les chars peuvent à peine se frayer un chemin. Bien vite, les gosses connaissent l'anglais: «Please sir, souvenir for mama, cigarette for papa, chocolate for me». Et les Anglais don-

(3) Anecdote citée par l'auteur dans le livre *Les Brabançons*.

nent et distribuent. Je parle à quelques-uns mais évite d'accepter quoi que ce soit. Leurs impressions concernant la guerre me sont plus précieuses. Ils ont perdu beaucoup de monde pour arriver jusqu'ici, mais maintenant cela ira vite.

Les Katzenelenbogen partent et s'installent avec leur fils au n° 12 de l'avenue du Roi.

Lundi, le 5 septembre, réouverture des écoles. Un phénomène pas tout à fait inattendu est le vide dans les classes flamandes. Quiconque veut être bon Belge (et qui ne l'est pas depuis le départ des Allemands?) le montre clairement par une aversion profonde envers le néerlandais, le «llamboche» et envoie ses enfants dans les écoles françaises. La Sint-Augustinusschool n'a qu'une demi-douzaine d'élèves pour toute l'école. Certains instituteurs sont même inquiétés comme «collaborateurs», car, à la fouie, il faut des coupables, peu importe qui.

Dans les rues, on voit partout des «résistants», le plus souvent des énergumènes qui ont collaboré tant et plus avec les Allemands, mais sont parvenus à voler un fusil et paradent comme patriotes. Pratiquement tous ceux qui, pendant l'occupation, se sont efforcés de faire quelque chose pour la population, sont mis sous les verrous: secrétaires généraux, membres de la Corporation, contrôleurs, outre des bourgmestres nommés pendant la guerre, parents de volontaires en Russie, plus des dizaines de milliers d'autres suspects. Bien entendu, les gros trafiquants échappent.

En 1961 le Meyers Neues Lexikon, édité par le Bibliographisches Institut (nationalisé) à Leipzig en D.D.R., affirme que «s'opposant aux Rexistes et aux fascistes flamands collaborateurs, un mouvement important de résistance se créa sous la direction communiste».

La façon d'opérer est fort sommaire. Les «résistants» se présentent, ouvrent ou enfoncent la porte et emmènent toute la famille. On me cite un cas dans la rue de l'Eau. Les meubles sont jetés à la rue et brûlés (mais parfois, au Vieux Marché, on peut faire d'excellentes occasions, surtout de livres). Les policiers n'ont pas d'armes et s'abritent dans leurs bureaux, fermés à clef. Certains résistants sont des prisonniers échappés. Des Italiens et des Serbes viennent me demander des traductions de l'italien et de l'allemand. Ils sont hommes et femmes et veulent payer avec des billets périmés que je refuse. Je les laisse partir vite vite, avec leurs fusils.

En ce qui concerne le ravitaillement, c'est bien simple: il n'y en a pas. Les «londoniens», Belges réfugiés en Angleterre pendant l'occupation, n'apportent absolument aucune nourriture, ils ont désorganisé

totalément la distribution et sont incapables d'organiser quoi que ce soit. Le dimanche 17 septembre, dixième anniversaire de notre mariage : pas de pain, pas de beurre ni margarine, pas de viande, pas de malt, pas d'électricité, pas de gaz. Il nous reste quelques pommes de terre et quelques pommes que nous cuisons sur un feu de schlamm ; ce sera notre déjeuner, notre dîner, notre goûter et notre souper. A Welle, on vend de la farine à 49 F le kilo. Je ne suis pas à Welle et je n'ai pas l'argent. Mon frère y est allé et me l'a raconté.

Le 18, Antoine della Faille nous apporte un kilo de beurre et 10 kilos de froment. Le lendemain, l'avocat René Smits nous apporte un kilo de malt. C'est rudement bienvenu. Dès le 11 septembre, les familles Soete- way et De Witte sont en fuite. Fin du mois, Jean De Witte est arrêté à Zellik, et, peu de jours plus tard, je suis convoqué au bureau de police pour dire ce que, comme voisin, je sais à son sujet. Porte du bureau chaussée de Bruxelles fermée à clef, examen par le judas, sortir les mains des poches et je peux entrer. A l'officier qui m'interroge, un nommé Baudet (nom prédestiné pour un «fin limier» de police) je dis que Jean De Witte a sauvé bien des gens, mais il refuse de l'acter, prétendant qu'il ne veut connaître que «les faits à charge» : ses propres termes.

Le lundi 9 octobre, nous avons «l'opération Gutt». Les billets actuels n'ont plus cours et peuvent être échangés contre des nouveaux, mais seulement à concurrence de 2.000 francs par personne. Les billets anciens de 50 F pourront continuer à avoir cours. Certains de la Société Générale le savaient et ont collectionné des billets, notamment Jean Moens. Pour ne pas avoir plus tard des ennuis avec la justice et le fisc, beaucoup de trafiquants brûlent une grande partie de leurs billets. Nous-mêmes avons le droit d'échanger 14.000 F, mais nous n'en possédons pas 2.000. Bien des gens sont dans notre cas et rendent service aux «riches» moyennant 10 % de commission : cela paraît être la règle tacite.

* Nous recevons la visite d'une sœur de Florimond Tulkens et échangeons pour lui 10.000 F, moyennant la commission. 2.000 F seront échangés pour Anna, une cousine de ma femme : 10 % également.

Vendredi 15 octobre, je constate que la porte de mon bureau au Palais de Justice est ouverte. Quelqu'un y a pénétré à l'aide d'une clef, a fracturé la porte de l'armoire et volé ma machine à écrire. Cette fois, je suis vraiment fauché. Mais, une fois de plus, l'aide vient. Mon ami Emmanuel Killiens possède une vieille machine, où les lettres sont gravées sur une petite sphère. Jamais vu, mais cela fonctionne. Cependant, il n'y a guère de travail.

Comme nous avons plus de bombes volantes que de nourriture, nous

renvoyons le 21 octobre Rembrandt chez son fermier à Astene, où il est reçu à bras ouverts et restera jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Il est remarquable combien vite les syndicats d'avant-guerre ont repris vie et sont redevenus actifs. De temps à autre, je revois mon cousin Remi, qui a repris ses fonctions de secrétaire du président des syndicats chrétiens. Pendant l'occupation, l'UTMI a été utilisée pour maintenir la cohésion entre les travailleurs qui, dès la libération, ont été dirigés vers le bercail socialiste ou chrétien. Lui-même, Remi, a assisté parfois à des réunions secrètes où l'on a surtout discuté d'une réforme des lois sociales, d'après le modèle anglais Beveridge.

Fin octobre, l'armée canadienne cherche des interprètes anglais-allemand. La connaissance du français et du néerlandais est utile. Je me présente aussitôt et subis un examen physique superficiel. Quelques jours plus tard, je reçois un avis favorable et dois me rendre à la caserne de Tervuren où j'arrive avec une vingtaine d'autres Belges, dont plusieurs militaires en uniforme. Quelques noms : Bivert (Ardennais), Dhondt (Alostois), Snollaert (de Molenbeek), Somogy (d'origine hongroise) etc.

Le 7 novembre, une bombe volante démolit une grande partie du quartier des Marolles et tout le côté du Palais de Justice. Mon bureau est détruit totalement et l'activité au Palais devient nulle. Bien des avocats quittent la ville ou sont engagés comme auditeurs militaires ou substitués, ou tout simplement rappelés sous les armes. Je n'y vais plus, et dois rejoindre la caserne. Les transports sont gratuits pour les militaires et le petit train électrique Gare Léopold-Tervuren est très achalandé.

A Tervuren, nous recevons notre équipement et le grade de sous-lieutenant de réserve. Et puis commence le «drill» ou entraînement. Le stengun et tout l'équipement sur le dos, courir autour des étangs, sauter des fossés, faire beaucoup de gymnastique et des exercices de tir. Ce n'est pas exactement ce que je me suis figuré en m'engageant. En plus de cela, beaucoup de théorie. De temps à autre, un jour de congé dont je profite pour aller vite avenue Denayer. La nourriture à la caserne est abondante. Les rations hebdomadaires de whisky et de cigarettes sont échangées contre de la confiture ou du chocolat, que certains n'aiment pas. Nous recevons une petite solde mais Maria a déjà reçu un mandat pour le mois de novembre et en recevra bientôt un pour décembre.

Après la libération de Bruxelles, la CLEF DE SOL, le local ordinaire du Broedermin, est occupé par les Britanniques et le restera d'ailleurs encore longtemps. Bruxelles est pour les troupes combattantes un gîte de repos et de délassement et tous les samedis et dimanches les militaires venant du front s'y réunissent pour danser et se divertir. Il en résulte

tera d'ailleurs plusieurs mariages avec des Foresloises, entr'autres Joséphine De Mol, Yvonne Agenet et Delphine Schouppe, toutes trois de l'avenue Denayer et Elisabeth Germaert de la rue de Liège.

En Zélande, les alliés, dont beaucoup de Polonais, se battent furieusement pour libérer l'Escaut, et le 28 novembre, les trois premiers navires arrivent à Anvers, sous une pluie de bombes volantes. Le dimanche 3 décembre, une bombe détruit une bonne partie de la rue Bollinckx et les vitraux de l'église St-Denis, l'orgueil du curé Florent François depuis la restauration en 1924.

A Tervuren, le 5 décembre, examens théoriques et le 8, examens pratiques. Réussi toutes les épreuves.

Mais les boches ne désarment pas. Entre Montjoie et Echternach, ils ont constitué une armée qui, le 16 décembre, déclenche, sous le commandement de Von Rundstedt, une offensive destinée à atteindre Anvers en un temps record et à constituer un saillant entre les Anglo-Canadiens au nord et les Américains au sud. Des Allemands vêtus d'uniformes faux américains, sont aéroportés derrière les lignes alliées, où ils doivent saboter et jeter la confusion chez les Américains. Ils connaissent l'anglais, mais leur prononciation est généralement défectueuse, ce qui les trahit.

Les cantons de l'Est sont touchés durement et les Allemands poussent jusque Rochefort. Mais à Bastogne, c'est l'arrêt. Sommé de se rendre, le 22 décembre, le général américain Mac Auliffe répond «NUTS», l'équivalent du mot qui rendit célèbre le général Cambonne. La ville ne sera dégagée qu'en janvier.

A Bruxelles, en novembre, les «résistants» risquent un putsch, en vue d'instaurer chez nous une république communiste. Mais la tentative est réprimée immédiatement par le général anglais Erskine, qui ordonne un couvre-feu général et fait circuler des tanks dans toute la ville. Le 14 novembre un arrêté ordonne aux civils de remettre leurs armes à feu à la police et interdit la possession d'armes.

Le Meyers Neues Lexikon nous apprend que «suite à l'arrêté ministériel sur le désarmement des Patriotes, les communistes et les représentants de la Résistance quittent le gouvernement».

Ailleurs, la lutte continue. Dès le mois de septembre 1944, Achille Van Acker devient ministre et s'occupe du relèvement de notre industrie dans le double but de donner du travail et d'approvisionner les troupes combattantes, où notamment de nombreux Belges ont repris leur service. Les charbonnages engagent de nombreux mineurs polonais (en

Campine) et italiens (Wallonie), mais l'approvisionnement des civils reste fort insuffisant. A Forest, les bancs publics et de nombreux arbres disparaissent dans les fourneaux des ménagères. Van Acker, que l'on prétend incapable de prononcer le «Ch» devient populaire comme «Acille çarbon».

L'hiver est dur. Je profite d'un congé pour écrire un mot à nos amis Charles et Suzanne et leurs cinq enfants.

Forest, le 5 janvier 1945

Bien chers amis,

Tout d'abord, nos meilleurs vœux pour cette année 1945 et nos excuses pour ne pas l'avoir fait plus tôt: ces derniers jours nous avons été fort occupés par un tas de choses, dont la principale a été de nous abriter contre les survols des boches et les combats aériens qui se sont déroulés au-dessus de Bruxelles. Le jour de l'an, au-dessus du bois en face de nous, j'ai vu descendre un avion en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire: magnifique et rapide!!! Espérons seulement que des histoires pareilles puissent bientôt cesser, car c'est fort ennuyeux.

En plus des avions, nous avons beaucoup d'alertes de bombes volantes (du moins nous croyons que c'est cela) au point que Maria a estimé que mieux valait laisser cette fois Rembrand à Astene chez son fermier, plutôt que de l'exposer inutilement ici. Toutefois, les dégâts causés semblent somme toute assez minimes, du moins à Bruxelles.

Au Palais de Justice, la libération nous a valu une forte diminution de travail: tous les collaborateurs ont la priorité et ça ne fait guère traduire. Puis l'incendie et une bombe volante ont réduit la majeure partie de l'édifice en une vaste ruine, où le manque de chauffage (pas de charbon) se fait terriblement sentir, surtout à travers les lentes des planches et de carreaux. Enfin, cela ira mieux un jour, paraît-il, à condition qu'on vive jusque là. Je ne vais d'ailleurs plus au Palais.

Ici, à Bruxelles, il vient beaucoup de permissionnaires anglais: 48h de congé de détente. Et je vous prie de croire qu'ils se détendent rudement: ils sont logés chez des particuliers, viennent à 14h, prennent les repas en ville et ne font que coucher... théoriquement, car souvent ils restent une nuit, si pas deux, en ville chez les «nice girls» qui leur extraient leurs sous en buvant du vin à 300 F ou du cognac poivré à 500 F la bouteille. Et ces malheureux ne savent pas mieux, et ont la cuite pendant 40h sur 48 de leur congé. Enfin, si cela leur plaît... Cependant, celui que nous avons eu (à la place de Maurits qui était chez ses beaux-parents)

de dimanche à mardi, un Ecossais de Glasgow, était un type très calme et sérieux.

Avec cela, bien le bonjour de tous et dans l'espoir d'une prompte et longue réponse, bien à vous.

Quelques jours plus tard, nous partons pour le front, et sommes logés à Grave, près de Nimègue. Nuit et jour on tire au canon vers les bombes volantes lancées depuis Arnhem vers chez nous. Assez bien sont descendues, mais parfois une des ailes seulement est atteinte. La bombe se met alors à tourner et est beaucoup plus dangereuse, car le point d'impact est imprévisible.

De là, nous partons à Bedburg Hau en Allemagne. Les rues fourmillent de boches, surtout de femmes qui veulent troquer leurs charmes contre de la nourriture. Mais toute fraternisation est strictement interdite. Puis énormément d'étrangers, ouvriers déportés et maintenant sans travail, prisonniers de guerre évadés ou libérés, etc. Absolument tout le monde, jusqu'au rang de major, doit patrouiller. La consigne, lorsque quelqu'un s'adresse à nous: «Just say nine», pour eux c'est NEIN (non).

J'ai pleinement l'occasion de «faire l'interprète», non seulement en anglais et allemand, mais surtout en italien.

Mais le mercredi 21 février, une bombe dérivée tombe à proximité de notre cantonnement: deux morts et deux blessés, dont moi. Je suis évacué vers un hôpital à Bois-le-Duc où une radiographie révèle que je suis tuberculeux. Après quelques détours, je suis réformé et rentre chez moi, où Maria me soigne de son mieux. Comme il faut vivre, je m'engage le 9 avril au «Claims Office», le service américain des contentieux.

Les conciliabules pendant et après l'occupation entre employeurs et travailleurs ont mené à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 et à la création de l'Office National de Sécurité Sociale, pour lequel il faut maintenant du personnel. Remi vient m'en parler et me conseille de me présenter à l'O.N.S.S. de la part d'un certain Auguste Cool (qui a été délégué chrétien lors des négociations secrètes, chose que j'ignorais). La recommandation de M. Cool et mon titre de traducteur juré font que je suis engagé immédiatement. Le personnel compte une quarantaine de membres. Dans ma pensée, je n'y resterai que le temps nécessaire à la restauration du Palais de Justice. En fait, j'y resterai jusqu'à ma retraite, mais cela c'est une autre histoire.

Le mardi 8 mai, on apprend que l'Allemagne se rend inconditionnellement. Nous recevons un demi-jour de congé. Mais le problème alimentaire reste préoccupant et le restera longtemps encore.

La lutte est finie. Forest peut panser ses plaies. Dès la libération, mon beau-frère Martin Van Den Bossche, militaire de carrière au Corps de Transport Automobile en 1940, a été rappelé sous les armes et affecté à des opérations pour l'armée. Aussitôt après la libération du camp de Buchenwald, il y est envoyé avec un autocar dans le but de rapatrier les prisonniers politiques. Là; il rencontre Edouard Lamin dont cependant le retour en Belgique ainsi que celui d'autres «cas graves» est prévu en avion.

A PESTE, FAME ET BELLO, LIBERA NOS DOMINE (Grande Litanie des Rogations).

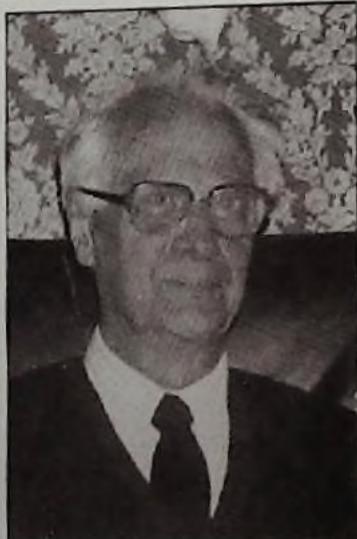
SOURCES, outre celles citées dans le texte:

A. Publications:

- Anne HENAU & Mark VAN DEN WIJNGAERT:
België op de Bon, Ed. Acco, Louvain
- Van der Goten & Vokaer:
Le parc Duden à Forest
- Albert Van Lil:
De Toneelmaatschappij de Broedermin
- Verordnungsblatt des Militärbefehlsabers in Belgien und Nordfrankreich.
- Bond der Kroostrijke Gezinnen, n^{os} de février 1942, septembre 1942, décembre 1942 et avril 1943

B. Etat-civil de Forest et de Molenbeek St-Jean

C. Notes et souvenirs personnels de l'auteur.



IN MEMORIAM

Quand Albert Van Lil me demanda, l'an dernier, de vouloir participer à la rédaction de son projet *Forestois en guerre*, j'acceptai d'office.

Ce, en dépit du fait que cette période, pour exaltante qu'elle fût dit-on, n'a point particulièrement suscité mon enthousiasme. Mais qu'aurais-je pu refuser à l'ami Albert? A la vue des copies qu'il me soumit, je fus transporté d'allégresse. Sacré Albert, il se fit que les quatre rédacteurs du sujet ne furent autres que des anciens habitants de l'avenue Denayer. Était-ce un hasard? Sacré Albert: un coup de maître, un de plus.

Hélas, il n'aura guère la joie de savourer son œuvre ultime, publiée par notre estimé *Folklore brabançon*. Il tenait à y associer trois de ses amis, qui pleurent sa disparition survenue le 21 janvier de cette année, au terme d'une longue et pénible maladie dont il parvint à repousser les assauts jusqu'à la suprême limite de ses forces. Albert fut un lutteur sa vie durant. Chacune de ses victoires sur l'adversité se concrétisa par la parution d'un article, l'édition d'une brochure. Le principal de ses écrits est certes pour nous, *Forestois de toujours*, le prestigieux *Wegwijs te Vorst*, qu'il publia en 1981, à compte d'auteur. La valeur historique de ces cent pages est rigoureusement inestimable.

Albert Van Lil naquit à Welle (Alost), le 28 juin 1909. Ses parents émigrèrent à Forest, où Albert devint aussitôt enfant de chœur en la vénérable église Saint-Denis. Plus tard il épousa Maria Van den Bossche, une de nos voisines — amie de ma sœur —, dont les membres de la famille étendent les branches de leur arbre généalogique au XVI^e siècle forestois. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'Albert Van Lil se passionna pour sa commune d'adoption, où il ne comptait que des amis. En tête du faire-part de son décès figure cette notice que porte le *Kimisis*, tombeau collectif des moines de la Grande Lavra, au mont Athos:

«Rappelez-vous! Nous avons été comme vous
et vous serez comme nous.»

Cette sentence résulte d'un choix judicieux, car elle reflète parfaitement le caractère d'inéluctable précision qui fut celui de notre très regretté Albert Van Lil.

Puisse-t-il, enfin, reposer dans la paix des justes.

J.D.